

Travail de mémoire
Sous la direction du Prof. Louis de Saussure

Discours idéologique et manipulation des représentations cognitives

Mai 2006
Amelia Lambelet
amelia.lambelet@unine.ch

Table des matières :

1. Introduction	3
2. Définition de la manipulation.....	6
3. Stratégies de manipulation :	10
3.1. Stratégies globales :.....	11
3.2. Stratégies interactionnelles :.....	12
4. Manipulation et communication :	17
5. Manipulation et argumentation :	26
5.1. Sophismes extra-argumentatifs :	29
5.2. Sophismes intra-argumentatifs	31
Utilisation fallacieuse des schémas argumentatifs :	32
Confusion entre condition nécessaire et condition suffisante :	35
Confusion des propriétés de la partie et du tout :	37
6. Manipulation et création d'un nouvel univers de croyance :	39
7. Manipulation et lexique :	53
Conclusion:.....	63
Bibliographie:.....	65
Annexe 1:	66
Annexe 2:	69
Annexe 3:	75
Annexe 4 :	85

Discours idéologique et manipulation des représentations cognitives

Amelia Lambelet

1. Introduction

Selon les dernières études en pragmatique cognitive, tout acte de communication réussie entraîne des modifications dans les représentations du monde des interlocuteurs en présence. Ceci est particulièrement le cas lors d'actes de communication non-cooperative, ou l'un des interlocuteurs cherche à modifier à son avantage les représentations cognitives de son interlocuteur. Le but de ce travail de mémoire est de décortiquer avec précision les processus ayant cours lors du traitement cognitif du discours dit non-cooperatif, ou manipulateur : nous nous pencherons avant tout sur les mécanismes de construction des représentations cognitives, la «vision du monde» des individus, en nous interrogeant sur les influences externes que peuvent avoir certains actes de communication. Nous tenterons ainsi de mettre à jour des stratégies visant à manipuler cette vision du monde et en analyserons les effets cognitifs sur les personnes manipulées.

Pour ce faire, il sera nécessaire dans un premier temps de définir avec précision le concept même de manipulation ; concept, qui, de part son utilisation dans de multiples champs de recherche, recoupe des notions fort variées que nous classifions, dans le but de définir au mieux notre champ de recherche. Nous nous rendons ainsi compte que les processus de manipulation sont fort différents s'ils sont utilisés dans une perspective de manipulation globale d'un groupe d'individus, ou s'ils sont utilisés dans un cadre interindividuel pour une manipulation à court terme et à petite échelle. Nous distinguerons donc les stratégies dites *sociales* de manipulation – désinformation, répétition, création d'un système de croyance - des stratégies *interindividuelles* – blocage des mécanismes d'évaluation, sophismes d'argumentation, utilisation fallacieuse de concepts.

La seconde phase de notre travail nous conduira à analyser les processus dits locaux de manipulation, ceux qui affectent l'individu dans le traitement de l'information au cours de l'interaction. Notre perspective de recherche s'inscrira dans le paradigme des études cognitives de la communication avec comme principale source la théorie de la Pertinence de Sperber et Wilson qui nous permettra de comprendre les processus d'inférence ayant lieu dans le traitement de l'information nouvelle par le destinataire. Nous mettrons à jour, en dehors des *intentions informatives et communicatives* du locuteur une troisième intention que nous appellerons *intention manipulative*. Nous observerons que cette intention doit rester cachée du destinataire pour être efficace et perturber le traitement cognitif de l'information en amenant le destinataire à modifier ces représentations cognitives de manière à satisfaire non pas ses propres intérêts d'amélioration de sa connaissance du monde, mais les intérêts du locuteur non-coopératif.

Nous nous inspirerons ensuite de la théorie de l'argumentation de Van Eemeren et Grootendorst pour comprendre comment des processus manipulatoires peuvent avoir lieu dans l'interaction. Nous mettrons à jour des violations des règles logiques de l'argumentation par les locuteurs non-coopératifs et tenterons de comprendre comment ces violations peuvent rester inaperçues par les destinataires.

L'analyse que nous ferons des processus de manipulation dans la communication interindividuelle grâce à la théorie de la Pertinence de Sperber et Wilson et la théorie de l'argumentation de Van Eemeren et Grootendorst nous permettra ainsi de comprendre les stratégies de manipulation locales et interindividuelles. Afin de mieux saisir les effets de la manipulation à grande échelle et à long terme, telle qu'elle a lieu à un niveau sociétal, nous nous intéresserons par la suite à l'évolution des représentations cognitives d'un individu, menant à la création d'un nouvel univers de croyance et au remaniement de la référence lexicale. Nous suivrons l'approche de Sperber et Wilson qui situe la construction des représentations mentales dans le traitement inférentiel de l'information nouvelle et mettrons à jour les processus non-démonstratifs de création puis de vérification d'hypothèses. Nous approcherons en outre la référence lexicale en mettant en question la théorie du prototype ainsi que le modèle des conditions nécessaires et suffisantes.

En dehors de nos ressources théoriques, nous appréhenderons le discours manipulateur par l'entremise d'un corpus issu de différents discours idéologiques. Nous tenterons de ne pas nous focaliser sur un seul type de discours non-coopératif mais nous baserons sur des énoncés tirés aussi bien de l'idéologie politique que de l'idéologie religieuse ou sectaire. Selon Rigotti (2006¹) qui reprend Van Dijk (1995²), une idéologie est en effet un système de croyance partagé socialement et qui répond à certains intérêts. Nous en déduisons qu'il peut s'agir autant d'un système de croyances politique que d'un système de croyance religieux.

¹ Rigotti E. (2006), towards a typology of manipulative processes. In De Saussure L. et Schulz P. et al (2006). *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*, Amsterdam: John Benjamins Pub Co (pp 61-83)

² Dijk, T. A. Van (1995). Discourse semantics and Ideology. *Discourse and Society*, 6(2), 243-289

Une utilisation croisée de corpus issu de discours religieux et de discours politiques est intéressante par le fait qu'elle permet d'éclairer différentes facettes du discours manipulateur, du fait que certains changements des représentations cognitives touchent le domaine de la croyance et d'autres le domaine de la connaissance³. L'utilisation d'un corpus d'origine religieuse nous semble en outre pertinente en vue des dérives sectaires et extrémistes ayant marqué l'actualité récente, dérives qui nous poussent à nous interroger sur la force des représentations pouvant mener à l'abandon de sa personnalité et au sacrifice de sa vie.

En ce qui concerne les discours idéologiques politiques, de nombreux exemples nous viendront des discours du dictateur Augusto Pinochet dans le Chili des années 1973 à 1989. Cette période nous a semblé intéressante car la dictature militaire de Augusto Pinochet a été basée plus sur la propagande que sur l'utilisation de la force, en dehors des disparitions de masse des opposants déclarés au régime durant les premiers mois après le coup d'Etat du 11 septembre 1973⁴. La dictature de Augusto Pinochet est en outre intéressante car elle a façonné sur de nombreux points l'identité nationale chilienne en construisant une série de mythes nationaux idéologiquement marqués, tels que le mythe du miracle économique sur lequel nous reviendrons dans la suite de notre travail.

Ce façonnage de l'identité nationale se retrouve encore aujourd'hui dans le traitement politique et sociétal de la période de la dictature. En guise d'exemple, au cours de la campagne électorale précédant les élections présidentielles du 11 décembre 2005 – qui ont vu l'élection de la candidate de gauche Michelle Bachelet au deuxième tour le 15 janvier 2006 –, l'une des questions du grand débat télévisé portait sur le président, qui, aux yeux des candidats, a le mieux accompli son travail de président de la République. La réponse de la candidate de gauche, Michelle Bachelet, avait ainsi défrayé la chronique. Elle avait en effet cité le président sortant, Ricardo Lagos au lieu de l'espéré Salvador Allende. Le candidat de droite, lui, s'était abstenu de citer Augusto Pinochet pour préférer se référer au prédécesseur de Salvador Allende, Eduardo Frei Montalva.

La campagne électorale de Michelle Bachelet avait en outre fait une large place à l'histoire personnelle de la candidate, fille d'un opposant à Pinochet mort à la suite de tortures des militaires et qu'elle remerciera dans son discours d'investiture le 15 janvier 2006. A l'occasion de ce discours prononcé sur l'Alameda – rue principale jouxtant le palais présidentiel – le 15 janvier 2006, des photographies de Salvador Allende porteuses du slogan extrait de sa dernière élocution le 11 septembre 1973 « *mucho más temprano que tarde, de nuevo se abrirán las grandes alamedas, por*

³ Dichotomie qu'il y aura peut-être lieu de discuter.

⁴ Nous ne souhaitons pas minimiser le traumatisme que ces disparitions ont certainement provoqué au sein de la population, mais nous préférons nous attarder sur le rôle de la propagande dans la justification et le maintien du nouveau régime. Nous soutenons que le régime dictatorial d'Augusto Pinochet n'a pas fait un usage exclusif de la pression militaire et policière pour faire taire les oppositions, mais s'est basé sur un système de propagande actif au sein même de la population.

*donde pase el hombre libre, para construir una sociedad mejor*⁵» seront par ailleurs vendues par de nombreux marchands de rue. Cette dévotion, trente-trois ans après le 11 septembre montre bien à quel point la période troublée du coup d'Etat et les années qui ont suivi ont marqué l'inconscient populaire chilien.

La construction de l'identité collective sera ainsi au centre de notre travail - car nous tenterons d'explicitier les processus de construction d'un système de croyances au sein d'un groupe donné -, mais nous adopterons un point de vue « micro », c'est-à-dire centré sur l'individu et l'évolution de ces représentations cognitives. Notre traitement des stratégies de manipulation de masse se fera par l'entremise de l'étude des effets cognitifs de la manipulation sur les populations visées.

Notre perspective sera en outre purement descriptive sans aucune visée normative ou de prévention du discours manipulateur. Nous nous efforcerons en outre de garder un point de vue le plus neutre possible sur les discours politiques et religieux utilisés, en ne cherchant qu'à en étudier l'effet cognitif sur leurs destinataires et non pas leur adéquation ou inadéquation à la réalité objective.

Nous nous démarquerons par ailleurs du courant de pensée qui prête à tout acte de communication une part de manipulation. Nous admettons que toute interaction tend à changer les représentations cognitives des interlocuteurs, mais nous tenterons de restreindre le discours manipulateur à un discours permettant de faire évoluer ces représentations de manière intentionnelle et mal intentionnée. La définition du discours manipulateur nous occupera ainsi durant toute la première partie de ce travail.

2. Définition de la manipulation

Le concept *manipulation* est largement utilisé par de nombreux chercheurs – linguistes, psychologues, chercheurs en sciences politiques- mais il est difficile d'en trouver une définition claire et précise.

En l'étudiant dans une orientation linguistique, le premier réflexe du chercheur est de définir des formes linguistiques spécifiques le caractérisant – utilisation de certains actes de langage, formes verbales particulières, métaphores etc.- L'on se rend pourtant rapidement compte que cette démarche ne peut aboutir, car la manipulation n'est pas un *type de discours*, comme le sont la narration ou le théâtre, mais plutôt un *type d'utilisation du langage*, et n'est donc pas déterminée par certaines formes linguistiques spécifiques.

⁵ « *Tot ou tard s'ouvriront à nouveau les grandes avenues par lesquelles passera l'homme libre pour construire une société meilleure* ». Cet extrait de discours de Salvador Allende prononcé quelques minutes avant son suicide le 11 septembre 1973 restera dans les mémoires de par son aspect visionnaire.

L'on peut toutefois noter une utilisation récurrente de certains actes de langage – assertifs, déclaratifs, promissifs etc. – ainsi que de certaines formes – métaphores, *misused concepts*⁶ etc. - . Mais cette utilisation dénote avant tout une certaine efficacité de ces formes linguistiques à atteindre les objectifs du manipulateur et ne sont pas utilisées *uniquement* dans le discours manipulateur. Elles peuvent en outre être remplacées par d'autres formes sans que le discours ne perde de son pouvoir de manipulation. Nous définirons donc ces formes comme des outils utilisés par le manipulateur pour jouer un certain rôle au niveau pragmatique et non pas comme des repères définissant un discours comme manipulateur.

Il faudra donc chercher d'autres caractéristiques du discours manipulateur. L'une d'entre elle, récurrente dans la littérature, est celle de la *relation asymétrique* reliant manipulateur et manipulé, le manipulateur ayant un certain pouvoir de conviction sur le manipulé. Afin de ne pas utiliser des dichotomies trop marquées sociologiquement comme celle de dominants/dominés, nous nous en tiendrons à une définition reconnaissant au manipulateur une présupposition de compétence de la part du manipulé. Nous ne nous intéresserons donc pas aux positions sociales des intervenants mais aux représentations que ces positions, ainsi que d'autres facteurs tels que le charisme ou le prestige, engendrent aux sujets manipulés. Comme nous le verrons dans la suite de ce travail, un locuteur cherchant à avoir une influence forte sur les schémas cognitifs de son interlocuteur devra être reconnue par celui-ci comme digne de confiance, c'est-à-dire compétent et bienveillant. Cette présupposition de bienveillance et de compétence sera essentielle pour que les informations données par le locuteur aient une force suffisante pour déjouer les systèmes cognitifs de contrôle de véracité de l'information nouvelle.

Une autre définition récurrente de la manipulation contient l'idée qu'un discours manipulateur est un discours *mensonger* énoncé dans l'intention de tromper ou d'induire en erreur son interlocuteur. Cette définition nous a posé de prime abord quelques difficultés. La problématique principale est en effet de savoir dans quelle mesure un discours peut être défini comme mensonger par un observateur extérieur, comment celui-ci peut démêler le vrai du faux. Peut-on définir comme « vérités » les faits communément admis par une société ? Ou faut-il relativiser la portée de ces « vérités » du fait qu'elles ne peuvent être définies universellement ? Chaque société détient en effet son propre système de valeurs, et ces propres visions d'une certaine réalité.

Une autre alternative serait de se limiter aux connaissances dites objectives, ou scientifiques. Il nous semble pourtant que la portée même des connaissances scientifiques peut être relativisée. Nous suivons en cela la théorie des sciences de Thomas Kuhn (1989), qui enjoint de situer les connaissances scientifiques dans les paradigmes dont lesquels ils sont reconnus, paradigmes qui se portent garants des vérités scientifiques mais dans chaque changement - ou révolution scientifique - peut bouleverser

⁶ Voir Allott N. (2006). The role of misused concepts in manufacturing contents. In De Saussure L. et Schulz P. et al (2006). *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*, Amsterdam: John Benjamins Pub Co (pp 147-168)

notre vision de la réalité et les connaissances communément admises comme vraies⁷. Les exemples les plus flagrants de révolutions scientifiques sont celles de Copernic ou de Darwin qui ont profondément changé nos croyances et notre place dans l'univers.

Si l'on ne peut définir de vérités scientifiques universelles, cela signifie-t-il que nous ne pouvons utiliser l'idée de mensonge pour définir le concept de manipulation ? Nous avons trouvé une alternative consistant à ne pas définir la véracité ou le mensonge dans un sens absolu mais comme *relatif au locuteur*, relatif à son système de croyance et à ses représentations cognitives. Comme l'exemplifie bien Paul Chilton dans son article « *Manipulation, memes and metaphors* »⁸, lorsqu'un locuteur dit « *les Martiens sont petits et verts* », cette proposition ne peut être jugée comme vraie ou fausse dans un sens absolu mais seulement en fonction de l'« espace de croyance »⁹ du locuteur. Nous suivrons cette perspective pour définir si les énoncés produits correspondent aux conditions de vérité tels que se les représentent les interlocuteurs.

Il existe pourtant des actes de parole dont on peut vérifier de manière universelle la véracité. Par exemple, des énoncés tels que « *il fait beau aujourd'hui* » ont une valeur de vérité dans le monde : pour que les conditions de vérité soient remplies, il faut que l'état du monde corresponde à cette description – qu'il fasse beau le jour dit à l'endroit dont on parle. Ces énoncés descriptifs du monde ont donc un sens vériconditionnel sur lequel s'engage le locuteur. Il est pourtant important de noter que le caractère vériconditionnel de ce type d'énoncés concerne l'engagement du locuteur sur sa description du monde mais non la réalité absolue elle-même. La vérification est en effet une étape séparée.

⁷ Selon Kuhn (1989), les révolutions scientifiques sont des moments-clés dans l'histoire de la science, ou certaines théories en usage doivent être reconsidérées de part l'émergence d'un nouveau paradigme de recherche. Chaque époque est en effet marquée par un ensemble de théories scientifiques dominantes qui sont inculquées à la nouvelle génération de chercheurs durant leur formation. Ces théories constituent un paradigme de recherche – constitué de règles et de moyens d'observation – qui éclaire la réalité d'une certaine lumière. Chaque génération de chercheurs est donc influencée par un schéma de pensée qui dicte la perspective avec laquelle ils observent la réalité et influence donc les résultats scientifiques.

C'est lorsque un problème ne peut être résolu au moyen des procédés utilisés par le paradigme, et qu'il devient impossible de faire entrer la réalité dans les schémas imposés, qu'a lieu une révolution scientifique, ou changement de paradigme. Ainsi, des découvertes majeures comme celles de Copernic, d'Einstein ou de Newton, ont généré une modification importante de la vision du monde de la communauté scientifique, mais aussi du reste de la population. Comme le dit Kuhn, « *quand les paradigmes changent, le monde lui-même change avec eux* », ainsi « *durant les révolutions, les scientifiques aperçoivent des choses neuves et différentes, alors qu'ils regardent avec des instruments pourtant familiers dans des endroits qu'ils avaient pourtant déjà examinés.* » (Kuhn, 1989, p. 157). Comme ce changement de perception des scientifiques se répercute sur le système de croyance et de connaissance de la société dans son ensemble, il me semble difficile de définir une réalité comme « vraie » objectivement. Elle ne peut être vraie que dans un système de pensées. Je préfère donc juger de la véracité dans une perspective uniquement de croyance individuelle.

⁸ Chilton P. (2006) manipulation, memes and metaphors. In De Saussure L. et Schulz P. et al (2006). *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*, Amsterdam: John Benjamins Pub Co (pp 15-43)

⁹ « *belief space* »

La manipulation consisterait ainsi à produire des énoncés descriptifs - présentés comme « vrais », c'est-à-dire comme répondant aux conditions de vérité - alors que leur sens vériconditionnel ne peut être vérifié ou qu'il est pertinemment considéré comme faux par le locuteur lui-même.

Nous définirons donc le mensonge dans le cas de la manipulation comme le fait que l'information consciemment présentée comme vraie est pourtant considérée comme fausse par le locuteur. La tromperie se situe dans l'*intention* de donner des informations tenues pour fausses par le locuteur en les faisant passer pour des informations répondant aux conditions de vérité.

Si la manipulation consiste à donner consciemment à l'interlocuteur des informations fausses ou non-pertinentes, elle correspond à une violation du contrat tacite de la communication. Dans tout acte de communication, les interlocuteurs s'engagent en effet à fournir les informations pertinentes et nécessaires à la bonne conduite de l'interaction : ils s'engagent à ne pas mentir, à s'exprimer clairement, en relation avec le sujet etc. Lorsque l'une de ces conditions est violée et que l'interlocuteur ne s'en aperçoit pas, celui-ci aura tendance à se construire une représentation erronée de la réalité. Plus que l'acte mensonger, c'est cette construction erronée de la vision de la réalité par le destinataire qui nous permettra de définir un discours comme manipulateur : nous définirons en effet l'acte de manipulation comme ayant lieu lorsque l'un des interlocuteurs fournit des informations de manière à modifier les représentations cognitives de son interlocuteur dans une perspective malveillante et dans l'intention de le pousser à agir dans ses propres intérêts. Pour être efficace, cette intention de modifier les représentations cognitives de l'interlocuteur dans ses propres intérêts doit bien entendu rester cachée. Nous pouvons donc définir le discours manipulateur comme suit :

Le discours manipulateur :

Le discours manipulateur est un discours produit dans l'intention cachée de modifier les représentations cognitives du destinataire D, de manière à satisfaire les intentions du locuteur L, en utilisant un ensemble de stratégies S.

Nous situerons donc la notion d'*intention* du locuteur au centre de ce travail ; le discours manipulateur ne sera pas défini par des formes linguistiques mais par les *intentions* dans lesquelles ces formes sont utilisées et par les effets qu'elles peuvent avoir sur les représentations cognitives des destinataires. Nous tenterons donc de comprendre comment le locuteur arrive à modifier l'environnement cognitif de son interlocuteur de manière à ce que celui-ci agisse de manière à satisfaire ces intérêts. Dans toute interaction en effet les deux participants vérifient la véracité des informations nouvellement acquises en les comparant avec les informations anciennes qui constituent leur cadre cognitif. Comment peut-on tromper ce système de contrôle ? C'est ce que nous tenterons de définir dans les prochaines sections de ce travail.

3. Stratégies de manipulation :

Dans la définition de la manipulation posée plus haut, la réussite de la manipulation dépend d'un ensemble de stratégies¹⁰ du manipulateur. Ces stratégies ont pour but de tromper la vigilance de l'interlocuteur manipulé en le forçant à accepter des informations non-pertinentes et malveillantes dans son système cognitif. Pour mieux comprendre et classifier les stratégies de manipulation, il nous semble pourtant nécessaire de diviser la manipulation en deux types, utilisant chacun des stratégies différentes :

- la manipulation de masse
- la manipulation interindividuelle.

La manipulation de masse a lieu à l'intérieur de groupes sociaux – population d'un pays, membres d'un groupement religieux etc. – et nécessitent donc des moyens de propagation à large échelle et à long terme, tandis que la manipulation interindividuelle a lieu dans le cadre étroit de l'interaction entre deux individus et utilise des stratégies plus localisées de blocage des mécanismes de contrôle et d'évaluation des informations. A chacun de ces types de manipulation correspond un ensemble de stratégies. Nous les regrouperons sous les termes de :

- stratégies globales
- stratégies interactionnelles

Comme nous l'avons dit plus haut, les stratégies globales¹¹ servent à l'influence à large échelle et à long terme des populations. Elles participent à la propagation généralisée des idéologies politiques ou religieuses en modifiant à long terme les représentations cognitives des populations visées, construisant un climat propice à l'implantation de ces idées par la modification des systèmes de croyance des individus manipulés. Elle a en outre une influence durable sur le lexique et la référence, créant de nouveaux concepts ou en modifiant les significations. Ces stratégies font partie des systèmes de propagande des régimes dictatoriaux ou extrémistes.

Les stratégies interactionnelles ont elles lieu à un niveau beaucoup plus subjectif, ou psychologique. Elle interfère avec le traitement individuel de l'information dans tout acte de communication. Elles ne nécessitent donc pas de mise en œuvre de moyens de propagation à long terme, sinon de tactiques pragmatiques localisées et peuvent avoir lieu entre deux individus en dehors de toute visée politique ou sectaire. Il s'agit des moyens d'exercer une influence cognitive dans l'interaction, l'aspect de la manipulation qui nous intéressera dans une première partie de ce travail.

¹⁰ J'ai longuement hésité avant d'utiliser le terme de *stratégies*, cherchant une notion plus neutre comme celle d'« outils » ou de « moyens » mais me suis résolue à utiliser ce terme car il reflète bien le fait que la manipulation est intentionnelle et répond à un certain but.

¹¹ Ou stratégies « sociales »

3.1. Stratégies globales :

Durant la deuxième guerre mondiale, Victor Klemperer, intellectuel juif chassé de son poste de professeur de philologie à l'Université de Dresde écrivit un journal dans lequel il nota la naissance et l'expansion d'une langue nouvelle servant à la propagation des idées nazies. Ces différentes notes furent ensuite rassemblées dans un livre appelé *LTI, la langue du IIIème Reich*¹². En dehors de son intérêt historique et linguistique, ce livre nous renseigne sur certaines stratégies générales utilisées dans le cadre de la propagande nazie.¹³ Elles nous serviront à exemplifier les manœuvres idéologiques de manipulation de masse.

Les stratégies sociales de la manipulation auxquelles nous accorderons une attention particulière sont les suivantes :

- la désinformation
- la répétition
- la création d'un nouveau lexique, et d'un nouvel univers de croyance.

La première caractéristique des régimes dictatoriaux est celle du contrôle des moyens de communication. Il est en effet essentiel qu'aucune information contraire à l'idéologie ne parvienne aux populations. Cette stratégie est aussi utilisée dans les mouvements sectaires où les informations de l'extérieur sont dénigrées et présentées sous un jour servant les intérêts de l'idéologie.

La maîtrise des moyens de communication s'accompagne d'une répétition constante des concepts utilisés par le parti au pouvoir. Cette répétition constante peut avoir pour effet une évolution du sens de certains mots du lexique. Comme le décrit très bien Klemperer en parlant de la langue du troisième Reich : « cette langue change la valeur des mots et leur fréquence, (...) elle imprègne les mots et les formes syntaxiques de son poison, elle assujettit la langue à son terrible système, elle gagne avec la langue son moyen de propagande le plus puissant, le plus public et le plus secret.¹⁴ ».

Klemperer donne de nombreux exemples de cette évolution du lexique allemand et s'interroge même sur sa propre résistance à cet aspect de l'idéologisation : « à chaque instant, le mensonge imprimé peut me terrasser, s'il m'environne de toutes parts et si, dans mon entourage, de moins en moins de gens y résistent en lui opposant le doute¹⁵ ».

¹² Klemperer V. (1946/1996). *LTI, la langue du IIIème Reich*. Paris: Albin Michel

¹³ Le but de ce travail n'étant pas de proposer une analyse du système de manipulation utilisé par les Nazis durant la deuxième guerre mondiale, nous n'utiliserons les comptes-rendus de Klemperer dans le seul but d'exemplifier certaines stratégies généralement utilisés dans des régimes autoritaires.

¹⁴ Klemperer V. (1946/1996). *LTI, la langue du IIIème Reich*. Paris: Albin Michel, p. 40

¹⁵ Klemperer V., (1996). *LTI, la langue du IIIème Reich*, Paris. Albin Michel, p.289

Le lexique de la nouvelle langue décrite par Klemperer – mais aussi celle de nombreuses autres langues marquées idéologiquement, comme nous le verrons dans la suite de notre travail - utilise dans une large mesure l'appel émotionnel¹⁶ et la peur – de l'ennemi externe, mais aussi de l'ennemi interne (juif ; communiste etc.)- ainsi que de nombreuses métaphores religieuses – le dictateur présenté comme le « sauveur » par exemple - .

Klemperer présente en outre une autre caractéristique intéressante de cette nouvelle langue, définie comme très pauvre et réductrice, ce qui lui permet, selon lui, une plus grande emprise sur les cerveaux.

Les résultats de ce martèlement de l'idéologie du Parti est la création dans l'Allemagne d'Hitler d'un nouvel univers de croyance, une transformation radicale des représentations du monde – la menace juive, l'expansionnisme allemand etc. – qui favorisera l'acceptation de l'ignominie exercée contre la population juive.

Ce changement dans la vision du monde du peuple allemand peut être comparé à tout autre système de manipulation de masse. Les stratégies de désinformation et de répétition des concepts chers à l'idéologie servent à la création d'un nouvel univers de croyances qui sert les intérêts des manipulateurs. Nous étudierons plus particulièrement la construction cognitive d'un nouvel univers de croyance dans les sixième et septième chapitres de ce travail.

Les stratégies de manipulation de masse ne peuvent pourtant pas avoir lieu sans la manipulation interindividuelle caractérisée par des stratégies de blocage des systèmes d'évaluation et de contrôle.

3.2. Stratégies interactionnelles :

Toutes les stratégies locales ont pour fonction d'empêcher un traitement efficace de l'information. En effet, lors de tout acte de communication, des informations nouvelles parviennent aux locuteurs concernés. Ces nouvelles informations sont traitées afin d'enrichir ou de remettre en question les représentations cognitives des participants.

Lorsque a lieu la manipulation, le contrôle critique exercé par les sujets sur les hypothèses fournies par leurs interlocuteurs est amoindri. Cet affaiblissement du contrôle critique peut avoir lieu en raison de deux facteurs :

- La personnalité du manipulateur
- Les stratégies pragmatiques

¹⁶ La langue du III^e Reich est profondément «*sentimentaliste* » (p.289)

Un locuteur charismatique peut exercer une influence capitale sur ses interlocuteurs. Son charisme lui permettra de s'autoproclamer de manière implicite comme un locuteur compétent dont les paroles ne seront pas mises en cause. Dans des régimes dictatoriaux, certaines formules peuvent être utilisées par les dirigeants pour se légitimer et s'octroyer un idéal de compétence et de bienveillance. Dans le cadre des discours propagandistes du dictateur Augusto Pinochet au Chili, les formules rhétoriques « *mi espíritu de Presidente de la Republica*¹⁷ » - « mon esprit de Président de la République » – ou « *mi corazon de viejo soldado*¹⁸ » - « mon cœur de vieux soldat » – sont largement utilisées par le dictateur. Ces formules lui confèrent une légitimité alors qu'il n'a pas pris le pouvoir démocratiquement ni ne l'exerçant dans un système démocratique présidentiel. De nombreux régimes dictatoriaux établissent en outre un culte de la personnalité du dictateur, culte de la personnalité participant à son influence politique et culturelle et lui conférant une grande autorité sur les esprits. Le charisme du gouverneur politique est d'ailleurs comparable à celui du gourou ou du personnage religieux influent dans de nombreux mouvements sectaires ou religieux extrémistes.

Dans la vie de tous les jours, un individu peut aussi avoir une certaine influence en usant de l'autorité due à sa position, ses connaissances ou ses talents d'orateur. Ses qualités lui permettront d'être perçu comme compétent par ses interlocuteurs et donc donneront à ses informations une force capable de déjouer les systèmes de contrôle de qualité des informations de ses interlocuteurs. Cette présupposition de compétence peut être renforcée par l'utilisation de certains actes de langage tels que des assertifs, ou de termes prétendument objectifs tels que :

- « il est évident que.. »
- « la science a démontré que... »
- « bien entendu... »

Selon Searle (1972/1996), la règle essentielle pour l'acte de langage assertif « revient à assurer que *p* représente une situation réelle.¹⁹ » Le locuteur s'engage donc personnellement pour la proposition *p*. C'est cet engagement personnel qui inspire la confiance de l'interlocuteur et l'empêche de remettre en question la proposition de peur de faire perdre la face au locuteur.

Cette présupposition de compétence du manipulateur est renforcée par différentes stratégies pragmatiques :

- l'utilisation de prémisses implicites
- l'utilisation de termes vagues ou inappropriés au contexte

¹⁷ "LOS CHILENOS NO SE RINDEN JAMÁS":

http://www.primeraline.cl/site/c_documentos/doc_ind_discursos.html

¹⁸ *ibid.*

¹⁹ Searle J.R. (1972/1996). *Les actes de langage*. Paris : Hermann, p. 108

- la simplification du message par polarisation

L'utilisation de prémisses implicites est largement répandue dans le discours manipulateur car elle permet au locuteur de ne pas s'engager sur les conditions de vérité de l'énoncé de part leur caractère défaisable. Lors de production d'énoncés implicites, l'interlocuteur doit en effet inférer une grande partie du sens de l'énoncé, inférence sur laquelle le locuteur ne se porte pas garant et que l'on ne pourra donc jamais lui reprocher. L'étude des prémisses implicites ne fera pas partie de notre travail car nous avons préféré nous concentrer sur les stratégies pragmatiques de modification des représentations cognitives utilisant des prémisses explicites.

L'une des stratégies sur lesquelles nous allons nous pencher dans la suite de ce travail est l'utilisation de termes vagues, et de mots inappropriés pour référer à un concept ou « *misused concepts*²⁰. Cette utilisation fallacieuse entraîne chez l'auditeur des troubles dans le traitement de l'information. Pour raisons d'économie de traitement, les auditeurs auront tendance à remplacer d'eux-mêmes le mot problématique par le bon concept, ou accepteront ce concept dans un contexte où il devrait être rejeté. Ainsi, lorsque Pinochet prononce dans un discours l'énoncé (1), l'emploi du mot « démocratie » ne peut être traité par les destinataires comme correspondant à la notion de « gouvernement dans lequel le pouvoir est accepté par le peuple » :

- (1) *“Una democracia es autoritaria, en cuanto debe disponer de una autoridad fuerte y vigorosa, y hacer imperar un orden jurídico que asegure los derechos de las personas, con una adecuada protección de los Tribunales de Justicia independientes y dotados de imperio para hacer cumplir sus resoluciones.”*
(Pinochet,
09.06.1977²¹)

« Une démocratie est autoritaire, lorsqu'elle doit disposer d'une autorité forte et vigoureuse, et faire régner un ordre juridique qui assure les droits de la personne, avec une protection adéquate de tribunaux indépendants et dotés de pouvoir pour faire appliquer leurs résolutions. »

²⁰ Allott N. (2006). The role of misused concepts in manufacturing contents. In De Saussure L. et Schulz P. et al (2006). *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*, Amsterdam: John Benjamins Pub Co (pp 147-168)

²¹ "LOS CHILENOS NO SE RINDEN JAMÁS":

http://www.primeraline.cl/site/c_documentos/doc_ind_discursos.html

Le terme « démocratie » dans cet énoncé crée un trouble de traitement dans les mécanismes de compréhension des auditeurs, trouble résolu par l'acceptation de la signification « système politique autoritaire » pour ce contexte précis²².

L'utilisation de termes vagues, imprécis, ou sans lien avec le contexte, permettent en outre de troubler le processus de traitement de l'information en faisant ressentir au locuteur un sentiment d'ignorance et d'impuissance. Il se remettra alors aux mains du locuteur lui fournissant des solutions à ces problèmes d'interprétation. Selon Saussure (2006²³) cette stratégie consistant à troubler puis à amener des solutions au système de traitement de l'information est au cœur des mécanismes de manipulation.

L'usage de termes vagues ou inappropriés n'est pas la seule stratégie permettant de troubler le système de traitement cognitif. Une extrême simplification du message peut conduire au même résultat. Un exemple en est l'utilisation de stéréotypes ou de polarisation. Une catégorisation dichotomique – noir/blanc ; Juifs / Allemands ; Marxistes / bons citoyens etc. – permet d'éviter le continuum de possibilités – vert, rouge, jaune etc. – et de réduire la réalité en catégories simples, facilitant ainsi le travail cognitif.

Pourtant, cette réduction introduit des sophismes dans le raisonnement déductif. Dans le système logique, la négation de l'une de ces catégories ne signifie en effet pas l'affirmation de l'autre – la négation de « blanc » n'entraîne pas l'affirmation de « noir » mais la possibilité d'affirmation de toute la gamme des couleurs²⁴ -

$$(\neg C1 \rightarrow C2 \vee C3 \vee \dots Cn)$$

Pourtant, si la réduction à deux catégories est effective grâce à une manipulation des représentations cognitives, l'affirmation de l'une entraînera la négation de l'autre, et inversement. Ainsi, si l'une des catégories est présentée comme « bonne », l'autre sera implicitement catégorisée comme « mauvaise », ce qui permet une économie d'argumentation de la part du manipulateur.

Ce sophisme est largement utilisé dans la propagande nazie comme le remarque Klemperer, mais aussi dans d'autres discours idéologiques comme celui de la dictature chilienne opposant « marxistes » à « peuple chilien ». Ainsi, le « peuple chilien » est antinomique aux « marxistes », ce qui entraîne que les « marxistes » ne font pas partie du « peuple chilien », car ils en sont la négation. Ce terme « marxiste » est ainsi utilisé pour regrouper tous ceux qui s'opposent à la dictature, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Cette dichotomie idéologique est aussi utilisée dans le champ religieux entre, par exemple, les membres du « peuple de Dieu » ou les « élus » opposés aux « gens du monde »,

²² Nous reviendrons plus bas sur la construction des concepts et des significations.

²³ De Saussure L. (2006). Manipulation and cognitive pragmatics. In De Saussure L. et Schulz P. et al (2006). *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*, Amsterdam: John Benjamins Pub Co (pp 113- 145)

²⁴ Un pantalon qui n'est pas blanc peut être rouge, vert, jaune, gris, ou même bicolore, tricolore etc.

aux « incroyants », aux « apostats ». L'utilisation de termes connotés positivement et négativement de manière complètement dichotomique permet de forcer les destinataires à « choisir leur camp » « pour ou contre le royaume de Dieu ».

Cette polarisation ne répond pas pourtant aux seuls intérêts des manipulateurs. On peut en effet penser que si ces propositions sont acceptées, ce n'est pas seulement parce qu'elles sont le fruit de stratégies qui font obstacle au raisonnement déductif et qu'elles sont émises par des locuteurs ayant une certaine autorité et reconnus comme compétents et bienveillants, mais aussi parce qu'elles comblent certains besoins des locuteurs.

Selon Fiske and Neuberg (1990) nous sommes obligés de catégoriser notre perception car nos représentations cognitives sont trop limitées pour pouvoir traiter la complexité du monde qui nous entoure: *“we have neither the cognitive capacity nor the time to deal with all the interpersonal information we have available to us...Given our limited cognitive resources, it is both simpler (requires less efforts) and more efficient (requires less time) for a perceiver to use stereotyped information to make inferences about individuals belonging to a group than it is to analyse each person on an individual basis”*²⁵ Cette idée de capacités cognitives insuffisantes pour traiter des nuances du monde qui nous entoure peut être remise en question, mais il peut être intéressant de mettre en lumière les besoins de facilitation du traitement des informations du monde dans une optique de maximisation de l'efficacité des activités cognitives : « tous les êtres humains visent automatiquement à maximiser l'efficacité de leur traitement, qu'ils en soient conscients ou non »²⁶. Cette recherche de « productivité » des activités cognitives est à la base de la théorie de la communication de Sperber et Wilson, sur laquelle nous reviendrons par la suite.

En dehors de ces besoins cognitifs, les processus de manipulation peuvent répondre à d'autres besoins plus psychologiques et sociaux des individus comme par exemple le besoin de croyance, ou celui d'appartenance au groupe. Les idéologies politiques et religieuses jouent sur ces besoins de l'individu à participer à un système – social ou de croyance – et utilisent la référence à l'universalité de la pensée pour influencer sur la perception individuelle. En effet, le rattachement à un système de pensée est nécessaire pour donner un sentiment de sécurité et un cadre cognitif à l'individu. Ainsi, à un niveau individuel et cognitif, l'homme éprouve le besoin de catégoriser les objets du monde dans une perspective d'économie des processus cognitifs. A une échelle plus sociale, ce même individu

²⁵ « Nous n'avons ni les capacités cognitives ni le temps de traiter toute l'information interpersonnelle que nous avons à disposition...Du fait de nos capacités cognitives limitées, il est à la fois plus simple (nécessitant moins d'effort) et plus efficace (nécessitant moins de temps) pour un destinataire d'utiliser des informations stéréotypées pour faire des inférences à propos d'individus appartenant à un groupe plutôt que d'analyser chaque personne de manière individuelle » -c'est nous qui traduisons- Fiske, S.T., Neuberg, S.L. (1990). A continuum of impression formation, from category-based to individuating processes: influence of formation and motivation on attention and interpretation. In M.P. Zanna (Ed.), *Advances in experimental social psychology*, Vol 23. New-York: Random House (pp 1-73)

²⁶ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. Paris : Les éditions de minuit, p.80

éprouvera le besoin de partager ses représentations et ses croyances avec un groupe d'autres individus dans une perspective de sécurisation.

Les manipulations idéologiques jouent sur ces deux besoins en créant un paradigme de pensée dans lequel la réalité est découpée en certaines catégories plus aptes à atteindre les objectifs qu'elle poursuit. Pour que cette catégorisation soit efficace, elle doit être diffusée à large échelle dans la population grâce à une répétition constante et le contrôle de tous les moyens de communication pour éviter à tout prix la contradiction, des informations nouvelles et contradictoires pouvant en effet engendrer des processus déductifs d'affaiblissement des représentations inculquées par la manipulation.

Les stratégies de manipulation locales – causer des troubles dans le système cognitif de traitement de l'information avant d'en fournir les solutions – rejoignent ainsi les stratégies de manipulation de masse – désinformation, répétition, manipulation de la signification – pour construire un paradigme de pensée unifiée dans la population, une vision du monde partagée par tous ses membres. Nous allons voir à présent comment se construit, au niveau cognitif et individuel, cette représentation de la réalité en nous inspirant de la théorie de la Pertinence de Sperber et Wilson.

4. Manipulation et communication :

Le principal objectif de ce travail est de décortiquer les mécanismes cognitifs qui ont lieu dans tout processus de manipulation. Pour ce faire, il est important avant tout de problématiser la communication comme le premier vecteur de manipulation.

Lors de tout acte de communication, les participants tentent de transmettre des idées, des états mentaux ou des représentations. Ces états mentaux que l'on cherche à transmettre ne correspondent que rarement à des expressions de la langue qu'il suffirait de coder puis de décoder pour en extraire la signification. En effet, comme le note Sperber, « les phrases d'une langue sont riches de sens linguistique et pourtant elles ne donnent jamais qu'une indication toujours ambiguë et toujours incomplète du sens voulu par le locuteur ». Un même énoncé peut en effet être utilisé pour présenter une pensée comme étant vraie ou pour suggérer qu'elle ne l'est pas. Il peut aussi constituer une promesse de la rendre vraie ou une demande au locuteur de la rendre vraie etc. Le contenu communiqué de chaque énoncé peut donc être extrêmement variable et refléter une intention différente du locuteur selon le contexte d'utilisation.

Ainsi un énoncé tel que (2) peut signifier une acceptation ou un refus d'une offre de café selon le contexte d'élocution – selon que le locuteur veuille, ou ne veuille pas, dormir.

(2) Une tasse de café m'empêcherait de dormir²⁷

Pour atteindre ce sens voulu par le locuteur, l'auditeur est obligé de l'inférer à partir des données linguistiques et contextuelles existantes. Ce mécanisme d'inférence – ou processus qui part de prémisses pour aboutir à une conclusion en suivant les règles de la logique - est la base même de la communication.

Ainsi, lors de tout acte de communication, le locuteur fournit au destinataire des indices permettant à celui-ci d'inférer le contenu prépositionnel que le locuteur a voulu transmettre. Ces indices peuvent être verbaux, mais il peuvent aussi être non-verbaux – mouvements, gestes etc.- Sortir un tube d'aspirine de son sac peut ainsi constituer une intention de communiquer au destinataire un soudain mal de tête. Pour que ce geste fasse partie de la communication, il doit être réalisé de manière *ostensive*. Sperber et Wilson définissent de la sorte comme acte de communication tout acte ostensif comportant une présomption de pertinence. Cette présomption de pertinence est très importante car le traitement de l'information comporte un certain effort cognitif et cet effort ne sera entrepris que si un bénéfice en est escompté.

Quelle est donc la nature de ce bénéfice ? Une amélioration des représentations du monde : « La cognition humaine vise à améliorer la connaissance que l'individu a du monde. Améliorer la connaissance, cela veut dire acquérir d'avantages d'information, des informations plus précises, plus faciles à retrouver et plus élaborées dans les domaines qui importent particulièrement à l'individu ²⁸ » Un individu fera donc un effort d'interprétation des énoncés de son interlocuteur dans le but d'acquérir de nouvelles informations.

Toutes les informations pourtant ne sont pas pertinentes. Elles peuvent être déjà connues du locuteur et ne mériteront donc pas d'être traitées à nouveau. Elles peuvent aussi n'avoir aucun rapport avec les représentations du monde du locuteur. Dans ce cas, elle nécessitera un trop grand effort de traitement pour en inférer des conclusions. Elles peuvent encore être nouvelles et en lien avec les informations déjà connues du locuteur. C'est dans cet unique cas qu'elles seront considérées comme pertinentes, car elles permettront un élargissement des représentations cognitives que le locuteur a du monde.

Le processus d'inférence vise donc à la compréhension des intentions du locuteur mais aussi à la formation de nouvelles représentations cognitives du destinataire. Il participe donc de l'évolution des représentations des participants à l'interaction. Selon la théorie de la pertinence, tout acte de communication consiste à modifier *l'environnement cognitif du destinataire* qui est constitué par l'ensemble des faits qui lui sont manifestes à un moment donné. Il dépend donc de toutes les représentations que cet individu aura forgées au long de sa vie et est donc strictement individuel : nous

²⁷ Exemple tiré de Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*

²⁸ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition.*, p.78

avons tous nos propres expériences et interprétations de ces expériences, nos propres croyances et nos propres connaissances. Les représentations qui constituent l'environnement cognitif d'un individu sont de trois types :

- les pensées
- les hypothèses
- les informations.

Les pensées sont les représentations conceptuelles de l'individu – par opposition aux représentations sensorielles –, les hypothèses peuvent elles être définies comme les « pensées que l'individu traite comme des représentations du monde réel²⁹ » tandis que les informations recoupent « non seulement les faits mais aussi les hypothèses fausses ou douteuses qui sont représentées comme des faits³⁰ »

Ces représentations conceptuelles, hypothèses et informations font partie de l'environnement cognitif d'un participant à l'interaction s'ils lui sont « manifestes » à ce moment-là ; un fait étant manifeste à un individu « si, et seulement si, cet individu est capable à ce moment-là de représenter mentalement ce fait et d'accepter sa représentation comme étant vraie ou probablement vraie³¹ ». L'environnement cognitif d'un individu est donc composé de trois catégories de faits :

- les faits qu'il peut percevoir ou inférer
- les faits dont il est capable de prendre connaissance
- les hypothèses fausses

L'environnement cognitif d'un individu est donc en perpétuelle évolution car il est composé d'une part des représentations qu'il a déjà acquises et d'autre part des informations qu'il est capable d'inférer à partir de ses propres hypothèses et de celles que lui proposent son interlocuteur. Il est fonction du contexte de l'interaction car il dépend des faits que l'individu peut percevoir – comme le tic tac de l'horloge ou des bruits extérieurs pouvant avoir une influence sur la communication -.

Pour réussir l'acte de communication, les deux participants doivent partager partiellement le même environnement cognitif afin d'être capables de construire les mêmes hypothèses- ce qui n'implique pas qu'ils feront effectivement les mêmes hypothèses - . La construction d'un *environnement cognitif mutuel* est donc nécessaire à l'interaction, et c'est l'élargissement de cet environnement cognitif mutuel – par déduction de nouvelles hypothèses - qui peut être considéré comme la preuve de la réussite de la communication.

²⁹ Sperber D. et Wilson D.(1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.12

³⁰ *ibid*

³¹ Sperber D. et Wilson D.(1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.65

Le premier pas dans la réussite de la communication est donc la création d'un environnement cognitif mutuel. Ce premier pas permettant d'ouvrir l'interaction consiste à rendre manifeste à l'autre son intention de communiquer. Cette intention peut se traduire par la production d'un énoncé, mais aussi par tout autre acte ostensif de communication – mouvements, regards etc.- dirigé vers son partenaire. Cette intention d'exprimer quelque chose est appelée par Sperber et Wilson « *intention communicative* ».

La production d'un stimulus porteur d'une intention communicative pousse l'interlocuteur à se demander ce qui se cache derrière ce signal, qu'elle en est son « *intention informative* » ou vouloir-dire. Ce vouloir-dire se compose d'un ensemble d'hypothèses – ou pensées que l'individu traite comme des représentations du monde réel - qu'il veut rendre manifeste au destinataire.

En suivant Sperber et Wilson, nous définirons les intentions informative et communicative de la manière suivante :

« L'intention informative :

Intention de rendre manifeste, ou plus manifeste, à l'auditoire un ensemble d'hypothèses I³² »

« L'intention communicative :

Intention de rendre mutuellement manifeste au destinataire et au communicateur que le communicateur a cette intention informative.³³»

Le traitement donné au stimulus afin d'en décoder l'information est en outre nommé « *traitement inférentiel* ». Il s'agit en effet d'inférer, à la base du signal émis par le communicateur, ainsi que des données contextuelles, une conclusion se rapprochant de l'intention informative. Ce traitement inférentiel part de prémisses – le stimulus verbal ou non-verbal produit par le communicateur, ainsi que les informations faisant partie de l'environnement cognitif du destinataire – pour aboutir à des conclusions, ou nouvelles hypothèses. Pour que ce traitement inférentiel puisse avoir lieu, le communicateur est responsable de fournir des stimuli dits « pertinents », c'est-à-dire qui produisent des effets contextuels importants avec un effort de traitement moindre. La communication peut donc être définie de la manière suivante :

« La communication ostensive-inférentielle :

Le communicateur produit un stimulus qui rend mutuellement manifeste au communicateur et au destinataire que le communicateur veut, au moyen de ce stimulus, rendre manifeste ou plus manifeste au destinataire un ensemble d'hypothèses I³⁴ »

³² Sperber D. et Wilson D.(1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.93

³³ Sperber D. et Wilson D.(1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.97

³⁴ Sperber D. et Wilson D.(1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.101

Que se passe-t-il lors d'actes de communication de type manipulateur ? Les principes de base de la communication restent les mêmes : le communicateur produit un signal ostensif qui traduit son intention de rendre mutuellement manifeste son intention informative. Le destinataire s'empresse alors de décoder cette intention informative en se basant sur le stimulus – l'intention communicative- ainsi que sur le contexte de l'interaction – les faits qu'il peut percevoir-, mais surtout sur les hypothèses et les représentations du monde qui font partie de son environnement cognitif. Un environnement cognitif mutuel est ainsi créé, environnement cognitif mutuel correspondant à tous les faits perçus ou inférés par les deux locuteurs et qui leurs sont mutuellement manifestes. Il regroupe donc les représentations du monde mutuellement manifestes des deux interlocuteurs qui leur permettront la construction de nouvelles hypothèses et ainsi d'assurer la réussite de la communication.

Lorsque l'un des locuteurs émet un signal, son interprétation entraînera des modifications de l'environnement cognitif mutuel mais aussi de l'environnement cognitif propre au destinataire. Celui-ci mettra en effet en place un processus de traitement de l'information par inférences, c'est-à-dire par création de nouvelles hypothèses cognitives. Ces processus ont lieu dans tous actes de communication ostensive-inférentielle.

Un processus manipulateur intervient lorsque l'un des locuteurs cherche à modifier l'environnement cognitif de son interlocuteur de manière cachée et dans un but malveillant. Le discours manipulateur recèle donc une troisième intention du locuteur que nous appellerons « *intention manipulative* ». Contrairement aux deux autres intentions, l'intention manipulative doit rester cachée du destinataire et ne fera objet d'aucun traitement de sa part. Cette intention cachée est en outre une intention malveillante, servant certains objectifs du manipulateur :

L'intention manipulative :

Intention du communicateur de modifier l'environnement cognitif du destinataire D dans le but d'atteindre un objectif O, par un ensemble de stratégies S.

Pour que l'intention manipulative soit efficace, elle doit être cachée au destinataire. La manière la plus efficace de camoufler cette intention manipulative est de la faire passer pour une intention informative. Le principe même des discours manipulateurs est donc d'influer de manière malveillante l'environnement cognitif du destinataire en lui présentant un stimulus ostensif présenté comme informatif. Nous définirons donc la communication manipulateur comme suit :

La communication manipulateur :

Le communicateur produit un stimulus lui permettant de modifier l'environnement cognitif du destinataire dans le but de poursuivre ses propres intérêts, en camouflant son intention manipulative en intention informative.

Les informations fournies avec une intention manipulative ne visent donc pas à améliorer les représentations que l'individu a du monde, amélioration qui est le but de la cognition humaine. Elles visent au contraire à fausser ces représentations dans le but de pousser l'individu à agir dans les intérêts de son manipulateur. Cela signifie-t-il qu'elles sont non-pertinentes ?

Revenons à la définition de la pertinence donnée par Sperber et Wilson :

« La pertinence :

Une hypothèse est pertinente dans un contexte si et seulement si elle a un effet contextuel dans ce contexte.³⁵ »

Sperber et Wilson précisent en outre qu'une information est d'autant plus pertinente si ces effets contextuels sont importants et que l'effort nécessaire pour la traiter est moindre. Ils ne précisent pourtant pas si ces effets contextuels doivent aller vers une amélioration des représentations du monde du destinataire pour avoir une valeur de pertinence. Si l'on revient aux bases de la théorie de la communication et aux maximes de Grice, il semble pourtant indéniable que ce principe de pertinence des énoncés rejoint cet idéal d'informativité.

Pour Grice en effet, les participants à une interaction sont liés par un contrat tacite qui les engage produire une contribution qui « soit, au moment où elle intervient, telle que le requiert l'objectif ou la direction acceptée de l'échange verbal dans lequel vous êtes engagés ». Pour que la contribution du locuteur obéisse à ce principe dit « principe de coopération », elle doit répondre à un certain nombre de maximes – de quantité, de véridicité, de relation, de manières etc.

Ces différentes maximes et le contrat tacite de communication engagent les locuteurs à être *aussi informatifs que possible* en fournissant des informations *véridiques*, en quantité suffisante, de manière appropriée et en relation avec le sujet de la discussion. Ainsi, pour être pertinente, une contribution doit être informative, répondre à la maxime de véridicité et être formulée de manière à en faciliter le traitement. Elle servira donc à la construction de nouvelles hypothèses améliorant la représentation du monde de l'individu.

Dans le cas de discours manipulateur, les contributions des manipulateurs concourent à la formation d'hypothèses que le manipulateur tient pour erronées. Ces conclusions erronées peuvent être obtenues de deux manières :

- présentation de prémisses mensongères
- introduction de sophismes dans la déduction

³⁵ Sperber D. et Wilson D.(1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.187

Comme nous l'avons déjà discuté dans la définition de la manipulation, la présentation de prémisses mensongères n'est bien entendu pas à prendre dans un sens absolu. Nous nous référons aux représentations conceptuelles que le *locuteur* tient pour fausses, ce qui est analogue à la maxime de véridicité de Grice, qui correspond elle aussi à un jugement de vérité posé par le locuteur. La maxime de véridicité de Grice répond en effet aux deux principes suivants :

1. n'affirmez pas ce que vous croyez être faux
2. n'affirmez pas ce pour quoi vous manquez de preuves

Présenter la valeur de vérité comme relative à l'individu permet de ne pas entrer dans un débat de fond sur le vrai et le faux mais présente un autre désavantage. Si l'affirmation de faits tenus pour faux par le locuteur est une condition de la manipulation, la question est de savoir comment définir quels sont les faits qui entrent dans cette catégorie. Plus précisément, comment connaître la valeur de véridicité des hypothèses dans l'esprit du locuteur ?

L'énoncé suivant, produit par un militaire pinochetiste le jour même du coup d'état nous permettra de mener une discussion critique à ce sujet :

- (3) *“las fuerzas armadas han asumido el deber moral que la patria les impone de destituir al gobierno que, aunque inicialmente legitimo, ha caído en la ilegitimidad flagrante, asumiendo el poder por el solo lapso en que las circunstancias lo exijan, apoyando en la evidencia el sentir de la gran mayoría nacional”*
(Junta militar, 11.09.1973)

“Les forces armées ont assumé le devoir moral que leur impose la Patrie de destituer le gouvernement qui, bien qu'initialement légitime, est tombé dans l'illégitimité flagrante ; assumant le pouvoir pour la seule période de temps exigée par les circonstances et répondant en cela à la volonté de la grande majorité nationale. »

Revenons aux conditions auxquelles doit répondre un discours afin d'être reconnu comme manipulateur :

- induire son destinataire à croire quelque chose que le communicateur tient pour faux
- pousser le destinataire à agir dans les intérêts du manipulateur

La deuxième condition est clairement remplie : le but de ce discours est de rendre légitimes les événements en cours aux yeux de la population qui en est la destinataire, la légitimation de l'action réduisant les risques d'opposition. La première condition, elle, pose plus de problèmes. Il est difficile

de juger si le locuteur est intimement convaincu d'agir dans l'intérêt de la population et s'il tient véritablement le gouvernement de Allende comme illégitime³⁶, ou si ces allégations ne servent qu'à desservir ses propres intérêts et ceux de ses compagnons d'armes. En suivant Saussure (2006³⁷), nous définirons que si le locuteur est convaincu que ce qu'il dit répond aux conditions de vérité, il s'agira d'un cas de *persuasion* et non pas de manipulation : « the manipulator (...) is *always aware*, at least to some extent, of the falsehood of what he says or implies³⁸ »

Mais, même s'il s'agit d'un cas de persuasion, il semble évident qu'il dessert les intérêts du locuteur et de ses semblables en permettant de légitimer une prise de pouvoir intrinsèquement illégitime³⁹.

Même dans le cas d'une contribution véridique aux yeux du locuteur, un énoncé peut constituer un acte de manipulation au cas où la conclusion tirée par le destinataire ne répond pas aux conditions de vérité. Comme nous l'avons exposé plus haut, lors de tout acte de communication le destinataire traite l'information nouvelle qui lui est proposée par un processus d'inférence. Cette inférence est non-démonstrative car les conclusions obtenues ne sont pas certaines et ne peuvent être démontrées : « le destinataire ne peut ni décoder, ni déduire l'intention informative du communicateur. Le mieux que le destinataire puisse faire, c'est de former une hypothèse à partir des indices fournis par le comportement ostensif du communicateur. » . Outre les indices fournis par le communicateur, le destinataire utilise comme prémisses de l'inférence les informations accessibles de sa mémoire conceptuelle et qui font partie de son environnement cognitif, et utilise des règles, dites règles d'inférence - ou règles de déduction - qui « garantissent la validité logique des inférences qu'elles régissent ». L'application de ces règles à des prémisses vraies garantit donc d'aboutir à une conclusion vraie. Comment donc un manipulateur pourra-t-il influencer sur le processus d'inférences de manière à ce que des conclusions fausses soient dérivées de prémisses vraies ?

Revenons sur les règles d'inférences utilisées dans le traitement de l'information nouvelle. Comme nous l'avons dit plus haut, ces règles s'apparentent à celles de la déduction logique et plus particulièrement aux *règles d'élimination* de la déduction logique. Voici les principales règles déductives utilisées dans le traitement de l'information :

- introduction de « et »
- introduction de « ou »
- double négation
- modus ponens

³⁶ nous reviendrons plus bas sur une discussion du sens à donner au terme « illégitime »

³⁷ De Saussure L. (2006). Manipulation and cognitive pragmatics. In De Saussure L. et Schulz P. et al (2006). *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*, Amsterdam: John Benjamins Pub Co. p 122

³⁸ *ibid.*

³⁹ Quelle que soient les raisons menant à un coup d'Etat, une prise de pouvoir par la force ne peut en aucun cas être qualifiée de légitime et démocratique. D'autant moins si elle s'accompagne de disparitions de masse et d'une complète violation des droits d'expression et de la presse.

- modus tollens

L'introduction de « et » exprime la *conjonction* de deux hypothèses. Ainsi, on prenant comme prémisses d'une part l'hypothèse A, et d'autre part l'hypothèse B, on peut aboutir à la conjonction de ces deux hypothèses : (A et B). Ainsi, de (a) et (b), on peut tirer (c), mais aussi (d) :

- (4) (a) A : Il fait beau
 (b) B : Je vais à la plage
 (c) (3) $A \Delta B$: Il fait chaud et je vais à la plage
 (d) $B \Delta A$: Je vais à la plage et il fait chaud

(A et B) est vrai si et seulement si A est vrai et B est vrai. Ce qui n'est pas le cas de l'introduction de « ou » qui « exprime une alternative et est vraie si et seulement si une seule des propositions disjointes est vraie. Elle est vraie si A est vraie et B est fausse ou bien si B est vraie et A est fausse.⁴⁰ » Ainsi, (c) est une *disjonction* de (a) et de (b)

- (5) (a) A : je vais à la plage
 (b) B : Je vais à la piscine
 (c) $(A \vee B)$: Ou bien je vais à la plage, ou bien je vais à la piscine.

La *double négation* – ou négation de la négation - revient quant à elle à l'affirmation de départ:

- (6) (a) A : Il fait beau
 (b) $\neg A$: Il ne fait pas beau
 (c) $\neg(\neg A)$: Il n'est pas vrai qu'il ne fait pas beau

Ces trois premières règles logiques sont des règles d'introduction qui aboutissent à des conclusions triviales. En tant que telles, elles ne permettent pas la formation d'hypothèses, « elles ne font qu'ajouter aux hypothèses de départ un contenu arbitraire, elles n'analysent en aucune façon ni n'explicitent le contenu des hypothèses de départ.⁴¹ ». Bien plus intéressantes pour le traitement de l'information sont les règles du *modus ponens* et du *modus tollens*. Ce sont sur ces règles d'inférences que le manipulateur pourra jouer en y introduisant des sophismes. Prenant par exemple la règle du *modus ponens* :

- (7) (a) (Si A, B) : Si il fait beau, je vais à la piscine
 (b) A : Il fait beau
 (c) *Donc* : B : Je vais à la piscine

⁴⁰ Vernant D. (2001) *Introduction à la logique standard*, Paris : Flammarion, p.36-37

⁴¹ Sperber D. et Wilson D.(1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.151

Si la conclusion B « *je vais à la piscine* » est fausse, c'est que soit la prémisse (1), soit la prémisse (2) est fausse – ou les deux. Mais si les deux prémisses sont vraies, en suivant la règle logique du *modus ponens* - $[(Si\ A,B) \Delta A] \rightarrow B$ – la conclusion sera vraie. De même en ce qui concerne le *modus tollens* :

- (8) (a) (Si A, B) : Si il fait beau, je vais à la piscine
 (b) $\neg B$: Je ne vais pas à la piscine
 (c) *Donc* : $\neg A$: Il ne fait pas beau

Si la conclusion est fausse alors que les deux prémisses sont vraies, c'est qu'il y a un sophisme dans la déduction. Comment et pourquoi peut-il exister de telles erreurs dans le traitement de l'information ? La théorie de l'argumentation de Van Eemeren et Grootendorst va nous permettre d'aborder cette question.

5. Manipulation et argumentation :

Au fil de leurs recherches, Van Eemeren et Grootendorst ont réussi à systématiser dans une approche pragma-dialectique de l'argumentation ce qui se passe lorsque deux personnes entament une discussion critique afin de résoudre un conflit d'opinion. Leur analyse a abouti à la construction d'un modèle idéal de la discussion argumentative qui nous servira à comprendre certaines tactiques argumentatives de la manipulation.

La perspective de Van Eemeren et Grootendorst est celle de la résolution d'un conflit d'opinion. Selon eux, lorsque l'un des interlocuteurs est confronté à une remise en doute de l'une de ses propositions, il tentera de convaincre l'acceptabilité de son point de vue en entamant une discussion critique argumentative visant à résoudre la divergence d'opinions. Cette mise en doute peut être explicite ou implicite, ou même virtuelle. Il suffit que le locuteur parte du principe que son point de vue peut être mis en doute par son interlocuteur pour pouvoir entamer un discours argumentatif.

En nous inspirant de Van Eemeren et Grootendorst, nous allons désormais analyser la manipulation, non pas comme un acte de langage, mais comme le résultat de toute une série d'actes. Ces actes doivent répondre à deux types de « *conditions d'identification* » :

« 1. Condition de contenu propositionnel

Les énoncés 1, 2, ..., n effectuent les actes de langage élémentaires 1, 2, ..., n , par lesquels une obligation est contractée vis-à-vis des propositions exprimées »

« 2. Condition essentielle :

la réalisation du tout constitué par la constellation d'actes de langage primaire 1,2, ..., n , constitue une tentative du locuteur pour justifier p , c'est-à-dire pour convaincre le récepteur de l'acceptabilité de son point de vue relatif à p .⁴² »

Pour qu'une suite d'énoncés soit une argumentation, il faut donc que le locuteur s'engage sur les propositions qu'il émet. Cet engagement peut être positif ou négatif : par rapport à la proposition p « *tout acte de langage est manipulateur* » le locuteur peut avoir un point de vue positif (+/ p) : « *je soutiens que tout acte de langage est manipulateur* » ou négatif (-/ p) : « *je ne pense pas que tout acte de langage est manipulateur*. Qu'il soutienne un point de vue positif ou négatif, le locuteur devra s'engager à le défendre. Seul un point de vue neutre « *je ne sais pas si tous les actes de communication sont manipulateurs* » ne demande pas d'être défendu et n'engage pas de discours argumentatif. En outre, toute argumentation est constituée d'une multitude d'actes de langage qui servent à justifier le point de vue et à convaincre l'interlocuteur de son acceptabilité.

Van Eemeren et Grootendorst distinguent par ailleurs deux types de « *conditions de correction* » :

« 3. *Conditions préparatoires* :

- a- Le locuteur croit que l'auditeur n'accepte pas (ou tout au moins pas automatiquement ou pas totalement) son point de vue relatif à p .
- b- Le locuteur croit que l'auditeur est prêt à accepter les propositions exprimées dans les actes élémentaires 1,2, ..., n .
- c- Le locuteur croit que l'auditeur est prêt à accepter la constellation d'actes élémentaires 1, 2, ..., n , en tant que justification acceptable à p .

4. *Conditions de responsabilité* :

- a- Le locuteur croit que son point de vue relatif à p est acceptable
- b- Le locuteur croit que les propositions exprimées dans les actes élémentaires 1,2, ..., n , sont acceptables.
- c- Le locuteur croit que la constellation d'actes élémentaires 1, 2, ..., n est une justification de p .⁴³ »

Une remarque importante concerne les conditions de responsabilité. Comme le rappellent les auteurs, ces conditions n'impliquent pas que le locuteur soit sincère. Il peut mentir - à des vues de manipulation par exemple - mais il sera tenu pour responsable de ses propositions. Il pourra donc être renvoyé à ses paroles par son interlocuteur et être tenu de les justifier.

⁴² Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p. 39

⁴³ Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p. 39- 40

Les conditions d'identification et de correction du modèle de Van Eemeren et Grootendorst sont intéressantes dans le cadre de ce travail car elles nous permettent de classer les discours manipulateurs comme argumentatifs et nous donnent ainsi un schéma d'interprétation pour les analyser. Un discours manipulateur consiste en effet à convaincre l'interlocuteur d'une proposition, proposition qui n'est pas automatiquement admise comme juste. Comme la mise en doute du point de vue peut être imaginaire et la dispute non-mixte⁴⁴, nous pouvons analyser comme argumentatifs des harangues politiques et religieuses ou la remise en doute est virtuelle de par leur forme de monologue.

Analyser un discours manipulateur comme argumentatif permet de le confronter au modèle idéal de la discussion critique de la théorie de l'argumentation, qui, de part sa visée dialectique, ne peut s'appliquer par toutes ses facettes aux discours idéologiques; mais qui contient tout de même de nombreux éléments dont nous pouvons nous inspirer.

Le modèle du discours argumentatif contient dix règles⁴⁵ que doivent suivre les argumentateurs pour résoudre la divergence d'opinion. Si ces règles sont violées d'une manière ou d'une autre, elles constituent une menace pour la résolution de la dispute et sont donc considérées comme des opérations illégitimes et incorrectes. Plus que le modèle idéal, ce sont ces violations des règles qui nous intéressent car elles sont utilisées dans le discours manipulateur pour entraîner des sophismes dans le traitement de l'information. Nous en exposerons les plus intéressantes en les divisant en deux types : les violations qui ont une influence sur le contexte global de l'argumentation – en utilisant des moyens non-argumentatifs - et celles qui ont une influence locale sur le traitement déductif de l'information en jouant sur les règles logiques.

⁴⁴ l'interlocuteur ne prend pas de position négative ou positive sur la proposition. Il n'émet qu'un doute – qui peut être virtuel – et il suffit de le convaincre

⁴⁵ **Règle 1** : les partenaires ne doivent pas faire obstacle à l'expression ou à la mise en doute des points de vue

Règle 2 : La partie qui a avancé un point de vue est obligée de la défendre si l'autre partie le lui demande

Règle 3 : L'attaque doit porter sur le point de vue tel qu'il a été avancé par l'autre partie.

Règle 4 : Une partie ne peut défendre son point de vue qu'en avançant une argumentation de son point de vue

Règle 5 : Une partie ne doit pas attribuer abusivement à l'adversaire de prémisses implicites. Elle ne doit pas rejeter une prémisse qu'elle a elle-même sous-entendue

Règle 6 : Une partie ne doit pas présenter une prémisse comme un point de départ accepté alors que tel n'est pas le cas. Elle ne doit pas non plus refuser une prémisse si elle constitue un point de départ accepté.

Règle 7 : Une partie ne doit pas considérer qu'un point de vue a été défendu de façon concluante si cette défense n'a pas été menée selon un schéma argumentatif valide

Règle 8 : Une partie ne doit utiliser que des arguments logiquement valides, ou susceptibles d'être validés moyennant l'explicitation d'une ou deux prémisses.

Règle 9 : Si un point de vue n'a pas été défendu de façon concluante, alors le proposant doit le retirer. Si un point de vue a été défendu de façon concluante, alors l'opposant ne doit plus le mettre en doute

Règle 10 : Les parties ne doivent pas utiliser des formulations insuffisamment claires ou d'une obscurité susceptibles d'engendrer la confusion ; chacune d'elles doit interpréter les expressions de l'autre partie de la façon la plus soignée et la plus pertinente possible

5.1. Sophismes extra-argumentatifs :

Par sophismes extra-argumentatifs nous entendons les sophismes qui participent à la création d'un contexte d'argumentation propice à la manipulation, en utilisant des moyens de persuasion non-argumentatifs tels que la discrimination des idées adverses, l'appel aux émotions de l'auditoire ou l'utilisation de l'autorité personnelle.

Par exemple, le sophisme d'*argumentum ad populum*⁴⁶, défini par Van Eemeren et Grootendorst comme la défense d'un point de vue en jouant sur les émotions de l'auditoire, permet de se décharger de la charge de la preuve en énonçant les propositions avec emphase. Ce jeu sur les émotions du groupe peut utiliser les sentiments négatifs, tels que la peur ou la honte, ainsi que les sentiments positifs comme la citoyenneté ou la loyauté et permet de « toucher aussi bien le groupe dans son ensemble que les individus qui le composent.⁴⁷ » Il ne nécessite donc pas d'argumentation explicite, mais la création d'un contexte émotionnel fort où les propositions de l'orateur seront acceptées sans vérification car elles font appel à l'intérêt collectif.

L'utilisation des sentiments négatifs de l'auditoire peut en outre participer à un autre sophisme consistant à discriminer la pensée adverse en lui prêtant de mauvaises intentions ou en mettant en doute ses compétences : le sophisme d'*argumentum ad hominem* – violation de la règle 1 -.

Ce sophisme est largement utilisé dans les discours manipulateurs comme dans cet extrait d'un discours de Pinochet donné à l'occasion de la Fête de la Jeunesse chilienne où il spéculait sur les mauvaises intentions des nations extérieures qui l'accusent de violation des droits de l'homme :

- (9) *“Quienes pretenden doblegarnos con presiones o amenazas foráneas, se equivocan rotundamente, y sólo verán crecer una cohesión interna que siempre se agiganta frente a la adversidad. Quienes, por su parte, pretenden desde el interior aliarse con estos desbordes internacionales, que parecieran revivir formas de imperialismo que creíamos ya superadas en Occidente, sólo logran retratarse mejor en sus ambiciones sin frenos, y hacerse acreedores al justo desprecio del pueblo chileno.*

Menos aceptables son todavía los intentos de intervención foránea, cuando la causa que se invoca para ello es una supuesta defensa de los derechos humanos⁴⁸” (Pinochet, 09.06.1977)

⁴⁶ Violation de la règle 4

⁴⁷ Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p. 151

⁴⁸ "LOS CHILENOS NO SE RINDEN JAMÁS":

http://www.primeraline.cl/site/c_documentos/doc_ind_discursos.html

« Ceux qui prétendent nous faire plier avec des pressions ou des menaces étrangères, se trompent complètement ; ils verront croître la cohésion interne qui grandit toujours face à l'adversité. Ceux qui, pour leur part, prétendent s'allier depuis l'intérieur avec ces débordements internationaux, et prétendent raviver des formes d'impérialisme que nous croyions déjà dépassées en Occident, obtiennent seulement d'être mieux dépeints dans leurs ambitions sans frein, et être victimes du dédain justifié du peuple chilien. Moins acceptables encore sont les tentatives d'intervention étrangère, quand elles se justifient par la supposée défense des droits de l'homme »

Ainsi les interrogations sur le respect des droits de l'homme du régime de Pinochet sont qualifiées par celui-ci de tentatives d'intervention au dépens du peuple chilien. Les opposants de l'intérieur eux aussi sont dépeints comme ambitieux et dignes du dédain de la population. Ces manœuvres servent à réduire ces adversaires au silence en leur prêtant des intentions malhonnêtes et découragent toute prise de position de ce genre au sein de la population. Ce sophisme d'attaque de l'opposant est lié au sophisme dit *sophisme de l'épouvantail* qui consiste à attribuer à l'opposant un point de vue fictif par simplification, généralisation ou radicalisation.

Un autre moyen de se décharger de la charge de la preuve en créant un climat où les propositions n'auront pas besoin d'être argumentées est celui de l'*argumentum ad verecundiam*⁴⁹ qui consiste à mettre en valeurs ses propres qualités plutôt que la force de son argumentation. Le manipulateur peut pour cela se baser sur son savoir d'expert ou celui de personnes de référence mais aussi de formules toutes faites telles que :

- *il est évident que...*
- *il va sans dire que...*
- *bien entendu...*
- *pour moi il ne fait aucun doute que...*
- *il est scientifiquement prouvé que...*

Ces formes, et plus particulièrement celles où le locuteur se porte personnellement garant de la justesse de ses propositions, permettent de « contraindre l'opposant à un dilemme : soit il doit se résigner à accepter la preuve, soit il doit retirer sa confiance au proposant.⁵⁰ » Ces propositions non argumentées car fondées sur l'autorité peuvent en outre reposer sur trois bases : une personne de référence – l'orateur lui-même ou un expert scientifique, une éminence politique ou religieuse etc. -, la tradition, ou encore la loi du plus grand nombre – *tout le monde sait que...* etc, comme dans cet extrait

⁴⁹ violation de la règle 2

⁵⁰ Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p. 134

d'un discours de Pinochet (1977) ou celui-ci justifie sa prise de position comme reflétant l'opinion du « *pays entier* » et de tout « *vrai Chilien* » :

« Por esta razón, dispuse recientemente que renunciáramos a la solicitud de un crédito externo, cuyo otorgamiento pretendió condicionarse públicamente a un examen de un gobierno extranjero acerca de la evolución de nuestra situación en materia de derechos humanos. Estoy cierto que en esta actitud me acompaña el país entero, porque si hay algo que todo chileno de verdad tiene muy claro es que la dignidad de nuestra patria no se transa ni se hipoteca ante nada ni frente a nadie ⁵¹ »

(Pinochet, 09.06.1977)

« Pour cette raison, j'ai disposé récemment que nous renoncions à la demande d'un crédit externe, dont l'octroi était prétendument conditionné à l'examen d'un gouvernement étranger sur l'évolution de notre situation en matière de droits de l'homme. Je suis certain que dans cette attitude m'accompagne le pays entier, parce que s'il y a quelque chose qui est clair pour tout vrai Chilien, c'est que la dignité de notre patrie ne se négocie pas, ni ne s'hypothèque devant rien ni devant personne. »

Les différents sophismes dont nous venons de parler et que j'ai regroupé sous le terme de « sophismes extra-argumentatifs » jouent sur le cadre de l'argumentation. Ils permettent de créer un climat général de confiance dans les arguments du locuteur en discriminant toute opposition – réelle ou fictive – et en jouant sur les sentiments de confiance – envers le locuteur-, de défiance – envers les idées extérieures - d'appartenance au groupe etc. Nous les avons déjà évoqués, mais sans nomenclature précise, dans les premières parties de ce travail. Les sophismes dont nous allons parler maintenant sont bien plus intéressants car ils se situent au cœur de l'argumentation logique et troublent le système de traitement déductif de l'information de part les paralogismes qu'ils représentent.

5.2. Sophismes intra-argumentatifs

Les sophismes regroupés sous le terme de « sophismes intra-argumentatifs » sont de trois types :

- l'utilisation fallacieuse des schémas argumentatifs
- la confusion entre conditions nécessaires et suffisantes
- la confusion des propriétés de la partie et du tout

⁵¹ "LOS CHILENOS NO SE RINDEN JAMÁS":

http://www.primeraline.cl/site/c_documentos/doc_ind_discursos.html

Utilisation fallacieuse des schémas argumentatifs :

La première catégorie de sophismes intra-argumentatifs résulte de l'utilisation fallacieuse des schémas argumentatifs, ou « représentation, plus ou moins conventionnelle, entre ce qui est posé dans l'argument et ce qui est posé dans le point de vue⁵² ». Il existe trois schémas argumentatifs principaux :

- relation de concomitance
- relation d'analogie
- relation de causalité

Lorsqu'un locuteur utilise le schéma argumentatif de la *concomitance*, il pose l'une des parties comme symptomatique de l'autre, et répondant à la relation : [*X est caractéristique de Y*]. Un exemple de cette relation tiré de l'idéologie religieuse est le suivant :

(10) Les incroyants ne sont pas heureux.

Pour que les arguments basés sur le schéma argumentatif de la concomitance soient effectifs, ils doivent être émis avec autorité car ils prennent souvent la forme d'énoncés descriptifs d'une certaine réalité et répondent au sophisme d'*argumentum ad verecundiam*.

Si le schéma d'argumentation par la concomitance se base sur des observations incomplètes ou surgénéralisantes, il conduit l'auditeur à un paralogisme dit du « *secundum quid* » ou utilisation incorrecte du « schéma argumentatif adéquat de la concomitance, en procédant à des généralisations fondées sur des observations non représentatives ou insuffisantes.⁵³ » Ainsi, si certains incroyants ne sont pas heureux, le fait de ne pas être heureux n'est pas une caractéristique de l'athéisme.

L'utilisation de formulations hermétiques comme l'article défini au lieu de quantificateurs tels que « certains », « quelques », « la plupart » etc., permet des généralisations non-vérifiables et donc difficilement attaquables. Ainsi, l'utilisation de l'énoncé (1) au lieu de (2) conduit à une représentation erronée de la réalité par sur-généralisation.

(10) Les incroyants ne sont pas heureux.

(11) Certains incroyants ne sont pas heureux

Le deuxième schéma argumentatif est celui de l'*analogie* ou « l'argumentateur tente de convaincre en faisant apparaître que quelque chose est *semblable* à quelque chose d'autre.⁵⁴ » et répond à la relation

⁵² Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p. 111

⁵³ Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p. 235

⁵⁴ Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p.112

d'analogie : [*X est comparable à Y*]. Lorsque l'analogie est utilisée alors que les deux termes de la comparaison ne sont pas cent pour cent comparables, l'argumentation souffre du sophisme dit de « *fausse analogie* ». Ainsi, lorsque Pinochet compare les événements précédant le coup d'Etat de 1973 à la bataille de Concepcion durant la guerre du Pacifique dans l'extrait (12), il fait une analogie entre deux événements non-comparables : La bataille de Concepcion fait en effet partie d'une guerre contre un ennemi extérieur – le Pérou -, tandis que les événements d'avant 1973 font partie d'une lutte entre deux idéologies politiques – le socialisme de Salvador Allende et l'idéologie nationaliste de droite de l'opposition -. La guerre du Pacifique est en outre une guerre soutenue par l'intégralité de la population chilienne, tandis que durant la période troublée précédant le coup d'Etat, la population chilienne était partagée entre les deux idéologies de manière non-uniforme : la majorité de la population aspirant à l'idéal socialiste de Salvador Allende. Enfin, l'exemple de la bataille de Concepcion rappelle l'héroïsme d'une poignée de Chiliens décimés jusqu'au dernier par une armée péruvienne largement supérieure en nombre, ce qui est loin d'être comparable à la lutte pour le pouvoir de 1973 qui s'est terminée par la prise du pouvoir par une minorité armée.

- (12) « *Hace muy poco, el pueblo chileno supo reeditar, durante tres años de heroica lucha en contra de la inminente amenaza del totalitarismo comunista, aquel supremo grito de guerra de la Batalla de La Concepción: "Los chilenos no se rinden jamás". Y cuando acudiendo al llamado angustioso de nuestra ciudadanía, las Fuerzas Armadas y de Orden decidimos actuar el 11 de septiembre de 1973, nuevamente nuestra tierra fue regada por la sangre de muchos de nuestros hombres, que cayeron luchando por la liberación de Chile.*⁵⁵ »

(Pinochet, 09.06.1977)

"Il n'y a pas longtemps, le peuple chilien a su rééditer, pendant trois années de lutte héroïque contre la menace imminente du totalitarisme communiste, ce cri de guerre suprême de la Bataille de La Concepcion : "Les Chiliens ne se rendent jamais". Et quand en allant à l'appel angoissant de notre citoyenneté, les Forces Armées et d'Ordre décidâmes d'agir le 11 septembre 1973, notre terre a été tachée une fois encore par le sang de beaucoup de nos hommes, tombés en combattant pour la libération du Chili."

Pour que des comparaisons fallacieuses telles que celle-ci puissent être acceptée, l'autorité de l'orateur joue un rôle prépondérant. Le communicateur joue en outre sur le contrat tacite de l'interaction. L'auditeur n'a en effet aucune raison de douter du respect du locuteur des conditions de correction de son argumentation. Il est donc prêt à accepter les paralogismes de l'argumentation de son interlocuteur.

⁵⁵ "LOS CHILENOS NO SE RINDEN JAMÁS":

http://www.primeraline.cl/site/c_documentos/doc_ind_discursos.html

Le troisième schéma d'argumentation emploie la *causalité*. « L'argumentateur tente de convaincre en soulignant que quelque chose est à l'origine de quelque chose d'autre ⁵⁶ » ; il doit donc prouver que le deuxième élément n'aurait pas pu avoir lieu si le premier ne s'était pas produit avant : [*X conduit à Y, Y résulte de X*].

Le sophisme relié à ce schéma est celui du « *Post hoc ergo propter hoc* » qui consiste à « utiliser incorrectement un schéma causal argumentatif adéquat, en déduisant une relation de cause à effet de la simple observation que deux éléments ont lieu l'un après l'autre. ⁵⁷ » Imaginons le cas d'un membre d'une communauté religieuse ayant décidé de donner sa démission au mouvement quelques jours avant de souffrir d'un accident de voiture. L'énoncé (13) cherchant à déduire une relation de cause à effet entre les deux événements dans le but de retenir d'autres membres de suivre le même chemin est clairement manipulateur, car la relation entre les deux événements ne répond à aucune réalité objective :

(13) Si Paul a eu un accident de voiture, c'est parce que Dieu lui a retiré sa protection.

Un autre sophisme utilisé couramment dans les discours manipulateurs est le *sophisme du raisonnement circulaire*, ou la prémisse sert de conclusion. Ce sophisme obéit à la forme [*A donc A*]. Pour que ce sophisme puisse être utilisé, il faut que la prémisse et la conclusion soit formulées de manière différente. Voici un exemple de raisonnement circulaire tiré d'un discours de Pinochet en 1977 :

(14) « *Quedaba de este modo en evidencia que el temple de nuestra raza y la fibra de nuestra nacionalidad para defender la dignidad o la soberanía de nuestra patria no habían muerto ni podrían morir jamás, porque son valores morales que se anidan en el alma misma de la chilenidad.* ⁵⁸ » (Pinochet, 09.06.1977)

"De cette façon restait en évidence le fait que la force de notre race et la fibre de notre nationalité pour défendre la dignité ou la souveraineté de notre patrie n'étaient pas mortes ni ne pourraient mourir jamais, parce que ce sont des valeurs morales logées dans l'âme même de la chilenité."

Dans cet extrait, Pinochet utilise la prémisse selon laquelle les *valeurs morales* (la force de la race et la fibre de la nationalité pour défendre la dignité) *sont logées dans l'âme même de la chilenité* pour déduire la conclusion selon laquelle ces mêmes valeurs morales *ne sont pas mortes ni ne peuvent*

⁵⁶ Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p.112

⁵⁷ Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p. 235

⁵⁸ "LOS CHILENOS NO SE RINDEN JAMÁS":

http://www.primeralineal.cl/site/c_documentos/doc_ind_discursos.html

mourir jamais. Il s'agit là clairement d'un raisonnement circulaire car l'immortalité des valeurs morales se retrouve, sous une formulation différente, certes, dans les deux propositions. Pinochet justifie l'immortalité des valeurs par leur immortalité même, sans amener d'éléments de preuve supplémentaire.

Une alternative au raisonnement circulaire est celle de *l'argumentation non-pertinente* ou *sophisme de l'ignoratio elenchi*. Il permet de se soustraire de la charge de la preuve en argumentant une thèse qui n'est pas le sujet de la dispute et en avançant des arguments sans lien avec le sujet. L'extrait (15) participe de ce sophisme :

- (15) « *Resulta incomprensible que toda restricción a determinados derechos de las personas se enjuicie como una presunta transgresión de los derechos humanos, mientras que la actitud débil o demagógica de muchos gobiernos frente al terrorismo no merezca reparo alguno en la materia, aun cuando es evidente que ella se traduce en una complicidad por omisión, con una de las formas más brutales de violación de los derechos humanos.*⁵⁹ » (Pinochet, 09.06.1977)

"Il s'avère incompréhensible que toute restriction à certains droits des personnes soit jugée comme une transgression des droits de l'homme, tandis que l'attitude faible ou démagogique de beaucoup de gouvernements face au terrorisme ne mérite aucun doute dans la matière, car elle traduit une complicité avec une de formes les plus brutales de violation des droits de l'homme. »

En effet, dans cet extrait de discours, alors que l'argumentation porte sur la violation des droits de l'homme par le gouvernement chilien, Pinochet se soustrait de la charge de la preuve en argumentant sur une accusation envers les autres gouvernements concernant leur attitude face au terrorisme et n'apporte pas de justification en ce qui concerne les accusations portant à son propre gouvernement. Il argumente donc une thèse qui n'est pas le sujet de la dispute et commet le sophisme d'*argumentation non-pertinente*.

Confusion entre condition nécessaire et condition suffisante :

Une deuxième catégorie de sophismes intra-argumentatifs repose sur la violation des règles logiques de l'argumentation que sont le *modus ponens* et le *modus tollens*. Van Eemeren et Grootendorst les nomment *paralogisme d'affirmation du conséquent* et *paralogisme de négation de l'antécédent*. Il s'agit d'une confusion entre les conditions nécessaires et les conditions suffisantes. Reprenons le *modus ponens* et le *modus tollens* tels que nous les avons définis plus haut :

⁵⁹ "LOS CHILENOS NO SE RINDEN JAMÁS":
http://www.primeraline.cl/site/c_documentos/doc_ind_discursos.html

Modus ponens : $[(\text{Si } A, B) \Delta A \rightarrow B]$

- (7) (a) (Si A, B) : Si il fait beau, je vais à la piscine
 (a) A : Il fait beau
 (c) *Donc* : B : Je vais à la piscine

Modus tollens : $[(\text{si } A, B) \Delta \neg B \rightarrow \neg A]$

- (8) (a) (Si A, B) : Si il fait beau, je vais à la piscine
 (b) $\neg B$: Je ne vais pas à la piscine
 (c) *Donc* : $\neg A$: Il ne fait pas beau

Dans ces relations en « *si... alors...* » le fait qu'il fasse beau (A) est une condition nécessaire pour la réalisation du second terme (B : *je vais à la piscine*). S'il y a confusion entre le nécessaire et le suffisant, les relations entre le beau temps et le fait d'aller à la piscine sont inversées. Le locuteur viole donc les règles de la déduction logique et commet un paralogisme dit « *d'affirmation du conséquent* » :

- (15) *Paralogisme d'affirmation du conséquent* : $[(\text{si } A, B) \Delta B \rightarrow A]$
 (a) (Si A, B) : Si il fait beau, je vais à la piscine
 (b) B : Je vais à la piscine
 (c) *Donc* : A : Il fait beau

En effet, dans la construction « Si *il fait beau, je vais à la piscine* », le fait d'aller à la piscine (B) n'implique pas qu'il fasse beau (A), ce n'est pas une condition *nécessaire* car le locuteur peut très bien aller à la piscine même s'il ne fait pas beau. « *Je vais à la piscine* » n'entraîne pas « *il fait beau* ». L'affirmation du contraire consiste en un paralogisme.

De même, si la condition suffisante « *je vais à la piscine* » est prise pour une condition nécessaire non satisfaite dans le modus tollens, le locuteur émet un autre sophisme qui est celui de la « *négation de l'antécédent* » :

- (16) *Paralogisme de négation de l'antécédent* : $[(\text{si } A, B) \Delta \neg B \rightarrow \neg A]$
 (a) (Si A, B) : Si il fait beau, je vais à la piscine
 (b) $\neg B$: Il ne fait pas beau
 (c) *Donc* : $\neg A$: Je ne vais pas à la piscine

De nouveau, en émettant ce sophisme, le locuteur ne tient pas compte du fait qu'il est possible qu'il aille à la piscine même si il ne fait pas beau ; il confond donc condition suffisante et condition nécessaire.

Confusion des propriétés de la partie et du tout :

La troisième catégorie de sophismes intra-argumentatifs découle de la confusion des propriétés de la partie et du tout. Il existe en effet des cas où les propriétés des parties peuvent être attribuées au tout – et inversement – mais il existe aussi des cas où cette opération n'est pas valable. Le schéma de la transférabilité des propriétés du tout aux parties est le suivant :

- (a) Le tout X a la propriété Z
- (b) *Donc* : La partie Y du tout possède la propriété Z⁶⁰

Pour que ce schéma soit valide, il dépend de deux facteurs :

- la nature de la propriété
- la nature de la relation

Les propriétés imputées à un objet ou à une personne peuvent en effet être de nature absolue ou de nature relative. Les *propriétés relatives* sont celles que l'on peut placer sur une échelle de valeur – et comparer avec un autre objet de la même catégorie. Elles dépendent donc de l'échelle appliquée, de l'instrument de mesure, du critère invoqué etc. Des exemples de propriétés relatives sont les suivants :

- grand ↔ petit
- lourd ↔ léger
- gentil ↔ méchant etc.

Les *propriétés absolues* sont au contraire non-comparables – un objet *possède* ou *ne possède pas* une caractéristique particulière. Il ne peut la posséder plus ou moins, ou plus qu'un autre objet de la même catégorie etc. Il s'agit donc de propriétés telles que :

- vert / bleu / rouge etc.
- cassé / entier
- marxiste / non-marxiste

En ce qui concerne les *relations* entre le tout et les parties, il faut distinguer deux types : les *touts structurés* et les *touts non structurés*. Les touts non structurés se résument à l'addition de leurs parties – des petits pois, des grains de sables etc. – , tandis que les touts structurés résultent de leur combinaison – une chaise, une équipe de foot etc. – Les propriétés relatives aux touts structurés sont dits *dépendant de la structure*, tandis que les propriétés des touts non structurés sont dits *indépendant de la structure*.

⁶⁰ tiré de Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p. 195

La nature des relations entre le tout et les parties ainsi que les propriétés qui leur sont associées jouent un rôle sur leur transférabilité. En effet, « seules les propriétés absolues et indépendantes de la structure sont transférables du tout aux parties et inversement.⁶¹ ». En transférant des propriétés relatives ou des propriétés indépendantes du tout aux parties ou inversement, le locuteur risque de produire deux types de paralogisme :

- *paralogisme de composition* : en attribuant au tout une propriété d'une partie relative ou liée à la structure, comme dans l'exemple (17) :

- (17) (a) Les pattes du chat sont noires.
(b) *Donc* : Le chat est noir

- *paralogisme de division* : en attribuant à une partie une propriété du tout relative ou liée à la structure, comme dans l'exemple (18)

- (18) (a) Le bouquet de fleur est beau.
(b) *Donc* : Chacune des fleurs est belle

On voit bien l'intérêt de ces paralogismes pour discriminer un groupe de personnes en utilisant des caractéristiques propres à l'individu. En effet, s'i l'on pont généraliser à partir de la verdure –propriété absolue - d'un petit pois que tous les petits pois d'une assiette – tout non structuré – sont verts, il est bien plus problématique de stigmatiser comme égoïstes, malfaisants, néfastes – propriétés relatives - une catégorie de population, comme par exemple les juifs – tout structuré- .

C'est ici que nous devons revenir à la théorie de la Pertinence. En effet, comment peut-on donc expliquer que des paralogismes aussi évidents ne soient pas toujours identifiés comme fallacieux par les populations visées, ou qu'ils soient tout simplement acceptés ? Tout locuteur d'une langue est en effet capable d'identifier les raisonnements invraisemblables, sans avoir à en expliciter les tenants en matière de règles logiques comme nous avons traité de le faire.

Nous possédons tous un système de vérification de l'information nouvelle qui fonctionne en parallèle au traitement de l'information, mais ce système peut être déjoué de deux manières : d'une part grâce à la confiance de l'auditeur dans le respect du contrat tacite de la communication, et, d'autre part, grâce à la création d'un système de croyance idéologiquement marqué.

Lorsque, dans une interaction, l'un des locuteurs amène une information nouvelle, son interlocuteur, en vertu du contrat tacite de la communication cherche à traiter cette information comme étant optimalement pertinente. Il entreprendra donc un processus de compréhension et d'intégration de

⁶¹ Van Eemeren F. Et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé, p. 198

l'information nouvelle à son système de connaissance par inférence. L'auditeur traite en effet toute information donnée par le locuteur comme respectant les règles implicites de la communication et en particulier le principe de pertinence :

« Principe de pertinence :

Tout acte de communication ostensive communique la présomption de sa propre pertinence optimale.⁶²»

Tout acte de communication doit donc contribuer à l'amélioration des connaissances sur le monde de l'auditeur et lui permettre d'inférer de nouvelles hypothèses. Ce principe de pertinence ainsi que toutes les autres règles de la communication sont implicitement respectées par les participants à une interaction ; ils font partie intégrante de la communication. Lorsque deux interlocuteurs entreprennent une interaction ils s'attendent donc à ce que le principe de coopération soit respecté et à ce que les informations données soient pertinentes et véridiques. S'il n'y a pas de raison de soupçonner une violation à ce principe, l'auditeur confiera en la sincérité de son interlocuteur et en son respect du contrat. Ce n'est que si il soupçonne son interlocuteur d'être non-coopératif que le destinataire activera fortement ses systèmes de vérification de l'information. Confronté à un paralogisme, l'auditeur confiera donc en son interlocuteur et en son respect des règles logiques de l'argumentation.

La présomption de pertinence et de véridicité ne peut pourtant pas expliquer des cas extrêmes de manipulation comme les dérives religieuses poussant les fidèles au martyre, ou l'acceptation de disparitions massives au sein d'une population. Comment en arrive-t-on à croire assez fortement à une idéologie pour accepter de donner sa vie pour elle ? Comment peut-on accepter la disparition de ses voisins ou amis sous prétexte qu'ils sont font obstacle à une nouvelle idéologie politique ?

Ces cas de manipulation nécessitent une influence très forte sur les représentations cognitives des sujets manipulés, une manipulation à long terme qui conduit à la création d'un nouvel univers de croyance. Cette construction est rendue possible notamment par la répétition de l'information manipulatoire et la désinformation. Pour comprendre ce phénomène, nous sommes obligés de nous pencher sur quelques aspects des mécanismes cognitifs de construction des représentations mentales.

6. Manipulation et création d'un nouvel univers de croyance :

Comme nous l'avons dit plus haut, le traitement de l'information est un processus d'inférences non-démonstratif et n'est donc pas entièrement régi par des règles logiques déductives. En fait, on peut penser que ce processus intervient en deux étapes : premièrement, la formation d'hypothèses et deuxièmement la confirmation de ces hypothèses. Ces deux étapes – de formation et de confirmation

⁶² Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. Paris : Les éditions de minuit, p.237

des hypothèses – utilisent des règles de déduction logique, mais pas seulement. Comme le soulignent Sperber et Wilson, «la formation d'une hypothèse fait appel à des règles déductives, mais elle n'est pas entièrement régie par elles ; la confirmation d'une hypothèse est un phénomène cognitif qui n'est pas à strictement parler logique : cette confirmation est un sous-produit des divers traitements, déductifs ou non, que l'hypothèse a subi.⁶³ »

Lorsque qu'un auditeur est confronté à un stimulus ostensif dont il cherche à décoder l'information, il produit une hypothèse sur le vouloir-dire du locuteur en se basant d'une part sur le signal, d'autre part sur le contexte – ou environnement cognitif mutuel – et enfin sur ses propres représentations du monde contenues dans sa mémoire conceptuelle. Une manipulation à long terme consiste à modifier non seulement l'environnement cognitif mutuel mais aussi les représentations du monde plus profondément ancrées dans le système cognitif du sujet manipulé. En effet, chaque information originale conduit à la formation de nouvelles hypothèses qui seront comparées aux anciennes hypothèses en mémoire pour une confirmation ou infirmation mutuelle. Mais en quoi consistent les hypothèses et les représentations conceptuelles ? Comment sont-elles formées, puis confirmées ?

Pour pouvoir être traités inférentiellement, les informations doivent avoir une *forme logique* ou « *ensemble structuré de constituants auxquels on peut appliquer, en vertu de sa structure, des opérations logiques formelles.*⁶⁴ ». Elles doivent donc pouvoir servir de prémisses à des règles déductives. La forme logique des propositions ne tient pas compte des états mentaux comme la tristesse, la joie ou la colère auxquels elles peuvent être reliées. C'est sous cette forme purement logique que les représentations du monde sont stockées dans la mémoire conceptuelle.

Pour qu'une représentation puisse être utilisée dans un processus de déduction, elle nécessite d'être bien formée, mais sans pour autant nécessairement avoir une forme propositionnelle, c'est-à-dire être sémantiquement complète. Elle peut être non-propositionnelle et ainsi servir de schéma pour la construction d'une hypothèse dans un contexte donné. Ainsi, la forme logique non-propositionnelle (x) peut être stockée dans la mémoire conceptuelle pour ensuite être remplie contextuellement en (y) :

(19) (x) Elle le tenait par la main.⁶⁵

(y) Marie tenait son fils par la main.

La forme (x) est non-propositionnelle car elle n'est pas sémantiquement complète et ne peut donc pas être vérifiée comme étant vraie – ou fausse – tandis que (y) peut, dans une situation donnée être confirmée ou infirmée.

⁶³ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.109

⁶⁴ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.113

⁶⁵ exemple tiré de Sperber et Wilson (1989)

Notre mémoire conceptuelle contient donc d'une part des schémas incomplets et d'autre part des formes logiques propositionnelles qui constituent notre savoir encyclopédique ou représentation globale du monde. Ces formes logiques propositionnelles sont traitées par l'esprit comme des représentations vraies et confirmées du monde, ce que Sperber et Wilson appellent des *hypothèses factuelles*, et c'est sur la base de ces hypothèses factuelles que nous traitons les informations nouvelles dans un processus d'inférence visant à améliorer notre représentation du monde.

Lorsqu'elle est confrontée à de nouvelles hypothèses, l'hypothèse factuelle en mémoire se voit réévaluée et peut ainsi être confirmée ou infirmée. Elle acquiert alors une certaine *force*. Selon Sperber et Wilson, la force d'une hypothèse résulte de son histoire cognitive, c'est-à-dire de sa force initiale et de son augmentation ou diminution au cours de ces utilisations variées. La force d'une hypothèse dépend donc d'une part de la manière dont elle a été acquise et d'autre part de son adéquation aux autres hypothèses formées par le locuteur.

La *force initiale* d'une hypothèse sera élevée si elle le fruit direct de la *perception* – « la glace est froide, les tomates sont rouges etc. » - Si elle est *fondée sur les dires d'autrui*, sa force dépendra de la confiance octroyée au locuteur, et si elle est le *fruit d'une déduction*, elle dépendra de la force des hypothèses ayant servi de prémisses. Une hypothèse peut en outre être formée en complétant un *schéma d'hypothèse* conservé dans la mémoire conceptuelle. Ce schéma d'hypothèse sera renforcé à chaque fois qu'il sera rempli contextuellement grâce à la perception, au décodage linguistique ou par inférence.

La force initiale d'une hypothèse peut ensuite varier en étant confrontée à de l'information nouvelle. Lorsque de nouvelles informations pertinentes sont présentées au système cognitif, celui-ci les compare aux informations en mémoire pour en déduire de nouvelles hypothèses qui affecteront les hypothèses anciennes.

Toutes les informations nouvelles ne produisent pourtant pas le même effet cognitif. En effet, les nouvelles informations peuvent être de trois types :

- informations déjà connues de l'auditeur
- informations nouvelles mais sans rapport avec les représentations du monde existantes
- informations nouvelles et en lien avec les connaissances du monde

Dans le cas d'*informations déjà connues* du destinataire, celui-ci ne fera pas l'effort cognitif inutile de les traiter à nouveau, à moins que ce soit plus économique pour lui de les traiter que de les chercher dans sa mémoire conceptuelle. Dans le cas d'*informations nouvelles qui n'ont aucun lien* avec les représentations du monde du locuteur, l'effort pour les traiter sera trop fort pour un résultat faible. Ce ne sont donc que *les informations nouvelles en lien* avec des représentations du monde existantes qui

produisent un véritable effet sur le destinataire et qui sont traitées en priorité. Lorsque c'est le cas, les informations nouvelles et anciennes servent de prémisses à une déduction produisant de nouvelles hypothèses qui n'auraient pu être générées à la seule base de l'une ou de l'autre de ces catégories d'informations. Ce n'est que grâce à la contextualisation des nouvelles informations dans les anciennes que la déduction peut avoir lieu. Ce processus porte le nom de « *implication contextuelle* ». Sperber et Wilson le définissent comme suit :

« **Implication contextuelle** :

Un ensemble d'hypothèses **P** implique contextuellement une hypothèse **Q** dans le contexte **C** si et seulement si :

- (a) l'union de **P** et de **C** implique non trivialement **Q**.
- (b) **P** n'implique pas non - trivialement **Q**, et
- (c) **C** n'implique pas non-trivialement **Q**.⁶⁶ »

Le nouvel ensemble d'hypothèses (**Q**) est donc formé par inférence avec pour prémisses les informations anciennes (**C**) et les informations nouvelles (**P**) . Cet ensemble d'hypothèses **Q** n'aurait pu être déduit des anciennes informations **C**, ni des nouvelles informations **P** sans l'union de ces deux groupes d'informations. Plus une information nouvelle permet d'inférer de nouvelles hypothèses, plus elle est dite pertinente, car elle permet d'améliorer la connaissance du monde de l'individu. Mais cette création de nouvelles hypothèses a d'autres effets encore sur les représentations existantes, effets que nous nommerons « *effets contextuels* » en suivant la théorie de la pertinence : elles peuvent soit affaiblir les représentations existantes - si l'hypothèse nouvelle rentre en contradiction avec les hypothèses anciennes- , soit les renforcer - s'il y a conjonction d'hypothèses.

L'effet contextuel dépendra en premier lieu de la force de la nouvelle hypothèse, qui elle-même dépend de la force des deux prémisses qui l'ont engendrée. Il existe trois possibilités :

- Les deux prémisses de départ sont certaines
- L'une des prémisses est certaine et l'autre incertaine
- Les deux prémisses sont incertaines

Si les deux prémisses de départ sont certaines, elles transmettront leur force à l'hypothèse nouvellement déduite. Ainsi, si une représentation **C** du monde (a) est tenue pour certaine par le sujet et qu'elle sert de prémisse à une déduction ayant comme deuxième prémisse l'information nouvelle **P**, (b), elle aussi considérée comme certaine, la nouvelle hypothèse **Q** (c) héritera d'une force élevée.

- (7) (a) **C** : Si il fait beau, je vais à la piscine
 (b) **P** : Il fait beau

⁶⁶ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.113

(c) **Q** : Je vais à la piscine

Si l'hypothèse (a) fait partie des représentations du monde de l'individu et reflète une habitude, l'information (b) est elle une information nouvelle. Elle a donc une certaine *force initiale*, qui dépend, comme nous l'avons dit plus haut, de la manière dont elle a été acquise. Si elle est issue de la perception directe, sa force sera élevée, mais si elle est fondée sur les dires d'autrui, sa force dépendra de la confiance accordée à l'informateur qui peut donc jouer sur les effets contextuels des nouvelles informations qu'il donne à son interlocuteur.

Si le premier schéma de construction de nouvelles hypothèses – à base de deux prémisses certaines – est le cas idéal, il existe pourtant de nombreux cas où de nouvelles hypothèses sont déduites de prémisses incertaines :

Si *l'une des prémisses est certaine et l'autre incertaine*, la conclusion héritera de la force de la prémisses la plus faible, et ceci que la prémisses incertaine soit issue de **C** ou de **P**. Ainsi, si l'hypothèse factuelle (20)(a) fait partie des représentations mentales de l'auditeur avec une force faible car elle ne représente pas l'unique choix possible et qu'elle est activée du fait de la perception de (b), la conclusion **Q** qui sera déduite de ces deux prémisses aura une force égale à celle de (a) :

- (20) (a) **C** : Si il fait beau, je vais à la piscine. – *à moins que je n'aille à la plage, ou faire du vélo etc.* -
 (b) **P** : Il fait beau
 (c) **Q** : Je vais à la piscine

Si *les deux prémisses sont incertaines*, en revanche, la force de la conclusion sera plus faible que la plus faible des prémisses. Si (a) est incertaine, et que (b) aussi est incertaine – imaginons que le temps est nuageux, ou que l'information selon laquelle le temps est beau est donnée par téléphone par une personne qui n'est pas de confiance au locuteur qui travaille à l'intérieur – la conclusion **Q** sera encore plus incertaine que la plus incertaine des prémisses.

La nouvelle hypothèse peut en outre être impliquée par plus de deux prémisses, dans ce cas, « chacune des prémisses effectivement utilisées pour dériver une implication synthétique renforcera la conclusion qu'elles impliquent ensemble. ⁶⁷ » Ce phénomène de renforcement mutuel est appelé par Sperber et Wilson « *renforcement contextuel* ».

Il existe par ailleurs un deuxième type de renforcement dit « *renforcement indépendant* ». Le renforcement indépendant est particulièrement intéressant car il a lieu « lorsqu'une conclusion est impliquée de manière indépendante par deux ensembles distincts de prémisses ». En effet, si l'on arrive

⁶⁷ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.172

à la même conclusion à plusieurs reprises, celle-ci sera gardée en mémoire avec une plus grande force et participera grandement à la représentation du monde. En voici un exemple tiré de l'idéologie religieuse :

- (21) (a) **P** : On ne peut pas être heureux sans le soutien de Dieu
 (b) **C** : Les incroyants n'ont pas le soutien de Dieu
- (22) (a) **P'** : On ne peut pas être heureux en dehors de la communauté religieuse.
 (b) **C'** : Les incroyants ne font pas partie de la communauté religieuse.
- (10) *Donc Q* : Les incroyants ne sont pas heureux

La conclusion **Q**, « *les incroyants ne sont pas heureux* » est impliquée par les deux ensembles de prémisses (21) et (22). Si ces prémisses sont dotées d'une grande force – par exemple si elles sont émises par une personne de confiance –, la nouvelle hypothèse **Q** sera mise en mémoire avec une valeur de force importante. Elle fera donc partie des hypothèses factuelles⁶⁸ de l'individu et participera de sa vision du monde. Cette hypothèse **Q**, qui fait désormais partie des représentations **C** de l'auditeur pourra être encore renforcée par la suite grâce à l'implication **Q'** tirée des nouvelles prémisses **P''** et **C''**:

- (23) (a) **P''** : On ne peut pas être heureux sans espérance
 (b) **C''** : Les incroyants n'ont pas d'espérance
- (10) *Donc Q'* : Les incroyants ne sont pas heureux

C'est donc par répétition que les hypothèses nouvelles se transforment en représentations stables et fortes et participent d'un « cadre de pensée » ou « système de croyance » permettant de générer un nombre indéfini d'hypothèses factuelles. La génération de nouvelles hypothèses, intériorisées ensuite pour constituer l'environnement cognitif de l'individu, renforcera ainsi les hypothèses anciennes qui ont un lien avec celle-ci. Ainsi, les prémisses **P''** et **C''** renforcent, outre la conclusion **Q**, les prémisses **P'**, **C'**, **P''**, et **C''**. Cette nouvelle hypothèse, contextualisée dans les anciennes représentations permet en outre de générer encore de nouvelles conclusions. En effet, comme nous l'avons dit plus haut, une information nouvelle est dite pertinente si elle produit un grand nombre d'effets contextuels – création de nouvelles hypothèses- avec un effort de traitement moindre, et « plus cette information nouvelle entraînera d'implications contextuelles, plus elle améliorera la représentation du monde de l'individu. ⁶⁹ » Il est donc nécessaire que chaque nouvelle information soit en lien avec les représentations existantes tout en apportant de nouvelles précisions pour pouvoir créer

⁶⁸ ou fait tenu pour vrai par le sujet

⁶⁹ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.167

un système de représentations homogène et productif. Ainsi, à la base des hypothèses (21), (22), (23), et (10), l'individu inférera les nouvelles représentations cognitives (24), (25), etc.

- (24) (a) On ne peut pas être heureux sans espérance
 (b) J'ai une espérance
 (c) *Donc* : Je suis heureux

- (25) (a) Les incroyants ne sont pas heureux
 (b) J'ai envie d'être heureux
 (c) *Donc* : Il faut que je sois croyant
 (a)...

La présentation de prémisses convergentes est un outil très efficace pour manipuler les représentations cognitives. En dehors de l'exemple religieux cité plus haut, il a été utilisé avec une certaine efficacité par Pinochet pour légitimer son gouvernement. Le coup d'Etat est en effet intervenu à un moment où la société chilienne était très politisée, dans une période marquée par de nombreux débats, manifestations et autres grèves, d'obédience principalement de gauche. Comment donc une société critique et ouverte au débat politique, soutenant dans sa grande majorité le gouvernement socialiste de Salvador Allende a-t-elle pu accepter un retournement de situation aussi radical après le coup d'Etat ? La violence et les menaces ne peuvent en être la seule explication. Pinochet et ses généraux usèrent donc d'une stratégie de répétition et d'argumentation très ciblée afin de justifier le coup d'Etat. Ainsi, le jour même du 11 septembre 1973, de nombreux discours explicatifs ont été prononcés par le général Pinochet ainsi que par ses subordonnés. En voici quelques extraits :

- (27) “ *Esto no es un golpe de estado, pues es un tipo de esquema que no calza con todo este modo de ser, es el repudio de nuestra conciencia legalista y profunda conviccion civica. Solo se persigue el restablecimiento del estado de derecho, acorde con las aspiraciones de todos los chilenos (...) El poder ejecutivo ha sido sobrepasado por las circunstancias y los elementos extremistas estan destruyendo sin misericordia propiedades y vidas* ”
 (Amiral J.T. Merino, 11.9.1973, 08:00)

"Ceci n'est pas un coup d'État, mais c'est une sorte de schéma qui ne correspond pas avec cette manière d'être, c'est la négation de notre conscience légaliste et profonde conviction civique. Nous poursuivons seulement le rétablissement de l'état de droit, en accord avec les aspirations de tous les Chiliens (...) Le pouvoir exécutif a été surpassé par les circonstances et les éléments extrémistes détruisent sans miséricorde propriétés et vies. »

- (28) « *Teniendo presente, primero, la gravísima crisis económica, social, y moral que esta destruyendo el país ; segundo, la incapacidad del gobierno para adoptar las medidas que permitan detener el proceso y desarrollo del caos ; tercero, el constante incremento de los grupos armados paramilitares, organizados y entrenados por los partidos políticos de la Unidad Popular que llevarán el pueblo de Chile a una inevitable guerra civil*⁷⁰ »

(Pinochet, Merino, Leigh, Mendoza, 11.09.1973)

" En tenant en compte, premièrement, la très grave crise économique, sociale et morale qui est en train de détruire le pays; deuxièmement, l'incapacité du gouvernement à adopter des mesures permettant d'arrêter le processus de déroulement du chaos; troisièmement, la constante augmentation des groupes armés paramilitaires, organisés et entraînés par les partis politiques de l'Union Populaire, qui amèneront le peuple chilien à une inévitable guerre civile. »

- (29) *Teniendo presente,*
- *primero, que el gobierno de Allende ha incurrido en grave ilegitimidad, demostrada al quebrantar los derechos fundamentales de libertad de expresión, libertad de enseñanza, derecho de reunión, derecho de huelga, derecho de petición, derecho de propiedad, y derecho en general, a una digna, y segura subsistencia.*
 - *Segundo, que el mismo gobierno ha quebrado la unidad nacional fomentando artificialmente una lucha de clases, esteril y en muchos casos cruenta perdiendo el valioso aporte que todo chileno podría hacer en búsqueda del bien de la patria y llevando a una lucha fratricida y ciega tras ideas extrañas a nuestra idiosincrasia, falsas y probadamente fracasadas.*
 - *Tercero, que el mismo gobierno se ha mostrado incapaz de mantener la convivencia entre los Chilenos al no acatar ni hacer cumplir el derecho, gravemente dañado en reiteradas ocasiones*
 - *Cuarto, que además, el gobierno se ha colocado al margen de la constitución en múltiples oportunidades, usando arbitrios dudosos e interpretaciones torcidas e intencionadas en forma flagrante en otras, las que por distintos motivos han quedado sin sancion.*
 - *Quinto, que así mismo, usando el subterfugio que ellos mismos han denominado « resquicios legales » se han dejado leyes sin ejecución, se han atropellado otras, y se han creado situaciones de hecho ilegítimas desde su origen.*
 - *Sexto, que también reiteradamente ha quebrado el mutuo respeto que se deben entre si los poderes del estado, dejando sin efecto las decisiones del congreso nacional, del poder judicial y la contraloría general de la república, con excusas inadmisibles o sencillamente sin explicaciones.*

⁷⁰ <http://www.geocities.com/himnospatrios/proclama.ram>

- Séptimo, que el poder ejecutivo se ha extralimitado en sus atribuciones en forma ostensible y deliberada procurando acumular en sus manos la mayor cantidad de poder político y económico en desmedro de actividades nacionales vitales y poniendo en grave peligro todos los derechos y libertades de los habitantes del país.
- Octavo, que el presidente de la republica ha mostrado a la faz del país que su autoridad personal esta acondicionada a las decisiones de comites y directivas de partidos políticos y grupos que le acompañan, perdiendo la imagen de máxima autoridad que la constitución le asigna y por tanto el carácter presidencial del gobierno.
- Noveno, que la economía agrícola, comercial e industrial del país se encuentran estancadas o en retroceso y la inflación en acelerado aumento, sin que se vean indicios siquiera de preocupación por esos problemas. Los que están entregados a su sola suerte por el gobierno que aparece como un mero espectador de ellos.
- Décimo, que existe en el país anarquía, asfixia de libertades, desquiciamiento moral y económico, y en el gobierno una absoluta irresponsabilidad o incapacidad, que han desmejorado la situación de Chile impidiendo llevar al puesto que por vocación le corresponde dentro de las primeras naciones del continente.
- Decimoprimer, que todos los antecedentes consignados en los números anteriores son suficientes para concluir que están en peligro la seguridad interna y externa del país ; que se arriesga la subsistencia de nuestro estado independiente, y que la mantencion del gobierno es inconveniente para los altos intereses de la republica y de su pueblo soberano.
- Decimosegundo, que estos mismos antecedentes son a la luz de las doctrinas clásicas que caracterizan nuestro pensamiento histórico suficientes para justificar nuestra intervención para deponer al gobierno ilegítimo, inmoral, y no representativo del gran sentir nacional, evitando asi los mayores males que el actual vacío del poder pueda producir. Pues para lograr esto, no hay otros medios razonablemente exitosos siendo nuestro propósito restablecer la normalidad económica y social del país; la paz, tranquilidad, y seguridad perdida
- Decimotercero, por todas las razones someramente expuestas, las fuerzas armadas han asumido el deber moral que la patria les impone de destituir al gobierno que, aunque inicialmente legítimo, ha caído en la ilegitimidad flagrante, asumiendo el poder por el solo lapso en que las circunstancias lo exijan, apoyando en la evidencia del sentir de la gran mayoría nacional , lo cual de por si ante dios y ante la historia hace justo su actuar y por ende las resoluciones, normas e instrucciones que se dicten, para la constitución de la tarea de bien común y de alto interés patriótico que se dispone cumplir
- Decimocuarto, en consecuencia de la legitimidad de estas normas se colige su obligatoriedad para la ciudadanía, las que deberan ser acatadas y cumplidas por todo el pais y especialmente por las autoridades.

*Hasta aquí, el bando numero cinco.*⁷¹ (proclamation num. 5 de la junte militaire, 11.09.1979)

⁷¹ <http://www.geocities.com/himnospatrios/?200615?20068>

En tenant compte de,

- Premièrement, que le gouvernement d'Allende a encouru dans une grave illégitimité, démontrée par la violation des droits fondamentaux de liberté d'expression, de liberté d'enseignement, de droit de réunion, de droit de grève, de droit de pétition, de droit de propriété, et de droit en général qui auraient du subsister dignement.
- Deuxièmement, que le même gouvernement a rompu l'unité nationale en créant artificiellement une lutte de classe, stérile et dans de nombreux cas cruelle, perdant le grand apport que tout Chilien pourrait amener à la recherche du bien de la Patrie et en menant à une lutte fratricide et aveugle pour des idées étrangères à notre idiosyncrasie, idées fausses et sans succès.
- Troisièmement, que le même gouvernement s'est montré incapable de maintenir la vie commune entre les Chiliens du fait de ne pas avoir écouté ni fait appliquer le droit, gravement violé en de nombreuses occasions.
- Quatrièmement, que de plus, le gouvernement s'est positionné à la marge de la constitution dans de multiples occasions, en utilisant des arbitrages douteux et des interprétations tordues et intentionnées de manière flagrante, ce qui est resté non sanctionné pour différents motifs.
- Cinquièmement, que de la même manière, utilisant le subterfuge qu'eux-mêmes ont nommé "dernières alternatives légales", ils ont laissé des lois sans exécution et en ont violé d'autres, et ont créé des situations de fait illégitimes depuis l'origine.
- Sixièmement, qu'aussi en de multiples occasions ils ont cassé le respect mutuel que se doivent entre eux les pouvoirs de l'Etat, laissant sans effet les décisions du congrès national, du pouvoir judiciaire et de l'organisme de contrôle de la République, avec des excuses inadmissibles ou simplement sans explication.
- Septièmement, que le pouvoir exécutif est allé au-delà des limites de ses attributions de manière ostensible et délibérée, cherchant à accumuler dans ses mains la plus grande quantité possible de pouvoir politique et économique au détriment des activités nationales vitales et mettant ainsi en grave danger tous les droits et libertés des habitants du pays.
- Huitièmement, que le président de la République a montré à la face du pays que son autorité personnelle est conditionnée aux décisions des comités et aux directives des partis politiques et des groupes qui les accompagnent, perdant ainsi l'image d'autorité maximale que la constitution lui assigne et ainsi le caractère présidentiel du gouvernement.
- Neuvièmement, que l'économie agricole, commerciale et industrielle du pays se trouvent bloqués ou en recul, et l'inflation en augmentation accélérée, sans que l'on ne voie des indices de préoccupation pour ces problèmes. Lesquels sont abandonnés à leur sort par le gouvernement qui apparaît comme un simple spectateur.
- Dixièmement, qu'il existe dans le pays anarchie, asphyxie des libertés, et instabilité morale et économique, et dans le gouvernement une irresponsabilité ou incapacité absolue, qui a

détérioré la situation du Chili en lui empêchant d'assumer la place qui lui correspond par vocation parmi les premières nations du continent.

- Onzièmement, que tous les antécédents consignés dans les numéros antérieurs sont suffisants pour conclure que la sécurité interne et externe du pays sont en danger ; qu'on risque la subsistance de notre Etat indépendant et que la maintenance du gouvernement est inconvenante pour les hauts intérêts de la République et de son peuple souverain.
- Douzièmement, que ces mêmes antécédents sont, à la lumière de la doctrine classique qui caractérise notre pensée historique, suffisants pour justifier notre intervention pour destituer le gouvernement illégitime, immoral, et non représentatif du grand sens national, en empêchant ainsi des maux encore pires que l'actuel vide du pouvoir peut produire. Pour obtenir cela, il n'y a pas d'autres moyens raisonnables dans le but qui est le nôtre de rétablir la normalité économique et sociale du pays; la paix, la tranquillité, et la sécurité perdue.
- Treizièmement, pour toutes ces raisons sommairement exposées, les forces armées ont assumé le devoir moral que la patrie leur impose de destituer le gouvernement qui, bien que initialement légitime, est tombé dans l'illégitimité flagrante, pour assumer le pouvoir pour le seul laps de temps exigé par les circonstances, en s'appuyant sur l'évidence du ressenti de la grande majorité nationale, ce qui devant Dieu et devant l'histoire justifie l'attitude et ainsi les résolutions, les normes et les instructions qui seront imposées pour le bien commun et le grand intérêt patriotique qui sera accompli.
- Quatorzièmement, en conséquence de la légitimité de ces normes se définissent comme étant obligatoires pour les citoyens qui devront être acceptées et accomplies par tout le pays et spécialement par les autorités.

De ces trois discours, prononcés le jour du coup d'état par Pinochet et ses généraux, ressortent un certain nombre d'hypothèses confortant l'idée que le coup d'Etat était nécessaire et bénéfique pour le peuple chilien. En voici quelques-unes :

- h1 : Le but recherché par le coup d'état est l'instauration d'un état de droit
- h2 : Le gouvernement de Salvador Allende était incapable de maintenir la paix
- h3 : La situation avant le coup d'état était proche de la guerre civile
- h4 : Le gouvernement de Salvador Allende a violé les droits fondamentaux
- h5 : Le gouvernement de Salvador Allende a rompu l'unité populaire
- h6 : Le gouvernement de Salvador Allende a violé les droits constitutionnels
- h7 : Le gouvernement de Salvador Allende a abusé de ses droits
- h8 : Les conditions économiques et sociales se sont détériorées sous le gouvernement de Salvador Allende

Nous n'entrerons pas dans le débat de savoir si ces informations données par les militaires pour justifier le coup d'Etat étaient vraies ou fausses – un climat de désordre (instrumentalisé) régnait en

effet au Chili durant les derniers mois du gouvernement d'Allende – mais relèverons l'intérêt de ces déclarations comme prémisses à une déduction dans la conclusion serait : le coup d'Etat est un mal nécessaire en vue de la situation du pays. Dans la proclamation numéro cinq, cette conclusion – ainsi que d'autres conclusions convergentes - est explicitement donnée par les militaires comme résultat des informations précédentes⁷² :

Q1 : La sécurité interne et externe du pays est en danger

Q2 : Maintenir le gouvernement en place est nuisible à la république et au peuple chilien

Q3 : L'intervention de Augusto Pinochet est justifiée

Q4 : Le coup d'Etat répond au devoir moral de destituer un gouvernement illégitime

Ces conclusions données par les militaires se veulent prémisses d'une déduction logique aboutissant à deux conclusions encore plus radicales et idéologiquement efficace telles que :

Q5 : Le coup d'Etat est légitime

Q6 : La dictature de Augusto Pinochet est légitime

La légitimation de la dictature par le péril marxiste pour la nation représenté par le gouvernement de Salvador Allende sera récurrente tout au long des années où Pinochet a été au pouvoir, comme le démontrent ces extraits d'un discours prononcé en 1977 :

- (30) « *Para un adecuado enfoque de este problema, es conveniente reiterar, una vez más, que el 11 de septiembre no significó sólo el derrocamiento de un gobierno ilegítimo y fracasado, sino que representó el término de un régimen político-institucional definitivamente agotado, y el consiguiente imperativo de construir uno nuevo.*⁷³ » (Pinochet, 09.06.1977)

"Pour une mise au point adéquate de ce problème, il est convenable de réitérer, encore une fois, que le 11 septembre n'a pas seulement signifié le renversement d'un gouvernement illégitime et raté, mais a représenté la fin d'un régime politico-institutionnel définitivement fatigué, et par conséquent l'impératif d'en construire un nouveau »

On retrouve dans cet extrait l'affirmation de l'« illégitimité » du gouvernement d'Allende, un régime « fatigué » et « raté ». Augusto Pinochet légitimise en outre son intervention militaire en qualifiant la situation avant le coup d'Etat de « chaos », remplis de « défauts » :

⁷² Les militaires présentent clairement cette hypothèse comme résultant des informations précédentes: « *que todos los antecedentes consignados en los números anteriores son suficientes para concluir que* » - « que tous les antécédents consignés dans les numéros antérieurs sont suffisants pour conclure que »

⁷³ "LOS CHILENOS NO SE RINDEN JAMÁS":

http://www.primeraline.cl/site/c_documentos/doc_ind_discursos.html

- (31) “ (...) *el retorno del régimen anterior con sus mismos hombres y vicios y, muy pronto, un caos similar o peor al que vivimos durante el gobierno marxista.*⁷⁴ ” (Pinochet, 09.06.1977)

Le retour du régime antérieur avec les mêmes hommes et les mêmes défauts et, très rapidement, un chaos similaire ou pire à ce que nous avons vécu durant le gouvernement marxiste.

L'accusation faite au gouvernement d'Allende de rompre l'unité populaire en instaurant une lutte des classes artificielle est aussi reprise tout au long de la dictature :

- (32) “*De ahí debe brotar un poderoso elemento de unidad de la gran familia chilena, a la cual se ha pretendido sistemáticamente disgregar por tanto tiempo, impulsando una lucha de clases que no existe y no debe existir.*⁷⁵ ” (Pinochet, 9.6.1977)

De là il doit germer un puissant élément d'unité de la grande famille chilienne, que l'on a systématiquement essayé de désagréger durant longtemps, en fomentant une lutte de classes qui n'existe pas et ne doit pas exister

La légitimisation de la prise de pouvoir de Pinochet fondée sur les manquements – réels ou affirmés par l'opposition – du gouvernement de Salvador Allende repose donc sur la répétition de ces affirmations. Le bien-fondé du régime pinochetiste sera par la suite entretenu par sa contribution à la bonne santé économique du pays, créant ainsi le mythe de la réussite économique du pays. Le succès économique est déjà un argument en faveur du gouvernement de Pinochet dès les années 1970, comme le démontrent cet extrait de discours datant de 1977 :

- (33) “*Frente al éxito ya perceptible del plan económico, el progreso en las medidas de orden social, y el orden y la tranquilidad que hoy brindan una vida pacífica a nuestros compatriotas, la atención pública se ha centrado ahora en mayor medida en nuestro futuro jurídico-institucional.*⁷⁶ ” (Pinochet, 09.06.1977)

"Face au succès déjà perceptible sur le plan économique, le progrès dans les mesures d'ordre social, et l'ordre et la tranquillité qui offrent aujourd'hui une vie pacifique à nos compatriotes,

⁷⁴ "LOS CHILENOS NO SE RINDEN JAMÁS":

http://www.primeralineal.cl/site/c_documentos/doc_ind_discursos.html

⁷⁵ *ibid.*

⁷⁶ *ibid*

l'attention publique s'est concentrée maintenant sur dans une plus grande mesure sur notre avenir juridico-institutionnel."

Les bienfaits – économiques, sociaux, moraux – du régime de Pinochet sont aujourd'hui encore repris sur le site Internet de la fondation Augusto Pinochet⁷⁷ accompagnés d'essais sur la révolution économique chilienne des années 1973–1989 écrits par les inconditionnels admirateurs du général et de sa politique. L'un d'entre eux porte le titre « *Gobierno militar : Transformación económica de Chile (1973-1989)* »⁷⁸ et a été prononcé le 27 août 2003. En voici un petit extrait :

- (34) « *El Presidente Pinochet, el gobierno de las FF.AA. asume entonces la fundamentación del modelo establecido el año 1973, las condiciones para que la economía chilena inicie, no ya un proceso de recuperación, sino que un auténtico proceso de expansión económica. Se enfrenta la crisis, generamos credibilidad frente a la banca extranjera. Recibimos los flujos de crédito y Chile empieza la tarea de recuperación.* »⁷⁹ (C. Cáceres, 27.08.2003)

Le Président Pinochet, le gouvernement des Forces armées assume alors les fondements du modèle établi en 1973, les conditions pour que l'économie chilienne initie, non pas un processus de récupération, mais un authentique processus d'expansion économique. En faisant front à la crise, nous engendrons une crédibilité face aux banques étrangères. Nous recevons les flux de crédits et le Chili commence sa tâche de récupération

Le mythe du miracle économique chilien est aujourd'hui profondément ancré dans les représentations de la population chilienne. Il fait partie de la mémoire collective et participe de l'identité du pays et de ses habitants. La question n'est pas de vérifier ou d'infirmer cette réussite économique mais d'analyser les effets de ces représentations collectives sur la construction des représentations du monde individuelle. Comme nous l'avons dit, les hypothèses cognitives se trouvent renforcées par l'exposition à des prémisses aboutissant aux mêmes conclusions. C'est donc par exposition à des informations complémentaires et convergentes que se créent le système de croyance des individus, leur vision de la réalité. Comme le disent Sperber et Wilson (1989), l'inférence est une *forme de fixation des croyances* : « *l'inférence est le processus au terme duquel une hypothèse est admise comme vraie ou probablement vraie sur la base d'autres hypothèses dont la vérité certaine ou probable était admise au départ. L'inférence est donc une forme de fixation des croyances.* »⁸⁰ Ce

⁷⁷ <http://www.fundacionpinochet.cl>

⁷⁸ repris en annexe

⁷⁹ « *Gobierno militar : Transformación económica de Chile (1973-1989)* », Carlos Cáceres, 27 août 2003 http://www.fundacionpinochet.cl/1024_768.html

⁸⁰ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.1 76

renforcement rétroactif a lieu lorsque la conclusion d'une inférence converge vers des hypothèses factuelles en mémoire.

Pourtant, parfois, une nouvelle hypothèse inférée à partir d'informations nouvellement acquises peut en entrer en contradiction avec les représentations en mémoire. Dans ce cas, l'une des hypothèses sera effacée, et avec elle les prémisses qui ont servi à l'inférer : « *le dispositif efface automatiquement l'hypothèse la plus faible. Lorsqu'une hypothèse est ainsi effacée, le dispositif efface également toute hypothèse qui l'implique analytiquement, et la plus faible de toute paire d'hypothèses qui l'implique synthétiquement*⁸¹ ». L'élimination d'une hypothèse dépend donc de la force des deux hypothèses :

- Si la nouvelle information est la plus faible, celle-ci sera effacée et ne produira donc aucun effets contextuels.
- Si l'ancienne information est la plus faible, elle sera effacée et toutes les informations qui lui sont liées seront affaiblies.

Une information faisant partie d'un système de croyance homogène aura donc toutes les chances de ne pas être remise en question par une information nouvelle contradictoire, car elle aura obtenu une force élevée par renforcement rétroactif. Plus une information est ancrée dans un système de croyance fort, moins elle aura de chance d'être remise en question. Une manipulation à long terme efficace consiste donc à un changement des représentations cognitives en tant que système de pensée. La répétition et la désinformation en sont les principaux outils.

Cette création d'un nouveau système de croyance doit en outre être progressif. Comme nous l'avons vu, il est en effet important pour une fixation des croyances que les informations manipulatives aient un lien avec les représentations déjà en mémoire – pour être jugées assez économiques pour le traitement d'une part, et afin de ne pas entrer en désaccord avec les représentations du monde ayant une force élevée et donc courir le risque d'être effacées du mécanisme cognitif d'autre part.- Les informations en contradiction avec le système de croyance de l'auditeur devront en outre avoir une force élevée pour avoir une chance d'entrer en compétition avec les informations en mémoire et ainsi amorcer un changement dans le système de croyance de l'individu. Elles devront donc soit être issues de la perception, soit être émises par un locuteur auquel le destinataire accorde une grande confiance.

7. Manipulation et lexique :

Lorsqu'un individu a construit un nouvel univers de croyance à base d'informations manipulatoires, une partie de son lexique peut être influencé et acquérir une nouvelle signification. Nous l'avons vu plus haut avec la description de la langue du troisième Reich faite par Klemperer (1946/1996). De

⁸¹ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.1 76

nombreux autres exemples peuvent être tirés de la manipulation idéologique politique ou religieuse. Nous avons vu plus haut les tentatives de *légitimation* du coup d'Etat par Augusto Pinochet. Nous pouvons nous interroger sur la signification même des termes « *légitime* » et « *illégitime* » : ce dernier est en effet utilisé par Pinochet pour qualifier le gouvernement d'Allende, pourtant élu démocratiquement. Le sens commun indique néanmoins comme caractéristique principale à un gouvernement légitime le fait que celui-ci ait été mis en place en accord avec les règles démocratiques – en l'occurrence par élections populaires – . Le mot « *légitime* » est donc utilisé par Pinochet – et accepté par ses auditeurs – avec une signification différente de celle communément admise. Nicholas Allott (2006) nous propose trois types d'explication de ce mauvais usage de concepts⁸² dans le cadre de discours politiques manipulateur et de son acceptation par les destinataires. Nous les exposerons brièvement avant de les comparer avec d'autres théories de la construction du sens linguistique.

La première explication est basée sur le *modèle du code* – ou code-word model – selon laquelle les mots peuvent avoir deux significations, l'une reflétant le sens « commun » aux locuteurs d'une langue et l'autre le sens des « experts ». Ainsi le terme « *gouvernement légitime* » pourrait avoir une autre signification pour des élites militaires que pour le reste des locuteurs. Cette explication présente deux inconvénients majeurs : d'une part, il serait méthodologiquement très tendancieux de prétendre connaître les représentations cognitives du locuteur, et d'autre part, même si nous pouvions entrer dans l'esprit d'un locuteur, connaître ses représentations conceptuelles ne nous servirait pas pour comprendre les raisons pour lesquelles le destinataire ne relève pas les contradictions et imprécisions dans l'usage d'un mot.

Le deuxième modèle explicatif est celui de la *méta-représentation*. Les destinataires interpréteraient les concepts mal utilisés en les attribuant à leurs émissaires, en leur donnant la signification que ceux-ci leur ont donnée. « the thesis would be that most people hold many or at least some key political concepts attributively, that is they take them to mean whatever an appropriate authority or authorities would take them to mean.⁸³ » Les destinataires de l'énoncé « *le gouvernement de Salvador Allende était illégitime* » auront donc interprété cet énoncé comme « *Pinochet affirme que le gouvernement de Salvador Allende était illégitime, quoi qu'il entende par le terme « illégitime »* ». Cette explication en terme de méta-représentation est plus efficiente lorsque le concept mal utilisé est un concept peu connu du grand public, ou la parole de l'expert a un certain poids. Des concepts tels que « *démocratie* », « *illégitime* », ou « *marxiste* » ne répondent pas à ces critères. On peut donc penser que tout locuteur d'une langue en a une compréhension intuitive plus ou moins précise. Pourquoi donc les locuteurs ne relèvent-ils pas l'utilisation de « *misused concepts* » lors du traitement de l'information ?

⁸² « *misused concepts* » selon la terminologie de Allott

⁸³ p. 157

La troisième explication proposée par Allott compare le traitement des concepts mal utilisés à celui des *illusions pragmatiques* ou le destinataire corrige de lui-même le concept défectueux. Voici un exemple d'illusion pragmatique :

- (35) Si un avion effectuant un vol Vienne-Barcelone s'écrase sur la frontière franco-espagnole, ou va-t-on enterrer les survivants ?

Il a été démontré que si, durant le traitement de (35), le destinataire ne relève pas l'incohérence (on n'enterre pas les survivants), il le fait dans une deuxième étape lorsqu'on lui en donne les indices. De même, dans cette autre illusion pragmatique :

- (36) Combien d'animaux de chaque espèce Moïse a-t-il pris avec lui dans l'arche ?

La concentration nécessaire pour répondre à la tâche de manière optimale amène l'individu testé à réparer inconsciemment Moïse par Noé, tout en ayant comme connaissances d'arrière-plan l'histoire du déluge ou *Noé* emmène un mâle et une femelle de chaque espèce.

Allott compare le traitement des illusions pragmatiques au traitement du discours manipulateur utilisant fallacieusement des concepts erronés : « in the case of pragmatic illusions, subjects fail to make use of important information but rapidly reinterpret when cued to do so. In manipulative discourse it seems that key information about the misused term is not arrived at by the hearer, but that this information can be accessed if some re-analysis is undertaken⁸⁴ ». L'utilisation par Pinochet du terme « *illégitime* » pour qualifier le gouvernement d'Allende et justifier sa prise de pouvoir par les armes pourrait donc être ré-analysée par ses auditeurs comme étant un concept mal utilisé. Pourtant l'énonciation en question intervient dans un discours ou tout⁸⁵ accuse le gouvernement d'Allende d'incompétence à gérer la crise. Dans ce contexte, peut-on comprendre le terme « *illégitime* » comme recouvrant une signification plus proche de « *incapable* », ou « *incompétent* » ?

C'est ce que nous propose Allott dans son article de 2006. La manipulation par utilisation de « misused concepts », de même que les illusions pragmatiques, pourraient s'expliquer par l'emploi de *concepts ad hoc*, qui sont des concepts dont seules les informations pertinentes pour le traitement sont utilisées : « *ad hoc* concepts are concepts constructed by retrieving from an existing concept in long-term memory some but not all of its encyclopaedic and logical information⁸⁶ ». Ainsi, dans l'exemple des survivants d'un accident d'avion, les informations accessibles sur le concept ne seraient pas celle de « personne vivante » mais plutôt « personne », ou « personne qui était dans l'avion ».

⁸⁴ p.159

⁸⁵ menaces de guerre civile imminente, insécurité, mesures gouvernementales excessives etc.

⁸⁶ p. 160

Des études ont été faites sur les illusions pragmatiques, étude dont il est ressorti que l'effet des illusions pragmatiques est sensible si :

- le mot cadre dans le contexte général
- le destinataire cherche moins la pertinence de l'énoncé que répondre à la tâche qui lui a été demandée

Ces deux caractéristiques rejoignent les conditions d'utilisation de *misused concepts* dans le discours idéologique manipulateur. En effet, les mots utilisés – à mauvais escient – le sont dans un contexte où leur acceptation sera facilitée. En ce qui concerne la deuxième caractéristique, la recherche de pertinence est peut-être amoindrie par le contexte de manipulation émotionnelle des discours idéologiques. Il faut en effet compter sur l'impact de la masse, la mise en scène, la personnalité du locuteur etc. Ainsi, pour en revenir à l'utilisation du terme « *illégitime* » pour qualifier le gouvernement d'Allende, son acceptation par les auditeurs peut être expliquée par l'emploi d'un concept *ad hoc* d'« illégitimité * », concept recouvrant la signification « *incompétent* », « *inadapté* » etc.

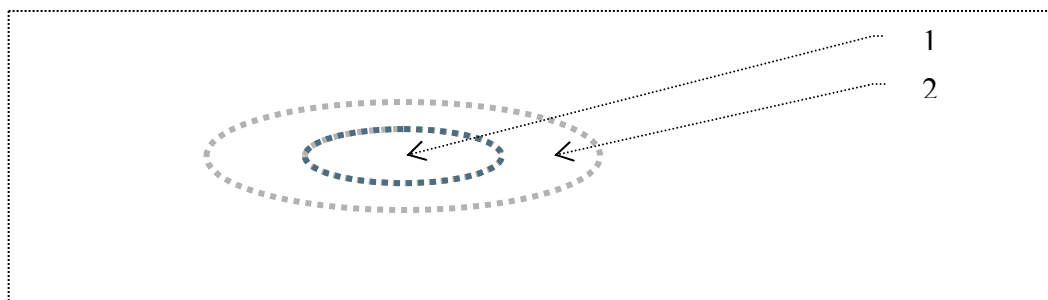


Figure 1 : Extension du sens 1 - *illégitime constitutionnellement* - au sens 2 – *inadapté* - du terme « *illégitime* »

L'utilisation du terme « *illégitime ** » dans le sens de « *inadapté* » n'est pas innocente. Elle permet en effet d'inférer une certaine « *légitimité* », dans le sens constitutionnel cette fois, à l'intervention armée de Pinochet. Une prise de pouvoir par les armes sera ainsi présentée comme plus légitime qu'un gouvernement élu démocratiquement.

L'explication par les concepts *ad hoc* est efficace lorsqu'il s'agit d'expliquer une utilisation localisée d'un *misused concept* mais ne peut expliquer les changements de signification à long terme de

certains concepts dans des régimes dictatoriaux ou sectaristes⁸⁷. Pour tenter de comprendre ces changements de référence à long terme, nous allons revenir à la théorie du signe linguistique de Ferdinand de Saussure, avant de nous replonger dans les différents modèles de catégorisation linguistique comme le modèle des conditions nécessaires et suffisantes ou la théorie du prototype.

Si l'on en revient à la description de la signification initiée par Ferdinand de Saussure, la nature du signe linguistique est *arbitraire* en ce sens qu'il ne peut y avoir de lien entre le son – le *signifiant* – et ce qu'il signifie – le *signifié* – sans quoi il ne pourrait y avoir de langues différentes. Le signe linguistique est donc le résultat de l'interaction arbitraire d'une image acoustique et d'un concept. Comme le relève Benveniste (1966), cette interaction entre l'image acoustique et le concept, si elle est arbitraire n'en est pas moins *nécessaire* : «ensemble les deux ont été imprimés dans mon esprit ; ensemble ils s'évoquent en toute circonstance⁸⁸ »

Le lien entre signifiant et signifié est un lien entre un son et une représentation mentale. Il manque donc au signe linguistique un troisième élément fondamental : l'objet auquel il réfère dans la réalité objective, le *réfèrent*. La question qui nous intéresse particulièrement dans le cadre de ce travail est la construction de cette référence, de ce lien entre signe linguistique et réalité objective. Comment se construit la signification d'un signe linguistique ? Pourquoi regroupe-t-on un certain nombre d'objets de la réalité sous un même «*chapeau dénominatif*⁸⁹» ?

Une première réponse à cette question de la catégorisation a été donnée par le modèle des *conditions nécessaires et suffisantes* (CNS) dans le courant des années 1980. Selon ce modèle, pour qu'une occurrence puisse faire partie d'une certaine catégorie, elle doit posséder un certain nombre de traits communs aux membres de la catégorie. Certains de ces traits sont *essentiels* – dans le sens où leur non-possession entraîne l'impossibilité d'appartenir à la catégorie –, d'autres sont *contingents* ou accidentels, et ne font « pas partie de la définition sémantique de l'item lexical⁹⁰ ». Le modèle des conditions nécessaires et suffisantes pose donc les catégories comme :

- des entités aux frontières nettes
- dont l'appartenance des membres peut être posée en termes de *vrai* ou *faux* – une occurrence fait ou ne fait pas partie de la catégorie, elle ne peut en faire partie à moitié ou plus ou moins fortement –
- dont les membres ont un statut égal – une occurrence ne peut être « meilleure » qu'une autre occurrence -

⁸⁷ comme par exemple les changements lexicaux sous le III^e Reich tels que Victor Klemperer les a décrits.

⁸⁸ Benveniste E. (1966) *Problèmes de linguistique générale I*, Paris. Gallimard, p. 51

⁸⁹ terme emprunté à Kleiber G. (1990), *La sémantique du prototype*, Paris : Presses universitaires de France, p.17

⁹⁰ Kleiber G. (1990), *La sémantique du prototype*, Paris : Presses universitaires de France, p 23

Pour savoir si une occurrence fait partie d'une catégorie, il suffit de comparer ces caractéristiques avec les traits essentiels de la catégorie. Ainsi, une chaise peut être catégorisée comme un objet servant à s'asseoir, avec quatre pieds et un dossier etc., tandis qu'un tabouret n'aura pas de dossier etc. Des termes comme « démocratie » ou « marxiste » pourraient être définis de la même manière :

Démocratie :

- + pouvoir au peuple
- + liberté des citoyens
- + égalité
- torture
- etc.

Marxiste :

- + répondant à la doctrine marxiste
- libéraliste
- + de gauche

Une analyse en termes de conditions nécessaires et suffisantes permet de définir les propriétés que recoupe un signe linguistique, mais elle ne répond pas à la question de comment se construit un concept cognitif derrière un signe linguistique, qui est notre question fondamentale. La CNS est en outre très efficace pour définir des objets concrets comme un *chien* ou une *table*, mais est déjà moins efficiente en ce qui concerne des mots plus abstraits et subjectifs tel que *démocratie* ou *marxisme*, sans même parler d'abstraction relevant de la croyance tels que *royaume des cieux*, *Padanie*⁹¹, etc.

L'analyse en termes de *prototype* (Kleiber, 1990) n'est pas plus satisfaisante. Elle amène en effet à considérer la catégorisation non pas en termes de traits mais en terme de ressemblance à un prototype défini par Kleiber comme « la meilleure instance, le meilleur représentant ou l'instance centrale d'une catégorie »⁹². Cette notion est bien entendu éminemment subjective. Les sujets parlants d'une langue n'auront pas tous *exactement* la même représentation du prototype du chien ou de la chaise. Pourtant les différences interindividuelles au sein d'individus d'une même culture ne varient pas de manière drastique. Des études ont en effet démontré que ces représentations présentent une assez grande stabilité et homogénéité, qu'« il règne un consensus assez large chez les sujets d'une même

⁹¹ la **Padanie** est un concept utilisé en Italie par la Ligue du Nord d'Umberto Bossi comme « *symbole des forces vives de l'Italie du nord, par opposition au sud considéré comme arriéré* » (définition tirée de l'Encyclopédie Wikipédia) ». La Padanie n'existe pas en tant que région géographique, mais comme concept idéologique de revendication séparatiste entre le nord et le sud de l'Italie. Le terme Padanie dérive pourtant de *Val Padana* ou « vallée du Po » mais son sens géographique a évolué en concept idéologique de par son utilisation idéologique par la Ligue du Nord.

⁹² Kleiber G. (1990), *La sémantique du prototype*, Paris : Presses universitaires de France , p 48

communauté.⁹³ ». Le prototype peut donc être défini comme « le meilleur exemplaire *communément* associé à une catégorie.⁹⁴ » Les traits principaux de la catégorisation en termes de prototypes tels que les présente Kleiber (1990, p.51) sont donc les suivants :

- La catégorie a une structure interne prototypique
- Le degré de représentativité d'un exemplaire correspond à son degré d'appartenance à la catégorie
- Les frontières des catégories ou des concepts sont floues
- Les membres d'une catégorie ne présentent pas des propriétés communes à tous les membres ; c'est une *ressemblance de famille* qui les regroupe ensemble
- L'appartenance à une catégorie s'effectue sur la base du degré de similarité avec le prototype
- Elle ne s'opère pas de façon analytique, mais de façon globale

Selon ce modèle, le centre d'une catégorie est donc constitué par le prototype autour duquel gravitent des occurrences présentant plus ou moins de ressemblances avec le modèle prototypique. Les occurrences s'éloignant de la représentation prototypique se situent donc à l'extrémité de la catégorie, là où la frontière avec d'autres catégories est perméable.

Ainsi, les concepts de « démocratie » ou de « marxiste » peuvent être représentés de la manière suivante :

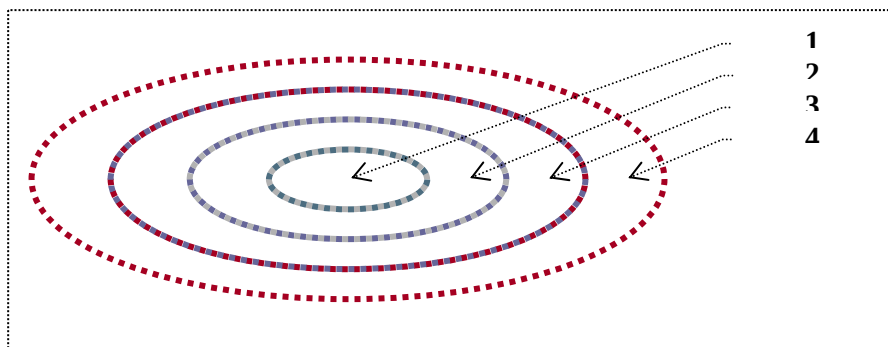


Figure 2: Structure d'une catégorie selon le modèle du prototype

Marxiste :

1. Prototype : individu obéissant à la doctrine marxiste
2. individu ayant des opinions politiques d'extrême-gauche
3. individu ayant des opinions politiques de gauche
4. tout individu n'adhérant pas à la doctrine libérale

⁹³ *ibid.*

⁹⁴ Kleiber G. (1990), *La sémantique du prototype*, Paris : Presses universitaires de France , p 49

Démocratie :

1. Prototype : *démocratie directe* : système gouvernemental ou le pouvoir est exercé par le peuple au moyen de votations populaires
2. *démocratie représentationnelle* : système gouvernemental ou les élus prennent des décisions au nom de leurs concitoyens
3. démocratie dans laquelle la liberté de la presse est limitée
4. démocratie dans laquelle certains droits de l'individu sont limités

Selon ce schéma, les occurrences proches du prototype sont celles le plus communément admise comme définissant le concept. Les locuteurs d'une langue seront en effet plus en accord sur le prototype et ses formes proches que sur les occurrences se situant à la frontière des concepts, et qui poussent tout locuteur à se poser des questions du type : *une démocratie dans laquelle certains droits des individus sont limités peut-elle encore correspondre au concept de démocratie ?* ou *Peut-on qualifier de marxiste tout individu n'adhérant pas à la doctrine libérale ?*

Un discours manipulateur peut jouer sur ces occurrences limites pour faire passer des messages fallacieux. Les discours de Pinochet recèlent d'exemples d'utilisation du mot « marxiste » dans sa dernière acception, ou dans une acception encore plus limite telle que « tout individu n'étant pas en accord avec mon régime ».

- (37) “*el gobierno marxista de Salvador Allende*” (Pinochet, 11.09.1973)
 “le gouvernement marxiste de Salvador Allende »
- (38) “*luchar por la liberación de la patria del yugo marxista*” (Pinochet, 11.09.1973)
 “lutter pour la libération de la Patrie du joug marxiste »
- (39) “*durante tres años de heroica lucha en contra de la inminente amenaza del totalitarismo comunista*” (Pinochet, 9.06.1977)
 “durant trois années de lutte héroïque contre la menace imminente du totalitarisme communiste »
- (40) “*Sólo una amarga experiencia reciente, que estuvo a punto de conducirnos a la guerra civil, nos ha hecho comprender que los derechos humanos no pueden sobrevivir en un régimen político y jurídico que abre campo a la agresión ideológica del marxismo-leninismo, hoy al servicio del imperialismo soviético, o a la subversión terrorista, que convierte a la convivencia social en una completa anarquía.*” (Pinochet, 09.06.1977)

“Seule une amère expérience récente, qui a été près de nous mener à la guerre civile, nous a fait comprendre que les droits de l'homme ne peuvent survivre dans un régime politique et

juridique qui ouvre la porte à l'agression idéologique du marxisme-léninisme, aujourd'hui au service de l'impérialisme soviétique, ou à la subversion terroriste, qui transforme la vie commune en une anarchie complète. »

La signification d'un mot comprendrait donc un sens largement répandu et d'autres acceptations variables inter-individuellement. Cette définition nous rapproche de la description des représentations conceptuelles par Sperber et Wilson (1989). Selon eux en effet, un concept est divisé en deux constituants :

- une adresse en mémoire
- un constituant ayant une forme logique

Ainsi, « lorsque l'adresse d'un certain concept figure dans une forme logique en cours de traitement, sa présence donne accès aux informations de divers types contenues à cette adresse dans la mémoire.⁹⁵ ». Ces informations sont recoupées sous trois types d'entrée :

- l'entrée logique
- l'entrée encyclopédique
- l'entrée lexicale

L'entrée logique énumère les règles logiques d'élimination qui peuvent s'appliquer aux hypothèses dont le concept est un élément. Ces règles logiques d'élimination sont des règles déductives qui permettent de préserver la vérité à base de prémisses vraies, et dont l'une au moins des prémisses ayant servi à la déduction ne se trouvera pas dans la construction. Nous avons déjà parlé de règles déductives telles que le *modus ponens* ou l'*élimination du « et »*. Les informations contenues dans l'entrée logique du concept ne varient pas d'un individu à l'autre et sont acquises par le petit enfant durant son apprentissage du langage.

Les informations regroupées sous le terme d'*entrée encyclopédique* sont quant à elles individuelles. Ce sont les connaissances d'arrière-plan d'un sujet, les « informations sur l'extension ou la dénotation d'un concept, c'est-à-dire sur les objets, les événements ou les propriétés qui tombent sous ce concept⁹⁶ ». Ainsi, l'entrée encyclopédique du terme « *démocratie* » contiendra un ensemble d'hypothèses sur la démocratie, l'entrée encyclopédique « *marxiste* » un ensemble d'hypothèse sur le marxisme. Cet ensemble d'hypothèses varie d'un individu à l'autre et dépend de l'histoire cognitive de chacun. En effet, lorsqu'un individu est régulièrement confronté à un objet ou un événement, il conçoit des hypothèses stéréotypées à son sujet et peut en anticiper le comportement. Ces hypothèses sur les objets et leur comportement sont très accessibles et permettent le traitement de l'information et la

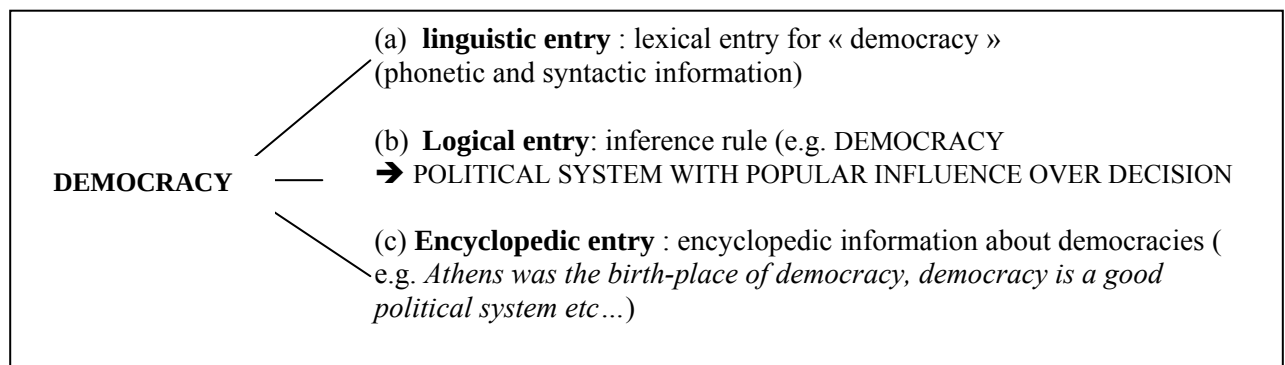
⁹⁵ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.1 35

⁹⁶ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.1 35

compréhension des énoncés. Les informations contenues dans l'entrée encyclopédique peuvent en outre recouvrir deux formes : des informations propositionnelles complètes et d'autre non-propositionnelles, ou dans les termes de Sperber et Wilson, « le savoir encyclopédique contient non seulement des hypothèses factuelles mais aussi des schémas d'hypothèse, schémas qui, dans un contexte approprié, peuvent se transformer en hypothèses à part entière ⁹⁷ ».

Enfin, l'*entrée lexicale* contient les informations phonologiques et syntaxiques du concept, « ses possibilités de co-occurrence avec d'autres éléments lexicaux, sa structure phonologique etc. ⁹⁸ »

En s'inspirant des concepts d'entrée logique, entrée encyclopédique et entrée lexicale de Sperber et Wilson, Nicholas Allott (2006) nous propose ainsi une description de la signification du terme « *démocratie* »



Ce qui est très intéressant dans ce modèle, c'est que d'une part chaque concept contient une entrée soumise aux variations interindividuelles - l'entrée encyclopédique - et une entrée stable et homogène entre locuteurs d'une langue - l'entrée logique - et que d'autre part, l'entrés encyclopédique est ouverte : on y rajoute sans cesse de nouvelles informations. C'est grâce à cette évolution des hypothèses constituant les connaissances encyclopédiques d'un individu que la manipulation à long terme peut avoir lieu.

Ainsi, chaque usage du terme « *démocratie* » dans un sens autre que celui de « *système gouvernemental ou le pouvoir est exercé par le peuple* » entraîne la formation de nouvelles hypothèses concernant la signification du mot « *démocratie* ». Ces hypothèses seront ensuite stockées dans l'entrée encyclopédique du concept et réactivées – et donc renforcées – à chaque nouveau traitement de ce mot dans la nouvelle extension. Ainsi se forment petit à petit des représentations manipulées de la réalité.

⁹⁷ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.1 38

⁹⁸ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.1 41

Que dire de termes dont l'individu n'a pas de représentation mentale avant le processus de manipulation ? Des termes comme « *Padania* » ou « *Royaume des cieux* » qui n'ont pas de référent dans le monde tel que nous le percevons ? Nous pouvons là-aussi appliquer le même principe de construction d'hypothèses au cours du traitement inférentiel de l'information par déduction non-démonstrative. Ces hypothèses, inférées à partir de prémisses données par le locuteur, puis renforcées grâce à la répétition de prémisses convergentes, pour ensuite être mémorisées à l'adresse conceptuelle donnée. De la même manière que l'on « apprend à un enfant la signification du mot « *sel* » en lui montrant le sel et en lui disant « *c'est du sel*⁹⁹ » » ainsi, « tous les emplois corrects de « *sel* » sont reliés par une chaîne causale à un « baptême » originel.¹⁰⁰ », l'on apprend la signification du terme « *royaume des cieux* » en étant confronté à un énoncé comportant ce concept et comportant assez d'informations pour en inférer la signification pour ensuite le conforter par toutes les occurrences de ce mot formant une chaîne causale reliée à ce baptême originel.

Conclusion:

Notre analyse du discours manipulateur nous a amené à nous interroger sur les stratégies mises en œuvre par les manipulateurs, mais aussi, et surtout sur les effets cognitifs de ces stratégies sur les représentations cognitives des destinataires manipulés. Nous nous sommes situés clairement dans une perspective pragmatique cognitive de description des processus mentaux permettant d'inférer des hypothèses participant de la représentation du monde à partir d'informations nouvelles et d'informations présentes dans l'environnement cognitif du destinataire. Ces processus d'inférence nous ont ainsi permis de mettre en évidence le rôle de l'information convergente pour la création d'un nouvel espace de croyance et d'une nouvelle référence pour des concepts déjà présents dans la langue.

Nous avons par ailleurs analysé comment des concepts utilisés à plusieurs reprises dans une perspective idéologique permettent de modifier à long terme et à large échelle les représentations du monde d'une population visée. Cette idée de répétition de l'information manipulée idéologiquement nous semble au terme de ce travail être une stratégie centrale de la manipulation dite globale car elle permet d'une part, la fixation des croyances et d'autre part, l'attribution d'une référence aux concepts centraux de l'idéologie.

Ces concepts centraux nous semblent fonctionner comme un ensemble de portes d'entrée vers les théories idéologiques inculquées. Ainsi, derrière le concept « *royaume des cieux* » se

⁹⁹ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.1 42

¹⁰⁰ Sperber D. et Wilson D (1989). *La pertinence, communication et cognition*. p.1 42

cacherait d'une part la signification de ce mot – c'est-à-dire les informations logiques et encyclopédiques le concernant – mais aussi un ensemble de croyances reliées à ce mot et constituant la doctrine religieuse à laquelle obéit l'individu en question. Le système de manipulation idéologique fonctionnerait donc comme un système d'activation croisée des différentes hypothèses et concepts reliés idéologiquement à l'information nouvelle.

Nous envisageons donc le système manipulateur comme un réseau connexionniste où chaque nouvelle hypothèse activerait les hypothèses en mémoire participant du même système de croyance et inhiberait les représentations opposées. Ce modèle reste très proche de la théorie de la Pertinence de Sperber et Wilson qui envisage la construction des représentations cognitives par renforcement des hypothèses de part l'inférence de nouvelles hypothèses convergentes.

Notre analyse, centrée sur les processus de déduction logique, a par ailleurs négligé une caractéristique importante de la manipulation idéologique, tant d'obédience religieuse que politique, qui consiste à utiliser l'appel aux sentiments et à l'émotion. Il serait intéressant en effet de se pencher sur l'utilisation de la peur – de l'ennemi externe et interne dans le contexte politique, et du jugement divin dans le contexte religieux – ou de la joie pour exercer une influence sur les représentations cognitives.

Une autre interrogation restée sans réponse dans le cours de ce travail est celle du rapport entre les hypothèses factuelles relevant de la croyance et celles relevant de la connaissance. À partir de quel moment une croyance peut-elle être définie comme une connaissance ? À partir du moment où elle obtient une force si élevée qu'elle ne peut plus être remise en question par une nouvelle hypothèse ? Ou dépend-elle des influences externes – de l'évolution de la science, du contexte culturel etc. - ? Ou encore, dans une perspective plus relativisante, croyances et connaissances sont-elles deux notions similaires sous des étiquettes différentes ?

Ces questions resteront pour l'instant sans réponse mais feront l'objet de nouvelles recherches plus approfondies.

Références:

- Allott N. (2006). The role of misused concepts in manufacturing contents. In De Saussure L. et Schulz P. et al (2006). *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*, Amsterdam: John Benjamins Pub Co (pp 147-168)
- Benveniste E. (1966) *Problèmes de linguistique générale I*, Paris : Gallimard
- Chilton P. (2006) manipulation, memes and metaphors. In De Saussure L. et Schulz P. et al (2006). *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*. Amsterdam: John Benjamins Pub Co (pp 15-43)
- De Saussure L. , Schulz P. et al (2006) *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*. Amsterdam: John Benjamins Pub Co
- De Saussure L. (2006). Manipulation and cognitive pragmatics. In De Saussure L. et Schulz P. et al (2006). *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*, Amsterdam: John Benjamins Pub Co (pp 113- 145)
- Dijk, T. A. Van (1995). Discourse semantics and Ideology. *Discourse and Society*, 6(2), (pp 243-289)
- Ducrot, O. et Schaeffer, J-M, (1972/1995). *Nouveau dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*, Paris : Seuil
- Eemeren F. Van et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé
- Eemeren F. Van et Grootendorst R (2004). *A systematic theory of argumentation*. USA: cambridge
- Fiske, S.T., Neuberg, S.L. (1990). A continuum of impression formation, from category-based to individuating processes: influence of formation and motivation on attention and interpretation. In M.P. Zanna (Ed.), *Advances in experimental social psychology*, Vol 23. New-York: Random House (pp 1-73)
- Kleiber G. (1990), *La sémantique du prototype*, Paris : Presses universitaires de France
- Klemperer V. (1946/1996). *LTI, la langue du IIIè Reich*. Paris : Albin Michel
- Kuhn, T. (1989). *La structure des révolutions scientifiques*, Paris : Flammarion
- Neveu, F (2004). *Dictionnaire des sciences du langage*, Paris : Armand Colin
- Rigotti E. (2006), towards a typology of manipulative processes. In De Saussure L. et Schulz P. et al (2006). *Manipulation and Ideologies in the Twentieth Century*. Amsterdam: John Benjamins Pub Co (pp 61-83)
- Searle J.R. (1972/1996). *Les actes de langage*. Paris : Hermann

Sperber D. et Wilson D. (1989), *La pertinence, communication et cognition*. Paris : Les éditions de minuit

Sperber D. (1993), La communication et le sens. In Michaud Y. (1993) *Qu'est-ce qu l'humain ? Université de tous les savoirs, volume 2*. Paris : Odile Jacob (pp 119-128)

Eemeren F. Van et Grootendorst R. (1996). *La nouvelle dialectique*. Paris : Kimé

Vernant D. (2001), *Introduction à la logique standard*, Paris : Flammarion

Annexe 1:

Extraits de discours prononcés le 11 septembre 1973

<http://www.geocities.com/himnospatrios/?200615>

Jura como miembro de la Junta Militar de Gobierno el General Augusto Pinochet Ugarte, 11 de Septiembre, 1973

Las fuerzas armadas y de orden han actuado en el día de hoy solo bajo la inspiración patriótica de sacar al país del caos en forma aguda lo estaba precipitando el gobierno marxista de Salvador Allende. La junta mantendrá el poder judicial, y la asesoría de la contraloría, las cámaras quedaran en receso hasta nueva orden

Almirante José Toribio Merino Castro se dirige a la Nación por radio sobre el movimiento de la Armada a las 8:00 am, 11 de Septiembre, 1973

Los militares, esencialmente profesionales no pueden permanecer impasibles ante el estado moribundo de nuestra patria y la desesperación de millones de chilenos. Esto no es un golpe de estado, pues es un tipo de esquema que no calza con todo este modo de ser, es el repudio de nuestra conciencia legalista y profunda convicción cívica. Solo se persigue el restablecimiento del estado de derecho, acorde con las aspiraciones de todos los chilenos cuyo quiebre ha sido denunciado por la ilustrísima corte suprema como asimismo de la cámara de diputados que es el organismo fiscalizador y que me ha hecho presente el extenso documento El poder ejecutivo ha sido sobrepasado por las circunstancias y los elementos extremistas están destruyendo sin misericordia propiedades y vidas (...)

Primera proclama de la Junta Militar sobre el alzamiento nacional contra el marxismo, 11 de Septiembre, 1973

Atención! A partir de este momento, damos paso a una red provincial y nacional de radiodifusión de las fuerzas armadas. Se invita a todas radioemisoras libres a conectarse a esta cadena. Con ustedes se leerá a continuación la proclama de la junta militar de gobierno. Santiago, 11 de septiembre de 1973. Teniendo presente, primero, la gravísima crisis económica, social, y moral que esta destruyendo el país ; segundo, la incapacidad del gobierno para adoptar las medidas que permitan detener el proceso y desarrollo del caos ; tercero, el constante incremento de los grupos armados paramilitares, organizados y entrenados por los partidos políticos de la unidad popular que llevarán el pueblo de Chile a una inevitable guerra civil, las fuerzas armadas y carabineros de Chile declaran :

- Primero, que el señor presidente de la Republica debe proceder a la inmediata entrega de su alto cargo a las fuerzas armadas y carabineros de Chile.
- Segundo, que las fuerzas armadas y el cuerpo de carabineros de Chile están unidos para iniciar la histórica y responsable misión de luchar por la liberación de la patria del yugo marxista y la restauración del orden, y de la institucionalidad.
- Tercero, los trabajadores de Chile pueden tener la seguridad que las conquistas económicas y sociales, que han alcanzado hasta la fecha, no sufrirán modificaciones en lo fundamental.
- Cuarto, la prensa, radiodifusora, y canales de televisión adictos a la unidad popular, deben suspender sus actividades informativas a partir de este instante. De lo contrario, recibirán castigos aereos y terrestre.
- Quinto, el pueblo de Santiago debe permanecer en sus casas, a fin de evitar victimas inocentes.

Firmado, Augusto Pinochet Ugarte, general de ejercito comandante en jefe des ejercito, Toribio Merino Castro, almirante, comandante en jefe de la armada, Gustavo Leigh Guzman general del aire, comandante en jefe de la fuerza armada de Chile, y Cesar Mendoza Duran, General director de Carabineros de Chile.

Bando No5. de la Junta Militar, donde se da a conocer las razones del Pronunciamiento Militar

Teniendo presente,

- primero, que el gobierno de Allende ha incurrido en grave ilegitimidad, demostrada al quebrantar los derechos fundamentales de libertad de expresión, libertad de enseñanza, derecho de reunión, derecho de huelga, derecho de petición, derecho de propiedad, y derecho en general, a una digna, y segura subsistencia.
- Segundo, que el mismo gobierno ha quebrado la unidad nacional fomentando artificialmente una lucha de clases, estéril y en muchos casos cruenta perdiendo el valioso aporte que todo chileno podría hacer en búsqueda del bien de la patria y llevando a una lucha fratricida y ciega tras ideas extrañas a nuestra idiosincrasia, falsas y probadamente fracasadas.
- Tercero, que el mismo gobierno se ha mostrado incapaz de mantener la convivencia entre los Chilenos al no acatar ni hacer cumplir el derecho, gravemente dañado en reiteradas ocasiones

- Cuarto, que además, el gobierno se ha colocado al margen de la constitución en múltiples oportunidades, usando arbitrios dudosos e interpretaciones torcidas e intencionadas en forma flagrante en otras, las que por distintos motivos han quedado sin sanción.
- Quinto, que así mismo, usando el subterfugio que ellos mismos han denominado « resquicios legales » se han dejado leyes sin ejecución, se han atropellado otras, y se han creado situaciones de hecho ilegítimas desde su origen.
- Sexto, que también reiteradamente ha quebrado el mutuo respeto que se deben entre sí los poderes del estado, dejando sin efecto las decisiones del congreso nacional, del poder judicial y la contraloría general de la república, con excusas inadmisibles o sencillamente sin explicaciones.
- Séptimo, que el poder ejecutivo se ha extralimitado en sus atribuciones en forma ostensible y deliberada procurando acumular en sus manos la mayor cantidad de poder político y económico en desmedro de actividades nacionales vitales y poniendo en grave peligro todos los derechos y libertades de los habitantes del país.
- Octavo, que el presidente de la república ha mostrado a la faz del país que su autoridad personal está acondicionada a las decisiones de comités y directivas de partidos políticos y grupos que le acompañan, perdiendo la imagen de máxima autoridad que la constitución le asigna y por tanto el carácter presidencial del gobierno.
- Noveno, que la economía agrícola, comercial e industrial del país se encuentran estancadas o en retroceso y la inflación en acelerado aumento, sin que se vean indicios siquiera de preocupación por esos problemas. Los que están entregados a su sola suerte por el gobierno que aparece como un mero espectador de ellos.
- Décimo, que existe en el país anarquía, asfixia de libertades, desquiciamiento moral y económico, y en el gobierno una absoluta irresponsabilidad o incapacidad, que han desmejorado la situación de Chile impidiendo llevar al puesto que por vocación le corresponde dentro de las primeras naciones del continente.
- Decimoprimer, que todos los antecedentes consignados en los números anteriores son suficientes para concluir que están en peligro la seguridad interna y externa del país ; que se arriesga la subsistencia de nuestro estado independiente, y que la mantención del gobierno es inconveniente para los altos intereses de la república y de su pueblo soberano.
- Decimosegundo, que estos mismos antecedentes son a la luz de las doctrinas clásicas que caracterizan nuestro pensamiento histórico suficientes para justificar nuestra intervención para deponer al gobierno ilegítimo, inmoral, y no representativo del gran sentir nacional, evitando así los mayores males que el actual vacío del poder pueda producir. Pues para lograr esto, no hay otros medios razonablemente exitosos siendo nuestro propósito restablecer la normalidad económica y social del país; la paz, tranquilidad, y seguridad perdida
- Decimotercero, por todas las razones someramente expuestas, las fuerzas armadas han asumido el deber moral que la patria les impone de destituir al gobierno que, aunque inicialmente legítimo, ha caído en la ilegitimidad flagrante, asumiendo el poder por el solo

lapso en que las circunstancias lo exijan, apoyando en la evidencia del sentir de la gran mayoría nacional, lo cual de por sí ante dios y ante la historia hace justo su actuar y por ende las resoluciones, normas e instrucciones que se dicten, para la constitución de la tarea de bien común y de alto interés patriótico que se dispone cumplir

- Decimocuarto, en consecuencia de la legitimidad de estas normas se colige su obligatoriedad para la ciudadanía, las que deberán ser acatadas y cumplidas por todo el país y especialmente por las autoridades.

Hasta aquí, el bando número cinco.

Annexe 2:

“Los Chilenos no se rinden jamás”, discours prononcé par Pinochet le 9 juin 1977

http://www.primeralinea.cl/site/c_documentos/doc_ind_discursos.html

Esa noche, cientos de jóvenes repletaban la explanada de Chacarillas. El motivo por el cual habían sido congregados por el Frente Juvenil de Unidad Nacional era la celebración del segundo aniversario del Día de la Juventud. Dicha fecha coincidía con la conmemoración de la gesta de los héroes de La Concepción. Mientras los jóvenes portaban antorchas en alto, el Presidente Pinochet -principal orador de la jornada- dio a conocer al país el itinerario institucional de su gobierno. Dicho proceso culminó el 5 de octubre de 1988, cuando el gobierno militar convocó a un plebiscito que dio como resultado un 54% a la opción No y un 43% a la opción Sí. El 11 de diciembre de 1989, el general Pinochet abandonó el poder que ejercía desde 1973, cuando encabezó la Junta Militar que derrocó a Salvador Allende.

Al celebrarse hoy el Día de la Juventud, que instituyéramos hace dos años en este mismo lugar, retorno a Él con renovada fe en el futuro de Chile.

Concurro así a la invitación que me ha formulado el Frente Juvenil de Unidad Nacional, que también celebra esta noche el segundo aniversario de su creación, como un movimiento propio y responsable de la juventud chilena, que quiso identificar su compromiso con la defensa y proyección histórica del 11 de septiembre, uniéndolo a aquel imperecedero ejemplo de patriotismo que representa la inmolación de los 77 héroes juveniles de La Concepción.

Mi corazón de viejo soldado revive con profunda emoción el coraje insuperable de Luis Cruz Martínez y de los otros 76 jóvenes chilenos, que junto a Él, en plena soledad de la sierra peruana, supieron demostrar con la entrega de sus vidas, que nuestra patria y los valores permanentes están por encima de cualquier sacrificio personal que su defensa pueda demandar.

Mi espíritu de Presidente de la República se llena de justificada esperanza, al contemplar que la juventud de hoy ha sabido descubrir el sello de eternidad y de exigencia que encierra para las generaciones siguientes la sangre que nuestros mártires derramaron, pensando en la grandeza futura de Chile.

Como muy bien lo señaláis en el lema que habéis escogido, ellos murieron porque soñaban en una patria libre, unida, grande y soberana. Convertir ese ideal en la más plena realidad posible, efectivamente es y será vuestra obra. Abriréis diariamente el surco para que podáis emprender y proseguir esa tarea, es en cambio la difícil e irrenunciable misión que Dios y la historia han colocado sobre nuestros hombros.

Hace muy poco, el pueblo chileno supo reeditar, durante tres años de heroica lucha en contra de la inminente amenaza del totalitarismo comunista, aquel supremo grito de guerra de la Batalla de La Concepción: “Los chilenos no se rinden jamás”. Y cuando acudiendo al llamado angustioso de nuestra ciudadanía, las Fuerzas Armadas y de Orden decidimos actuar el 11 de septiembre de 1973, nuevamente nuestra tierra fue regada por la sangre de muchos de nuestros hombres, que cayeron luchando por la liberación de Chile.

Quedaba de este modo en evidencia que el temple de nuestra raza y la fibra de nuestra nacionalidad para defender la dignidad o la soberanía de nuestra patria no habían muerto ni podrían morir jamás, porque son valores morales que se anidan en el alma misma de la chilenidad.

Hoy, volvemos a enfrentar una lucha desigual, contra una acción foránea de diversos orígenes y tonalidades, que a veces adopta la forma de la agresión enemiga, y que en otras ocasiones se presenta bajo el rostro de una presión amiga.

En ese complejo cuadro, Chile continuará actuando con la prudencia y mesura que tradicionalmente han caracterizado nuestra política internacional, aun en horas muy difíciles. Nuestra colaboración con los organismos internacionales y nuestro diálogo franco y leal con los países y gobiernos amigos, seguirán comprometiendo los mejores esfuerzos y la más amplia voluntad de parte nuestra. Pero por ningún motivo permitiremos que dicha actitud se confunda con debilidad o vacilación ante quienes pretenden dictarnos, desde el exterior, el camino que debemos seguir, ya que su determinación es de exclusivo resorte de nuestra soberanía interna.

Por esta razón, dispuse recientemente que renunciáramos a la solicitud de un crédito externo, cuyo otorgamiento pretendió condicionarse públicamente a un examen de un gobierno extranjero acerca de la evolución de nuestra situación en materia de derechos humanos. Estoy cierto que en esta actitud me acompaña el país entero, porque si hay algo que todo chileno de verdad tiene muy claro es que la dignidad de nuestra patria no se transa ni se hipoteca ante nada ni frente a nadie.

Quienes pretenden doblegarnos con presiones o amenazas foráneas, se equivocan rotundamente, y sólo verán crecer una cohesión interna que siempre se agiganta frente a la adversidad. Quienes, por su parte, pretenden desde el interior aliarse con estos desbordes internacionales, que parecieran revivir formas de imperialismo que creíamos ya superadas en Occidente, sólo logran retratarse mejor en sus ambiciones sin frenos, y hacerse acreedores al justo desprecio del pueblo chileno.

Menos aceptables son todavía los intentos de intervención foránea, cuando la causa que se invoca para ello es una supuesta defensa de los derechos humanos.

Nuestra historia y nuestra idiosincrasia se han forjado en el respeto de la dignidad del hombre. Sólo una amarga experiencia reciente, que estuvo a punto de conducirnos a la guerra civil, nos ha hecho comprender que los derechos humanos no pueden sobrevivir en un régimen político y jurídico que abre campo a la agresión ideológica del marxismo-leninismo, hoy al servicio del imperialismo soviético, o a la subversión terrorista, que convierte a la convivencia social en una completa anarquía.

Resulta incomprensible que toda restricción a determinados derechos de las personas se enjuicie como una presunta transgresión de los derechos humanos, mientras que la actitud débil o demagógica de muchos gobiernos frente al terrorismo no merezca reparo alguno en la materia, aun cuando es evidente que ella se traduce en una complicidad por omisión, con una de las formas más brutales de violación de los derechos humanos.

Es posible que nuestro enfoque más amplio y profundo en esta materia sea difícil de comprender para quienes no han vivido un drama como el nuestro. He ahí, en cambio, la razón por la cual las limitaciones excepcionales que transitoriamente hemos debido imponer a ciertos derechos, han contado con el respaldo del pueblo y de la juventud de nuestra patria, que han visto en ellas el complemento duro, pero necesario para asegurar nuestra liberación nacional, y proyectar así amplios horizontes de paz y progreso para el presente y futuro de Chile. La juventud se ha destacado por su comprensión visionaria hacia la exigencia histórica que afrontamos, en el sentido de dar vida a un nuevo régimen político institucional.

Es por ello que, al cumplir el Frente Juvenil dos años de vida, siento el deber de expresar que, respetando el carácter plenamente autónomo e independiente de este movimiento, el gobierno que presido aprecia debidamente los importantes avances que aquél ha ido logrando en su misión de unir a la juventud chilena en torno a un compromiso activo con Chile; con sus recursos humanos, geográficos y económicos; con el 11 de septiembre, y con la nueva institucionalidad que a partir de esa fecha está surgiendo.

De ahí que haya escogido esta noche, que ya se identifica con la juventud de nuestra patria, para señalar públicamente los pasos fundamentales que hemos delineado para avanzar en el proceso institucional del país. Nada me parece más apropiado que hacerlo en un acto juvenil, ya que seréis vosotros, jóvenes chilenos, los responsables de dar continuidad a la tarea en que estamos empeñados, y los más directos beneficiados con el esfuerzo en que ella ha puesto, desde su inicio, el país entero.

Frente al Éxito ya perceptible del plan económico, el progreso en las medidas de orden social, y el orden y la tranquilidad que hoy brindan una vida pacífica a nuestros compatriotas, la atención pública se ha centrado ahora en mayor medida en nuestro futuro jurídico-institucional. Las sanas inquietudes de la juventud y de sectores nacionales por una participación cada vez mayor, se insertan en esa realidad.

Para un adecuado enfoque de este problema, es conveniente reiterar, una vez más, que el 11 de septiembre no significó sólo el derrocamiento de un gobierno ilegítimo y fracasado, sino que representó el término de un régimen político-institucional definitivamente agotado, y el consiguiente imperativo de construir uno nuevo.

No se trata de una tarea de mera restauración, sino de una obra eminentemente creadora, sin perjuicio de que dicha creación, para ser fecunda, debe enraizarse en los signos profundos de nuestra auténtica y mejor tradición nacional.

Ello nos señala el deber de caminar por el sendero del derecho, armonizando siempre la flexibilidad en la evolución social con la certeza de una norma jurídica objetiva e impersonal, que obligue por igual a gobernantes y gobernados. En esa perspectiva, advertimos nítidamente que nuestro deber es dar forma a una nueva democracia que sea autoritaria, protegida, integradora, tecnificada y de auténtica participación social, características que se comprenden mejor cuando el individuo se despoja de su egolatría, ambición y egoísmo.

Una democracia es autoritaria, en cuanto debe disponer de una autoridad fuerte y vigorosa, y hacer imperar un orden jurídico que asegure los derechos de las personas, con una adecuada protección de los Tribunales de Justicia independientes y dotados de imperio para hacer cumplir sus resoluciones.

Protegida, en cuanto debe afianzar como doctrina fundamental del Estado de Chile el contenido básico de nuestra Declaración de Principios, reemplazando el Estado liberal clásico, ingenuo e inerme, por uno nuevo que esté comprometido con la libertad y la dignidad del hombre y con los valores esenciales de la nacionalidad. Consiguientemente, todo atentado en contra de estos principios, cuyo contenido se ha ido precisando en las Actas Constitucionales vigentes, se considera por éstas como un acto ilícito y contrario al ordenamiento institucional de la República.

La libertad y la democracia no pueden sobrevivir si ellas no se defienden de quienes pretenden destruirlas.

Integradora, en cuanto debe robustecer el objetivo nacional y los objetivos permanentes de la nación, para que, por encima de legítimas divergencias en otros aspectos más circunstanciales, los sucesivos gobiernos tengan en el futuro la continuidad esencial que les ha faltado en el pasado. De ahí debe brotar un poderoso elemento de unidad de la gran familia chilena, a la cual se ha pretendido sistemáticamente disgregar por tanto tiempo, impulsando una lucha de clases que no existe y no debe existir.

Tecnificada, en cuanto el vertiginoso progreso científico y tecnológico del mundo contemporáneo, no puede ser ignorado por las estructuras jurídicas, resultando en cambio indispensable que se incorpore la voz de los que saben al estudio de las decisiones. Sólo ello permitirá colocar la discusión en el grado y nivel adecuados, reducir el margen del debate ideológico a sus justas proporciones, aprovechar el aporte de los más capaces y dar estabilidad al sistema.

De auténtica participación social, en cuanto a que sólo es verdaderamente libre una sociedad que, fundada en el principio de subsidiariedad, consagra y respeta una real autonomía de las agrupaciones intermedias entre el hombre y el Estado, para perseguir sus fines propios y específicos. Este principio es la base de un cuerpo social dotado de vitalidad creadora, como, asimismo, de una libertad económica que dentro de las reglas que fija la autoridad estatal para velar por el bien común, impida la asfixia de las personas por la férula de un Estado omnipotente.

Estamos frente a una tarea que, por su naturaleza y envergadura, debe ser gradual. De este modo, nos alejamos por igual de dos extremos: el del estancamiento, que más tarde o más temprano siempre conduce los procesos sociales a rupturas violentas, y el de la precipitación, que traería consigo la rápida

destrucción de todo nuestro esfuerzo, el retorno del régimen anterior con sus mismos hombres y vicios y, muy pronto, un caos similar o peor al que vivimos durante el gobierno marxista.

El proceso concebido en forma gradual contempla tres etapas: la de recuperación, la de transición y la de normalidad o consolidación. Dichas etapas se diferencian por el diverso papel que en ellas corresponde a las Fuerzas Armadas y de Orden, por un lado, y a la civilidad, por el otro. Asimismo, se distinguen por los instrumentos jurídico-institucionales que en cada una de ellas debe crearse o emplearse.

En la etapa de recuperación, el poder político ha debido ser integralmente asumido por las Fuerzas Armadas y de Orden con colaboración de la civilidad, pero en cambio, más adelante, sus aspectos más contingentes serán compartidos con la civilidad, la cual habrá de pasar así de la colaboración a la participación.

Finalmente, entraremos en la etapa de normalidad o consolidación, donde el poder será ejercido directa y básicamente por la civilidad, reservándose constitucionalmente a las Fuerzas Armadas y de Orden el papel de contribuir a cautelar las bases esenciales de la institucionalidad y la seguridad nacional en sus amplias y decisivas proyecciones modernas.

Hoy nos encontramos en plena etapa de recuperación, pero estimo que los progresos que en todo orden estamos alcanzando nos llevan hacia la de transición.

Durante el período que falta de la etapa de recuperación será necesario completar la dictación de actas constitucionales en todas aquellas materias de rango constitucional aún no consideradas por ellas, como también de algunas leyes trascendentales, como de seguridad, trabajo, previsión, educación y otras que se estudiarán en forma paralela.

De esta manera quedará definitivamente derogada la Constitución de 1925, que en sustancia ya murió, pero que jurídicamente permanece vigente en algunas pequeñas partes, lo que no resulta aconsejable.

Simultáneamente, deberán revisarse las actas constitucionales ya promulgadas en algunas materias donde su aplicación práctica hubiere demostrado la conveniencia de introducir ampliaciones, modificaciones o precisiones.

La culminación de todo este proceso de preparación y promulgación de las actas constitucionales, que continuará desarrollándose progresivamente desde ahora, estimo que deberá en todo caso estar terminado antes del 31 de diciembre de 1980, ya que la etapa de transición no deberá comenzar después de dicho año, coincidiendo su inicio con la plena vigencia de todas las instituciones jurídicas que las actas contemplen.

Entre las referidas actas constitucionales, ocupa un lugar prioritario la que habrá de regular el ejercicio y la evolución de los Poderes Constituyentes, Legislativo y Ejecutivo. Para orientar en esta materia a la Comisión de Estudios de la nueva Constitución, el presidente que os habla entregará próximamente ciertas directrices fundamentales que permitan a dicha comisión preparar el anteproyecto pertinente, para su posterior consulta al Consejo de Estado, antes del pronunciamiento final que corresponderá a la Junta de Gobierno.

Dichas orientaciones para el esquema que deberá regir en la etapa de transición son principalmente las siguientes:

-El Poder Constituyente deberá permanecer siendo ejercido por la Junta de Gobierno. Sin embargo, Él se ejercerá normalmente con previa consulta al Consejo de Estado.

-El Poder Ejecutivo deberá permanecer siendo ejercido por el presidente de la Junta de Gobierno, en calidad de Presidente de la República, y con las facultades de que hoy ya está investido.

-El Poder Legislativo, de acuerdo a la tradición nacional, deberá tener dos colegisladores: el Presidente de la República y una Cámara Legislativa o de Representantes, como se podrá denominar, sin perjuicio de las facultades legislativas que, en esta etapa de transición, deberá mantener la Junta de Gobierno, en carácter extraordinario.

Estas atribuciones deberán comprender, por una parte, el derecho de cada uno de sus integrantes a presentar proyectos de ley a través de la Presidencia de la República y, por la otra, la facultad de solicitar, antes de la promulgación de cualquier ley, que su texto sea revisado por la Junta de Gobierno. En este último caso, si en la Junta prevaleciera la opinión de que un precepto atenta contra la seguridad nacional, Éste no podrá ser promulgado. Se trata de un veto absoluto destinado a operar en los casos en que la Junta de Gobierno lo interponga, a petición de cualquiera de sus miembros, diferenciándose así del veto ordinario del Presidente de la República frente a la Cámara Legislativa.

Por su parte, y tal como lo expusiera el 18 de marzo pasado, la Cámara Legislativa o de Representantes deberá tener una composición mixta: un tercio de sus miembros habrá de corresponder a personalidades de alto relieve nacional, que la integrarán por derecho propio o por designación presidencial, y los otros dos tercios restantes serán representantes de regiones o agrupaciones de regiones en una cantidad proporcional al número de sus habitantes.

En cuanto a la legislación ordinaria, se deberán contemplar sistemas de iniciativas de las leyes de veto presidencial y otros que eviten los excesos demagógicos que caracterizaron a los últimos períodos de nuestro anterior Parlamento.

Esencial importancia cabe atribuir a que la Cámara Legislativa cuente con comisiones técnicas, en que participen establemente, con derecho a voz, las personas más calificadas en el plano científico, técnico y profesional en las diversas materias.

La instalación de esta Cámara Legislativa deberá realizarse el año 1980 y para su primer período, cuya duración será de cuatro o cinco años, dado que no es factible la realización de elecciones, los representantes de las regiones habrán de ser designados por la Junta de Gobierno.

Posteriormente, en cambio, dichos representantes regionales se elegirán ya por sufragio popular directo, de acuerdo a sistemas electorales que favorezcan la selección de los más capaces, y que eviten que los partidos políticos vuelvan a convertirse en maquinarias monopólicas de la participación ciudadana.

Constituida la Cámara Legislativa en este período, es decir, con dos tercios de sus miembros elegidos popularmente, deberá corresponder a la propia Cámara el designar al ciudadano que a partir de esa fecha desempeñará el cargo de Presidente de la República por un período de seis años.

Simultáneamente con lo anterior, que implicará el paso de la etapa de transición a la de consolidación, corresponderá aprobar y promulgar la nueva Constitución Política del Estado, única y completa, recogiendo como base la experiencia que arrojó la aplicación de las Actas Constitucionales. La etapa de transición así para culminar los estudios del proyecto definitivo de la nueva Carta Fundamental.

Al bosquejar este plan general ante el país, el gobierno cree cumplir con su misión de esclarecer las líneas básicas sobre las cuales anhela desarrollar nuestra evolución institucional próxima, durante la cual también será necesario intensificar la elaboración y consagración jurídica de las nuevas formas de participación social, tanto de carácter gremial o laboral, como estudiantil, profesional, vecinal y de las demás expresiones ciudadanas en general.

Jóvenes chilenos: la posibilidad de materializar íntegramente este plan está sujeta a la condición de que el país siga presentando los signos positivos que nos han permitido avanzar hasta la fecha.

Para ello se requiere indispensablemente el concurso patriótico de toda la ciudadanía y, muy especialmente, el idealismo generoso de la juventud, que debe encender de mística nuestro camino hacia el futuro.

No ignoro que se levantarán muchos escollos, ambiciones y personalismos, que de mil maneras pretenderán impedir nuestra marcha, y hacernos volver hacia atrás, donde sólo nos esperarían las penumbras de la esclavitud. Pero estoy seguro de que la luz que emerge al final de nuestra ruta será siempre más fuerte, más luminosa y, por encima de todo, confío plenamente en Dios, en el pueblo de Chile y en nuestras Fuerzas Armadas y de Orden que, con patriotismo, hoy guían sus destinos.

Mis queridos jóvenes, el futuro de Chile está en vosotros, cuya grandeza estamos labrando.

Annexe 3:

“Gobierno militar: Transformación económica de Chile”, discours prononcé par Carlos Cáceres, le 27 août 2003

Quiero referirme a la tarea de reconstrucción, a la tarea de transformación económica realizada durante el Gobierno Militar.

Yo creo que es conveniente hacer, cuando vemos en las páginas de la prensa, en los medios de la televisión, de la radio, que se pretende reescribir la historia de Chile, dejando como muy de lado la obra fundacional del régimen militar, me parece altamente necesario y altamente conveniente, detenernos por un momento en este camino y recordar lo que fue una auténtica obra de reconstrucción, una auténtica obra de transformación económica.

Esta tarea de transformación económica, no es posible entenderla si no se comprende el estado en que se recibió el Gobierno Militar, del país, aquel 11 de septiembre de 1973. Un estado caótico, desde el

punto de vista moral, un estado caótico desde el punto de vista político, un estado caótico desde el punto de vista económico.

El país, este Chile, era sin lugar a dudas, un caso en todos sus aspectos de su vida social.

Pero cuando nos preguntamos y una pregunta que debemos hacernos. ¿Este estado de caos llegó en forma abrupta? ¿llegó en forma no esperada a la vida de la sociedad chilena?. La respuesta va en un sentido negativo. Los procesos sociales no trascurren en el curso de un día, no transcurren en el curso de meses e incluso no transcurren a lo largo de varios años. Al recorrer la obra realizada y ver la anticipación a esa obra, uno debe señalar, con mucha claridad que el año 1973 fue solo el término de un largo proceso de deterioro que había experimentado el país.

Los historiadores se encargarán de señalar cual fue el período específico en que se inicia este deterioro en la vida política y en la vida económica de Chile; haciendo un intento de historiador yo coloqué el año 1929, con el año en el cual Chile, da un paso también de transformación en la vida económica del país. La crisis del año 1999 golpea a Chile como no lo hace en ningún otro país, como no lo hace en ninguna otra nación. Chile, abierto a la economía internacional. Chile con un papel del estado bastante importante, sufre las consecuencias de la caída del precio de los minerales y esto induce al país a iniciar una nueva estrategia económica, una estrategia económica que esta enraizada en algunos aspectos sustantivos.

En primer lugar un proceso de industrialización. No se pregunta a la autoridad económica, no se pregunta a la autoridad política, donde están radicadas las ventajas competitivas de Chile. Se parte de un prejuicio...para que un país sea desarrollado, es absolutamente indispensable que ese país cuente con recursos que de alguna manera apoyen a ese sector industrial. ¿Cómo se apoya la creación del sector industrial?. Se apoya generando las empresas de energía, generando las empresas de acero, generando protección arancelaria para impedir la importación de productos industriales y generando también una política de tipo de cambio que de alguna manera estimule la actividad de la industria.

Nace entonces un proceso industrial al amparo y eso es lo importante de una protección del estado. Paralelamente este estado esta creciendo, esta experimentando un proceso de crecimiento importante que de alguna manera va destruyendo la operatoria de los mercados. Se comienza a controlar los precios, se comienza a controlar la tasa de interés se comienza a controlar las remuneraciones se establecen los precios mínimos y es el estado el que comienza a absorber una tarea que en la realidad económica natural le corresponde evidentemente a la operatoria de los mercados.

Pero este proceso hay que financiarlo. El proceso de intervención creciente del estado requiere de un financiamiento. La fórmula que se utiliza es ampliar el rol del Banco Central, que va a comenzar a entregarle créditos al fisco para que esta a su vez vaya experimentando una creciente participación en la vida económica del país. Este proceso de inflación asociado a la intervención del estado termina por generar una clara ineficiencia económica y el resultado de esa ineficiencia, y el resultado de esa protección y el resultado de esa intervención y el resultado de la inflación es lamentarnos en el día de hoy a que durante un largo periodo de tiempo la economía chilena ni siquiera experimentó un crecimiento similar al crecimiento de la población.

Pero este deterioro de la economía chilena que tal como lo señalo parte por allá por los años 1929 y se

profundiza a comenzar de la década de los 40 alcanza un punto culminante en la administración de la DC a partir de 1964. El lema del Presidente Eduardo Frei Montalva es llevar a cabo una revolución en libertad y la forma en llevar a cabo esa revolución en libertad está circunscrita a un proceso de profundas reformas estructurales. Emergen con fuerza ese concepto, el concepto de la reforma estructural y se inicia el proceso de la reforma agraria, se inicia el proceso de la nacionalización y se dice chilenización de la minería. Comienza el proceso de la reforma industrial, se acentúa el proceso de intervención del estado.

Pero cuando uno analiza sin planteamiento ideológicos, sin planteamientos dogmáticos de ninguna naturaleza lo que esta detrás es importante entenderlo así. Lo que está detrás del proceso de reforma estructural es un proceso de transferencia de propiedad desde el sector privado al sector del estado. Esa es la reforma estructural de la Democracia Cristiana.

Se hace la reforma agraria pero no se entregan los títulos de propiedad, se crean los asentamientos se genera la dependencia del estado de los campesinos de Chile. Se habla del proceso de la reforma de la minería, pero no se entrega la minería a la propiedad de los chilenos; la minería se transfiere desde la propiedad del capital norteamericano principalmente a la propiedad del estado.

Y cuando observamos este proceso de transformación de la vida económica chilena a una economía altamente estatizada, hay que entender que detrás de la transferencia de la propiedad esta la transferencia del poder político. La generación de dependencias de la ciudadanía chilena de un poder cada vez mas creciente del estado Termina el gobierno de la Democracia Cristiana. Una economía con baja tasa de crecimiento, que vive un alto proceso de inflación y en un caos que comienza a emerger como consecuencia de las presiones sociales a que ha dado origen esta política de las denominadas reformas estructurales, reitero, una política que en el fondo ha buscado la generación de dependencias de los individuos del estado por la vía de la transferencia de propiedad del estado, asimilando esa transferencia a propiedad al incremento de un auténtico poder propiedad político.

Es en esas condiciones donde se lleva a cabo la elección presidencial del año 1970. Elección presidencial con tres candidatos, el candidato don Jorge Alessandri, el candidato Radomiro Tomic y el candidato Salvador Allende.

Los resultados de la elección: Allende un 36.2%, Alessandri un 34.9%. Tomic un 27.8 %. Una distancia de aproximadamente 30 mil votos. Pero cuando se leían los programas políticos del presidente Allende y los programas políticos del candidato Tomic las diferencias realmente no eran apreciables. Y ayer leíamos una entrevista en el diario El Mercurio al ex Presidente don Patricio Aylwin en que él categóricamente señala que había una clara unidad de objetivos y de propósitos entre la candidatura de Tomic y la candidatura de Allende. El país se había volcado a una posición donde buscaba una vez mas, una creciente participación del estado en la vida económica del país que nos acercara a una versión de una sociedad socialista.

Sabemos que el Presidente Allende fue finalmente electo por el Congreso Nacional, previo a la firma de un estatuto de garantías con la Democracia Cristiana, estatuto de garantías que meses mas tarde, ya una vez en el gobierno el Presidente Allende lo calificaría como una operación de índole táctico. Lo que

interesaba realmente era obtener el poder y si para obtener el poder era necesario firmar cualquier tipo de documento, el documento se firmaba.

Asume el Presidente Allende su cargo el 4 de Noviembre de 1970. El Presidente Allende, dijo exactamente lo que iba a hacer. Puede ser que nosotros no le hayamos creído, pero al leer el programa de gobierno de la Unidad Popular el Presidente Allende no esconde el propósito fundamental de su gobierno cual es crear en Chile las condiciones para el imperio de una sociedad socialista, entendiendo socialismo como aquel esquema que los medios de producción están en manos del estado.

El Presidente Allende vino entonces a concluir un proceso, a concluir una etapa que se había iniciado por allá por los años 1940, pero que había que profundizarla, había que finalmente transformar la sociedad eminentemente socialista, bajo el concepto claro del socialismo marxista.

El proceso del Presidente Allende es un proceso muy claro, un proceso muy deliberado en la búsqueda del poder total. Cuando me ha tocado plantear este tema del gobierno de la Unidad Popular, lo he dividido en lo que he denominado, los tres momentos del gobierno de la UP. El momento de las expropiaciones, el momento de la inflación y el momento del racionamiento. Cada uno de ellos encadenados en forma deliberada. El Presidente Allende en su discurso del 31 de diciembre del año 1970, anuncia al país que pocos meses mas tarde enviará una ley al Congreso con el propósito de estatizar la totalidad de la banca. Ese proyecto de ley, jamás llegó al Congreso...se estatizó la totalidad de la banca. El proceso de intervención del sistema financiero determinó que finalmente que la totalidad del mercado de capitales chileno estuviera en manos del estado.

¿Qué buscaba eso? Buscaba en el fondo que todo el otorgamiento de crédito tuviera precisamente una orientación de tipo político, de tipo ideológico, el aprovechamiento del poder político para finalidades de carácter económico.

Luego, se expropiaban las empresas, recordemos que haciendo uso de un decreto firmado por allá por el año 1935 en la República Socialista de Carlos Dávila de los 100 días emerge un decreto en que se puede intervenir las compañías acusándolas de desabastecimiento. Muy fácil, se paraliza el proceso productivo, el gobierno acusa a la empresa de desabastecimiento y de esa acusación emerge inmediatamente a colocación de un interventor. Este es el año 1971, el momento de la expropiación.

Año 1972 la segunda etapa, la etapa de la inflación. Quienes conocen las materias económicas, quienes han leído las páginas de la historia, sabe perfectamente bien que la mejor manera, y esto fue dicho claramente por Lenin “La mejor manera de destruir un sistema capitalista es por la vía de debilitar el papel de la moneda”. A eso se dedica e segundo año del gobierno de la Unidad Popular: a destruir el valor de la moneda a impedir que sea a moneda la que acarree la operatoria de los mercados, la que determine la compra, la que determine la adquisición, de los bienes y los servicios que se transan en la economía.

La inflación, que había llegado a niveles 12 – 15 % que había llegado en 1971, solo en un mes, el año 1972 se eleva en un 22%. Entramos en un proceso de hiperinflación. ¿Qué es lo que se pretende?. Destruir el valor de la moneda. No será el mercado monetario, el que entrará a determinar la adquisición de los bienes; ahora hay que buscar una operatoria distinta y esa operatoria distinta es la que se inicia en el tercer momento del gobierno del Presidente Allende, el gobierno de la Unidad Popular.

Efectivamente en enero de 1973, el ministro de economía de esa época, hoy día senador de la República, don Fernando Flores, anuncia el inicio del racionamiento.

La constitución de las denominadas Juntas de Abastecimientos y Precios, las famosas JAP. ¿Qué es lo que está detrás de ese proceso de formación de las Juntas de Abastecimientos y Precios?. Está detrás el racionamiento de todos los alimentos y la entrega de bienes específicos a personas específicas. Se ha destruido el rol del mercado por la vía de la inflación. Hoy día será la autoridad del estado a que determinara quien va a comprar y que es lo que va a comprar.

¿Qué se ha logrado finalmente en este camino deliberado de expropiación, inflación y racionamiento. Acrecentar la dependencia de los ciudadanos respecto del estado. Si yo quiero encontrar alimento debo formar parte de la Junta de Abastecimientos y Precios. Debo integrar el aparato del estado, para efectos de acceder a los bienes y servicios. Se ha completado así la tercera etapa del gobierno de la Unidad Popular que ha buscado reitero, y aquí no lo podemos llamar equivocación, un camino deliberado en la búsqueda de la totalidad del poder, en la búsqueda de generar las dependencias de todos los ciudadanos respecto del estado, respecto del gobierno. Veamos algunas cifras. ¿Qué pasaba el año 65 y que pasa el año 1973 con el tamaño del estado.

El año 1965 la minería, el 13% en manos del estado y el año 73 el 85% en manos del estado. Los servicios públicos, los servicios de utilidad pública 25% el año 1965, 100% el año 1973: toda la propiedad en manos del estado. El transporte, el 24% el 65 y el 70% el 73; las comunicaciones el 11% el 65 y el 70% en 1973 y el sistema financiero el 85% en manos del estado el 73.

¿Qué ha pasado con las expropiaciones?

El sector agrícola, desde el año 1965 hasta el inicio del gobierno de la Unidad Popular, el proceso del Presidente Frei fundamentalmente, se han expropiado un total de 1.408 predios. Durante el gobierno del Presidente Allende el total de predios ha subido 5.036. Buena parte de la tierra cultivable ha pasado a manos del estado.

¿Qué ha pasado con la producción?

Algo realmente que nos llama la atención en el día de hoy. En el año 70 Chile se abastecía en un 82 % con la producción interna de trigo. El año 1973 solamente el 45% del consumo de trigo en Chile era abastecido internamente.

Lo importante este proceso de expropiación de a actividad agrícola no ha generado mayor producción, ha generado una vez mas, una mayor dependencia de los campesinos respecto del estado.

Los índices de producción son de variada naturaleza, pero todos con indicaciones negativas, la producción de trigo, la producción de cobre, la producción pecuaria, la producción industrial, la producción agrícola, todos mostrando indicadores negativos. Tal vez el punto mas notable...el precio del dólar.

Cuesta entender hoy día cuando tenemos un mercado libre del dólar qué acontecía en esa época. Había mas de ocho áreas distintas de tipo de cambio y fíjense bien, el tipo de cambio del año 1973 oficialmente fluctuaba entre 25 pesos para importar los productos llamados esenciales hasta un valor final de 1.300 pesos.

En el mercado negro el dólar se llegó a transar en aproximadamente 3 mil pesos.

Una diferencia de mas de cien veces, dependiendo de la utilización que se le iba a dar. Una distorsión absoluta en el mercado cambiario. Para qué hablar de las finanzas públicas. Hoy día estamos haciendo una tarea importante para exigir que el gobierno no supere un déficit estructural de mas del 1% del producto.

¿Qué pasaba el año 1973?

El déficit respecto del gasto 53 %, el déficit respecto del producto 21 % ,el gasto total como parte del producto nacional el 40%. Las empresas del área social, el área que había sido expropiada, un 40% de déficit. Esa era la realidad en lo que se refería a las finanzas públicas.

Y en materia de inflación, el país en un proceso de hiperinflación. La emisión monetaria del Banco Central tenía que alimentar el crecimiento de estado y esa alimentación tenia que terminar en un creciente proceso de elevación de precios, un proceso de hiperinflación.

Así termina el régimen de la Unidad Popular, con una economía destrozada, una economía en manos del estado, una economía que había generado lo que buscaba el Presidente Allende cuando asume la Presidencia de la República. La generación en Chile de las condiciones para el imperio de una sociedad eminentemente socialista.

Ante el llamado ciudadano, se genera el Pronunciamiento Militar del 11 de septiembre del año 1973 y se inicia, el motivo de esta charla, el proceso de transformación de la economía de Chile. Un proceso que como todo proceso social, tiene que partir con definiciones que son anteriores a la cosa económica. La economía es un instrumento, la economía es un medio, para entregar bienes y servicios a los ciudadanos. Antes que las definiciones económicas, están las definiciones morales y están las de tipo político y eso está claramente establecido desde las primeras declaraciones del Gobierno de las FF.AA. y de Orden. Lo que buscará Chile es crear las condiciones para una sociedad de libertades. Ese será el carácter fundacional del Gobierno Militar. La generación de condiciones para el imperio de una sociedad de libertades. Encaminar hacia lo distinto que había generado el gobierno de la Unidad Popular.

Es transformar una sociedad eminentemente estatizada y socializada en una sociedad que se fundamente en el imperio del valor moral de la libertad. Desde esa perspectiva es de donde emerge la voluntad del gobierno para iniciar esta nueva estrategia económica. La estrategia de implantar en el país las condiciones para que sea una economía de mercado, la que efectivamente defina el proceso de asignación de los recursos. Pero reitero, detrás de esa definición de una economía social de mercado hay previamente una definición clara precisa de carácter político. Chile una sociedad de libertades. Chile, una sociedad que se va a fundamentar en el ejercicio de las responsabilidades individuales. Una sociedad que tendrá como principio fundador, la subsidiaridad, el principio que señala que la responsabilidad individual., precede a la responsabilidad global y que el estado solamente debe actuar en subsidio cuando los individuos no tienen las competencias ni las facultades para cumplir sus finalidades específicas.

¿Cual es la estrategia económica que sigue el Gobierno de las FF.AA. y de Orden presidido por el Presidente Pinochet?

Echemos un vistazo a los principales aspectos de esa estrategia económica. Aquí, el estado

todopoderoso que definía que, cómo y para quién se producía, desde la primera parte del Gobierno Militar se crean las condiciones para que sea el libre mercado el que determine, el que defina, el que de las soluciones a los problemas básicos que tiene cualquier economía. Será el libre ejercicio de las voluntades de los productores y los consumidores los que convergerán para determinar qué se va a producir cómo se va a producir, y para quién se va a producir.

La economía se abrirá a la competencia internacional. Una economía protegida, cerrada, que el año 1973 tenía 5.400 posiciones arancelarias distintas. Hoy día cuando el único arancel que impera en el país es el 6% con algunas desviaciones por los tratados de libre comercio que se han firmado, el año 1973... 5.400 posiciones arancelarias distintas que fluctuaban entre un 0 % y un 10.000 %. Esa era la distorsión del proceso que comunicaba a Chile con la economía internacional.

Se abre la economía chilena y surge una preocupación evidente, por los denominados equilibrios macroeconómicos. Una economía coherente, que mira la política fiscal, la política monetaria, de precios, de comercio y de ingresos. Un sentido de sistema que es un sistema como un todo que hay que buscar optimización y de ahí una tarea coherente, en que se buscan los equilibrios macroeconómicos para que en esos equilibrios macroeconómicos se fundamenten la posibilidad de un crecimiento sustentable a lo largo del tiempo. El denominado rol subsidiario de gobierno.

La implementación efectiva, la proyección real del principio de subsidiariedad en la vida económica del país. Que sean los individuos los que adopten las decisiones en todos los campos de su competencia. Seguridad social, salud, vivienda, educación.

Es primero una responsabilidad individual y solamente en subsidio puede entrar a operar el estado.

Los instrumentos principales de esta revisión somera de esta gran transformación económica, la primera etapa, la reducción de los aranceles, buscando los aranceles parejos, el ministro de Hacienda, don Lorenzo Gotuzzo anuncia en diciembre del año 1973 que el país va a iniciar una política de desgravación arancelaria, para llegar finalmente a una tasa pareja a todos los sectores del 35 %. Posteriormente se cambiaría esa tasa a 10 %. No es una tarea fácil.

Una economía que había nacido al amparo de la protección no iba a aceptar fácilmente exponerse a la competencia internacional. Surgen las quejas, surgen los reclamos. Va a quebrar el sector industrial de Chile, la industria no va a tener la capacidad para competir con el exterior. La voluntad realizadora, la capacidad de decisión, el empuje y el coraje para enfrentar adversidades, lleva al gobierno a tomar las medidas correspondientes. Se produce la rebaja arancelaria.

Sistema de cambio libre. Sistema de precios libres. El año 1973 había en Chile mas de 3.500 precios fijados por el estado. Imagínese Ud., la inteligencia de esa autoridad para definir los precios de 3.500 productos. Se generaba nuevamente todas las relaciones incestuosas entre los favorecidos por esa política de fijación de precios y las autoridades que fijaban esos precios.

En Octubre del año 1973 el gobierno de las FF.AA. y de Orden anuncian la libertad de precios dejando todavía fijados unos 30 a 35 precios de los llamados productos esenciales que se dejarían libres pocos años mas tarde.

No es una decisión fácil. Se comenta que incluso personeros militares de las FF.AA. se oponían a ese

tipo de decisiones. Era algo nuevo que estaba ocurriendo en Chile. Había que poner, nuevamente voluntad y coraje para asumir las consecuencias de las decisiones. El proceso de privatización de empresas. Tampoco fue un proceso fácil.

Siempre se pregunta cómo en un gobierno militar que buscaba el tamaño del estado, va a privatizar empresas con lo cual se desprende de un poder del estado. Nuevamente la consecuencia con el principio fundamental de la subsidiariedad. Es la responsabilidad individual el manejo de las empresas.

Solamente en subsidio debe operar el estado. Se producen las privatizaciones. Primero de las empresas que habían sido expropiadas por la Unidad Popular y luego un proceso que transcurre hasta prácticamente hasta 1987 – 88 cuando se privatizan la totalidad de las empresas referidas a la utilidad pública.

La búsqueda de los equilibrios macroeconómicos, condición fundamental para el crecimiento sustentable. Una política fiscal que estimula el ahorro y la inversión. La fuente del crecimiento de la economía, está en el proceso de inversión. Allí radica la posibilidad de expansión de un proceso económico.

Pero esa inversión hay que financiarla y se financia con el ahorro. Hay que promover políticas que de alguna manera incentiven ese proceso de ahorro e inversión. Se descentraliza el gasto social. Surge con fuerza las grandes reformas auténticamente estructurales que van en la dirección de nuevo de crear los espacios para que sea la responsabilidad individual la que asuma su tarea.

Surge la reforma de la seguridad social, de la salud, de la educación y que se abran los espacios a la acción de los privados. Se focaliza el gasto social. Se mide por primera vez en la historia del país, donde están radicados los sectores de extrema pobreza y se orienta la política social específicamente a ese sector de extrema pobreza, no creando dependencias políticas sino que entregándoles mejores condiciones de salud, educación y vivienda de tal manera de acrecentar la capacidad de ese activo para generar un ingreso que cada vez sea mayor. Una política focalizada desde el punto de vista social.

Y por último, sin lugar a dudas, tan importante como todos los anteriores, no basta con hacer una revolución económica. No basta con hacer una reforma de carácter económico. Una auténtica reforma, una auténtica transformación desde el punto de vista económico exige de una institucionalidad, exige instituciones de las cuales se fundamente este proceso de reforma en la vida económica del país y el gobierno de las FF.AA. y de Orden entrega ese marco institucional. Hagamos un breve recorrido a algunas cifras de los ilustres de este gran proceso de transformación. Chile vivió distintas etapas entre 1983 y marzo de 1990 en que el gobierno de las FF.AA. es entregado a un gobierno elegido en el voto popular.

Las etapas pueden ser discutidas. Todos los criterios de separación de etapas evidentemente surgen de análisis de tipo subjetivo, que pueden ser debatidos.

Yo lo he dividido el período en las siguientes etapas. El año 1974, el año de la normalización, de la estabilización. Índice de inflación 376 %, desempleo, casi el 10 %. Crecimiento modesto del 1 %. Recordemos de dónde habíamos partido, de un caos desde el punto de vista económico, con caídas en la producción, con alto desempleo y con una hiperinflación. El primer año, el año ordenamiento de la

economía. Cuando la economía se está ordenando, debe enfrentar la primera gran crisis internacional del petróleo.

Cuando comenzamos a recomponer las piezas se enfrenta primero a una contingencia extremadamente difícil. El precio del petróleo en ese entonces se tranzaba a 3 dólares el barril sube abruptamente a 12 dólares el barril. Esa es la crisis del petróleo y evidentemente Chile que importa petróleo para llevar adelante su tarea productiva, debe hacer el ajuste económico y ese ajuste qué es lo que implica, una caída de la actividad, 13 por ciento, que prácticamente no se avanza en la lucha contra la inflación y la tasa de desempleo se eleva a niveles del 15 - 16 %.

Chile hace el ajuste. Enfrenta con realismo, sin aplicar de las condiciones fundamentales de una economía de mercado y se inicia un proceso de expansión y recuperación de la economía nacional. Desde 1976 hasta 1981. Tasa de crecimiento, un 6.8 por ciento. Cae la inflación de 370 por ciento al 9.5 el año 1981. Tasa de desempleo, niveles del 11- 12 por ciento.

La economía chilena experimenta una alta tasa de crecimiento, gracias a la confianza que emerge del capital extranjero, que hace llegar abundante capital al país.

Comienzan los créditos externos. Ya no de país a país, ya no de organismo a país, ya de banco a empresa. Emerge un proceso que finamente termina el año 1982 cuando enfrentamos la crisis de la deuda externa. Una crisis que implica una caída nuevamente en el producto del 13- 14 por ciento el año 1982. Nuevamente el surgimiento en la tasa de inflación y nuevamente el crecimiento en la tasa de desempleo. Momento importante este de la crisis del año 1982. En ese momento surge una opinión en el ambiente empresarial y de los trabajadores si lo que había conducido a la crisis no había sido la implantación de una estrategia de economía de mercado.

¿No será culpa del modelo, que la economía chileno haya caído a esa crisis?

Surge la legítima duda y se genera el debate. El Presidente Pinochet y el gobierno de las FF.AA. y de Oorden, reconociendo que no está en el modelo la razón de la crisis. Está en la utilización de algunos instrumentos y en la no readecuación de algunos marcos legislativos, el que la caída de los mflujos externos haya originado este impacto tan serio en la economía nacional.

El Presidente Pinochet, el gobierno de las FF.AA. asume entonces la fundamentación del modelo establecido el año 1973, las condiciones para que la economía chilena inicie, no ya un proceso de recuperación, sino que un auténtico proceso de expansión económica. Se enfrenta la crisis, generamos credibilidad frente a la banca extranjera. Recibimos los flujos de crédito y Chile empieza la tarea de recuperación.

Ha habido dudas, ha habido legítimas dudas, pero nuevamente la voluntad realizadora, el coraje para enfrentar los momentos de crisis, ha determinado no desviarnos del camino.

Comienza la última etapa del gobierno militar, período 1984 – 1989 que lo llamo el período de la expansión y la modernización. Son momentos que se profundiza el proceso de privatización las áreas en las cuales se abre el ejercicio de las responsabilidades individuales y la economía responde y crecemos a tasas del 6.6 %, se reduce la tasa de inflación y se reduce a tasa de desempleo.

Chile ha emergido de la crisis pero consolidando un esquema, una estrategia económica, que nos deberá acompañar de ahí para adelante. Un breve recorrido por algunas cifras que me parecen interesantes.

Las privatizaciones: Año 1973: 325 empresas en manos del estado. 18 bancos en manos del estado.

Año 1990: 17 empresas en manos del estado y un solo banco.

¿Qué ha pasado con las exportaciones?

El año 1973 el 80 % de la exportación de Chile era cobre. Caía el precio del cobre y la economía de Chile se derrumbaba.

En 1990 el 45 % en exportación. La agricultura ha subido. El proceso de Reforma Agraria que llevó al deterioro total de la actividad agrícola, de vuelta a la propiedad privada genera los estímulos para el crecimiento de la producción.

La industria que iba a quebrar con la rebaja de los aranceles exportaba el 8 % en 1970. Exporta el 33% el año 1989 – 1990. Ahí está la gran transformación económica del país. Y por otro lado diversificar la exportación de productos hemos logrado diversificar los mercados de exportación, hemos ganado menor vulnerabilidad frente a los acontecimientos de la economía internacional.

Se ha hablado mucho, es cierto. Este proceso fue realmente extraordinario en materia de avances en la economía. Se logró transformar la economía de Chile, pero se agrega esto tuvo un alto costo social. No hubo preocupación por los sectores más modestos de la población, es lo que nos dicen los indicadores.

Año promedio de escolaridad el año 1970, 4,5 años. Año 1990 el doble, 9 años y sabemos que en la educación está a base de acercar a economía chilena.

Hay acceso a mayor cantidad de bienes que generan una mayor calidad de vida de la ciudadanía chilena.

Hay evolución en los indicadores de infraestructura. Hay sin duda un avance importante en la disminución de la extrema pobreza.

La política social, focalizada preferentemente a esos sectores de extrema pobreza hace posible reducirla a los niveles del 13.8 % el año 1990.

Como la economía, el potencial depende básicamente de la inversión, hay cuadros indicadores.

Ello financiado con recursos de ahorros, provenientes principalmente de los propios chilenos, que en el sistema de seguridad social han depositado sus cotizaciones previsionales que han acrecentado notablemente el nivel de ahorro del país.

Y concluyo con un alcance que hacía hace un rato. Una sociedad de libertades no se construye solamente, una transformación económica importante. Esa transformación económica debe quedar sustentada en instituciones de naturaleza política. Ahí está la obra de la Constitución Política del año 1980. Una Constitución que crea las condiciones para el imperio del valor moral de la libertad y fija como principio rector de la institucionalidad, lo que hemos comentado en esta exposición, el principio de la subsidiariedad. La responsabilidad individual precede a la responsabilidad global. La responsabilidad individual debe operar en todos los campos para los cuales esa responsabilidad tiene autoridad, tiene facultades y competencia. La autonomía de los cuerpos intermedios. Subsidiariedad, garantía de la propiedad privada, libertad de asociación, acción empresarial del estado claramente delimitada. Se requerirán leyes de quórum especiales y la actividad estatal estará sujeta a la misma legislación a la cual está sujeta la entidad privada.

La facultad presidencial exclusiva en la administración del presupuesto para evitar la demagogia en que

cayó el país, derivado de la Constitución del año 1925 que no tenía limitaciones en lo que se refería al manejo presupuestario.

Una limitación de carácter legislativo, estableciendo con claridad cuales serán materias de ley y no dejando que el legislador haga las leyes que quiera sobre las materias que quiera.

Define cuales son específicamente las materias de ley. La no discriminación arbitraria y el Banco Central autónomo e independiente, que tiene una constitución claramente independiente, autónoma pero que además está revestido de una exigencia que es la de no otorgar recursos de crédito al estado. Esa es la mejor salvaguarda para una economía que quiere prosperar en un ambiente de razonable estabilidad, en lo que se denomina el nivel de precios.

Estimados amigos. He hecho esta tarde, como un acto de conmemoración a los 30 años del pronunciamiento militar un análisis del recorrido que llevó al país a experimentar un proceso de profunda transformación económica.

El camino como en todas la obras humanas no estuvo exento ni de obstáculos ni de presiones. Sí, se tuvo la voluntad y el coraje para avanzar en la búsqueda de propósitos de hacer de Chile una gran nación.

El legado del gobierno militar es un legado de trascendencia. Una sociedad libre, una sociedad que privilegia el esfuerzo personal, una sociedad en camino a la prosperidad y el bienestar para todos. Un país con instituciones que garantizan el ejercicio de la responsabilidad individual.

Por ello, solo nos cabe en esta tarde expresarlo. El sentimiento de profunda gratitud al gobierno de las FF.AA. y de Orden y comprometernos cada uno de nosotros en la custodia y en la proyección del histórico legado que nos fue entregado. Ese compromiso será el mejor homenaje a la permanencia de una obra auténticamente fundacional que debe permanentemente elevar nuestro espíritu, alimentar nuestra voluntad y estimular nuestra acción.

Annexe 4 :

« de nuevo se abrirán las grandes alamedas”, ultime discours de Salvador Allende le 11 septembre 1973

A las siete de la mañana de ese día 11 de septiembre, el entonces Presidente Allende recibió una llamada a su residencia de Tomás Moro. Un oficial de Carabineros le informaba de un movimiento inusual de tropas en Valparaíso.

Recibida la noticia, Allende decidió dirigirse a La Moneda para organizar desde allí la resistencia al supuesto golpe de Estado. Tras un ultimátum de parte de la Junta de Gobierno Militar para que el Presidente y sus hombres abandonaran el lugar, faltando cinco minutos para el mediodía, dos Hawker Hunter iniciaron el bombardeo de la casa de gobierno. Horas antes de dispararse dos balas en la cabeza, Allende dirigió sus últimas palabras al país a través de la Radio Magallanes.

Seguramente, Ésta será la última oportunidad en que me pueda dirigir a ustedes. La Fuerza Aérea ha bombardeado las torres de Radio Magallanes; mis palabras no tienen amargura, sino decepción. Ante estos hechos, sólo me cabe decir a los trabajadores: “Yo no voy a renunciar”.

Colocado en un trance histórico, pagaré con mi vida la lealtad del pueblo, y les digo que tengo la certeza de que la semilla que entregáramos a la conciencia digna, de miles y miles de chilenos, no podrá ser segada definitivamente. Tiene la fuerza, podrán avasallar; pero no se detienen los procesos sociales, ni con el crimen, ni con la fuerza. La historia es nuestra, y la hacen los pueblos. Trabajadores de mi patria, quiero agradecerles la lealtad que siempre tuvieron, la confianza que depositaron en un hombre, que sólo fue intérprete de grandes anhelos de justicia, que empeñó su palabra, de que respetaría la Constitución y la ley, y así lo hizo, en este momento definitivo, el último que pueda dirigirme a ustedes. Quiero que aprovechen la lección. El capitalismo foráneo, el imperialismo unido a la reacción, creó el clima, para que las Fuerzas Armadas rompieran su tradición, las que les enseñara Schneider y reafirmara el comandante Araya, víctimas del mismo sector social, que hoy estará en sus casas, esperando, con mano ajena, reconquistar el poder, para seguir defendiendo sus granjerías y sus privilegios.

Me dirijo sobre todo a la modesta mujer de nuestra tierra, a la campesina que creyó en nosotros, a la obrera que trabajó más, a la madre que supo de nuestra preocupación por los niños, me dirijo a los profesionales de la patria, a los que siguieron trabajando contra la sedición, auspiciada por los colegios profesionales, colegios de clase para defender también, las ventajas de una sociedad capitalista de unos pocos, me dirijo a la juventud, aquéllos que cantaron y entregaron su alegría y su espíritu a la lucha. Me dirijo al hombre de Chile, al obrero, al campesino, al intelectual, a aquéllos que serán perseguidos, porque en nuestro país el fascismo ya estuvo muchas horas presente, en los atentados terroristas, volando los puentes, cortando las líneas férreas, destruyendo los oleoductos y los gasoductos, frente al silencio de los que tenían la obligación de proceder, estaban comprometidos. La historia los juzgará; seguramente Radio Magallanes será callada, y el metal tranquilo de mi voz, no llegará a ustedes. No importa. La seguirán oyendo, siempre estará junto a ustedes, por lo menos mi recuerdo quedará en un hombre digno que fue leal a la revolución.

El pueblo debe defenderse, pero no sacrificarse. El pueblo no debe dejarse arrastrar ni acribillar, pero tampoco puede humillarse.

Trabajadores de mi patria, tengo fe en Chile y su destino, superarán otros hombres este momento gris y amargo, donde la traición pretende imponerse. Sigán ustedes sabiendo que mucho más temprano que tarde, de nuevo se abrirán las grandes alamedas, por donde pase el hombre libre, para construir una sociedad mejor.

¡Viva Chile! ¡Viva el pueblo! ¡Vivan los trabajadores! Estas son mis últimas palabras y tengo la certeza de que mi sacrificio no será en vano, tengo la certeza de que por lo menos será una lección moral que castigará la felonía, la cobardía y la traición.